



HAL
open science

Le regard des chercheurs : “ Evolution et structure des préjugés : le regard des chercheurs

Nonna Mayer, Guy Michelat, Vincent Tiberj, Tommaso Vitale

► To cite this version:

Nonna Mayer, Guy Michelat, Vincent Tiberj, Tommaso Vitale. Le regard des chercheurs : “ Evolution et structure des préjugés : le regard des chercheurs. La Documentation française, pp.63-140, 2017, 9782111451759. hal-02190383

HAL Id: hal-02190383

<https://sciencespo.hal.science/hal-02190383v1>

Submitted on 7 Dec 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

CHAPITRE 4

ÉVOLUTION ET STRUCTURE DES PRÉJUGÉS : LE REGARD DES CHERCHEURS

Les chercheurs dont les travaux vont suivre ont une expérience solide et une expertise tout à fait pertinente sur ces questions. La qualité de leurs travaux de recherche soutient et nourrit le regard de la CNCDH, dans un dialogue riche, étroit et ancien. Quelques éléments de présentation de Nonna Mayer, Guy Michelat, Vincent Tiberj et Tommaso Vitale suffisent à s'en convaincre.

Nonna Mayer, directrice de recherche émérite du CNRS au Centre d'études européennes de Sciences Po, préside l'Association française de science politique depuis 2005. Elle dirige la collection « Contester » aux Presses de Sciences Po, consacrée aux transformations des répertoires d'action collective. Ses champs d'investigation particuliers sont la sociologie des comportements politiques, le racisme et l'antisémitisme, l'extrémisme de droite, mais également les inégalités, la précarité et la démocratie.

Guy Michelat, directeur de recherche émérite du CNRS, au Centre de recherches politiques de Sciences Po (CEVIPOF), a axé ses recherches sur les relations entre attitudes et comportements politiques et religieux, sur l'univers des croyances, les représentations de la laïcité, le racisme et l'antisémitisme.

Vincent Tiberj, docteur en science politique, est professeur des universités associé au Centre Émile-Durkheim de Sciences Po Bordeaux. Il est spécialisé dans les comportements électoraux et politiques en France, en Europe et aux États-Unis et la psychologie politique, et ses travaux portent sur les modes de raisonnement des citoyens « ordinaires », la sociologie politique des inégalités sociales et ethniques, la sociologie de l'immigration et de l'intégration, l'explication du vote et les méthodes quantitatives.

Tommaso Vitale est *Associate Professor* de sociologie au Centre d'études européennes de Sciences Po. Ses thèmes de recherche principaux s'inscrivent dans les champs de la sociologie urbaine comparée et des politiques urbaines. Il est l'auteur d'ouvrages et d'articles traitant des conflits et des changements urbains, de la ségrégation spatiale, de la planification des services sociaux, ainsi que de l'élite et de la gouvernance locale de la restructuration industrielle.

Section 1

Questions de méthode

Depuis 1990, deux instruments de mesure sont au cœur du rapport annuel de la CNCDH sur le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie. Le premier est le relevé des actes et des menaces racistes, antisémites et, depuis 2010, islamophobes, ayant donné lieu à un dépôt de plainte ou à une main courante, communiqué par le ministère de l'Intérieur. Le second est un sondage annuel permettant de suivre l'évolution des opinions à l'égard des minorités à travers le temps. Les deux instruments sont complémentaires et précieux. Mais saisissent-ils encore bien les contours d'un racisme dont les cibles et les formes d'expression se renouvellent et se diversifient ? C'est la question que la CNCDH a voulu poser cette année en mettant à plat ces indicateurs et leur méthodologie. Au niveau des actes délictueux, cet objectif est en phase avec la réflexion entamée conjointement au ministère de l'Intérieur et au ministère de la Justice pour améliorer et croiser leurs indicateurs (voir *infra*, deuxième partie, chapitre 1). Au niveau des opinions, grâce au soutien du Service d'information du gouvernement (SIG), notre équipe de recherche a pu cette année compléter le sondage en face à face par deux enquêtes expérimentales en ligne. C'est sur ces innovations méthodologiques, leur visée et leurs premiers résultats que porte ce chapitre, centré sur les biais de « désirabilité sociale¹ ». Face à un enquêteur ou une enquêtrice, la personne interrogée voudrait apparaître sous un jour favorable et hésiterait à déclarer des opinions contraires aux normes sociales, en particulier des opinions racistes ou xénophobes. Et ce serait tout particulièrement le cas des personnes les plus instruites, qui savent quelle est la « bonne » réponse². Les deux premières sections s'interrogent sur les effets du mode de passation du questionnaire, face à face ou en ligne³. La troisième présente une expérience, celle de la « liste », qui fait apparaître des sujets, notamment l'islam, sur lesquels la personne interrogée aurait le sentiment de ne pouvoir parler librement. La dernière, en faisant réagir

1. Sur ce sujet il existe une littérature abondante depuis le travail pionnier de Douglas D. Crowne et David Marlowe, « A New Scale of Social Desirability Independent of Psychopathology », *Journal of Consulting Psychology*, 1960, 24, 4, pp. 349-354 ; Franke Kreuter, Stanley Presser, Roger Tourangeau, « Social Desirability Bias in CATI, IVR, and Web Surveys: The effects of mode and question sensitivity », *The Public Opinion Quarterly*, 2008, « 72 », « 5 », pp. « 847-65 ; Jia« He et al., « Socially Desirable Responding Enhancement and Denial in 20 Countries », *Cross-Cultural Research*, 2015, 49, pp. 227-249 ; Roger Tourangeau, Ting Yan, « Sensitive Questions in Surveys », *Psychological Bulletin*, 2007, 133, pp. 859-883 ; Olena Kaminska, Tom Foulsham, *Understanding Sources of Social Desirability Bias in Different Modes: Evidence from Eye-tracking*, *ISER Working Papers Series*, <https://www.iser.essex.ac.uk/research/publications/working-papers/iser/2013-04.pdf> (consulté le 1^{er} janvier 2017).

2. Geoffrey T. Wodtke, « Are Smart People Less Racist? Cognitive Ability, Anti-Black Prejudice, and the Principle-Policy Paradox », Population Studies Center Research, *Report 13-803*, octobre 2013, <http://www.psc.isr.umich.edu/pubs/pdf/rr13-803.pdf>, consulté le 31 décembre 2016.

3. Raphaëlle Butori, Béatrice Parguel, *Les Biais de réponse. Impact du mode de collecte des données et de l'attractivité de l'enquêteur*, AFM, 2010, France, 2010, <halshs-00636228>; Clifford Nass, Youngme Moon, Paul Carney, « Are Respondents Polite to Computers? Social Desirability and Direct Responses to Computers », *Journal of Applied Social Psychology*, 1999, 29, 5, pp. 1093-1110 ; Flora Chanvriil, Viviane Le Hay, « Les effets du mode d'administration, téléphone ou Internet, sur la mesure de la confiance », communication au Congrès de l'Association française de sociologie, Grenoble, juillet 2011, <http://docplayer.fr/12521471-Les-effets-du-mode-d-administration-telephone-ou-internet-sur-la-mesure-de-la-confiance.html>, consulté le 1^{er} janvier 2017.

à des images et des photos⁴, prend en compte les affects et les émotions qui précèdent le raisonnement conscient, donc *a priori* moins censurés.

I. Les effets du mode de passation du questionnaire

Il y a différentes manières d'administrer une enquête d'opinion et chacune a ses avantages et ses défauts⁵. Le face à face avec un enquêteur ou une enquêtrice, au domicile de la personne interrogée, a été longtemps le mode de passation dominant. Il permet d'établir une relation de confiance, de relancer la personne, de l'inciter à répondre. Cette interaction peut toutefois aussi biaiser les réponses, et il y a une littérature foisonnante sur l'« effet enquêteur », mesurant comment non seulement ses relances mais son apparence, sa manière de s'habiller, son origine ethnique, son sexe, et même ses opinions politiques et religieuses peuvent inconsciemment influencer les réponses⁶. Mais l'accès de l'enquêteur au domicile des particuliers est devenu plus difficile, compte tenu de l'expansion de l'habitat en zones rurales ou périurbaines lointaines et des mesures de sécurité accrue (chiens, barrières, digicodes, interphones). En outre, même une fois au domicile, la proportion de personnes acceptant l'interview est en forte baisse, et celles qui laissent entrer ont un profil particulier, notamment politique, elles sont plus nombreuses à gauche qu'à droite⁷. L'enquête par courrier postal permet de proposer des questionnaires plus longs, que la personne peut remplir à sa convenance, elle n'est pas influencée par l'enquêteur. Mais le taux de réponses est particulièrement faible, la personne n'a pas d'incitation à répondre ni d'aide pour remplir le questionnaire, et les personnes instruites seront plus susceptibles d'aller jusqu'au bout. Le sondage au téléphone est moins intrusif que le face à face, moins coûteux, et plus souple que les deux précédents, surtout quand il est assisté par ordinateur (CATI). Il permet une meilleure couverture du territoire et un contrôle des enquêteurs. La génération aléatoire de numéros de téléphone permet d'atteindre les abonnés sur liste rouge ou sans téléphone fixe. Mais l'effet enquêteur demeure, la multiplication des sollicitations téléphoniques fait baisser là aussi la propension à accepter de répondre à un sondage, et les échantillons témoignent du même biais « de gauche » qu'en face à face. Avec la révolution numérique, ce sont les sondages en ligne qui ont le vent en poupe. Tout particulièrement par le biais des access

4. Enquête de l'IFOP en ligne auprès d'un échantillon de 850 personnes représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus, 7-9 décembre 2016.

5. Le CREDOC (Centre d'étude et d'observation des conditions de vie) a comparé une enquête en ligne à une enquête face à face pour la 37^e vague de son Baromètre sur les conditions de vie et les aspirations (Patricia Croutte *et al.*, « Une approche de l'effet du passage sur Internet d'une enquête en population générale », CREDOC, *Cahier de recherche*, 333, décembre 2015).

6. Herbert H. Hyman, William J. Cobb *et al.*, *Interviewing in Social Research*, Chicago (Ill.), University of Chicago Press, 1954 ; Roger Tourangeau, Lance J. Rips, Kenneth A. Rasinski, *The Psychology of Survey Response*, Cambridge, United Kingdom, Cambridge University Press, 2000 ; Barbara A. Anderson, Brian D. Silver, Paul R. Abramson, « The Effects of Race of the Interviewer on Measures of Electoral Participation by Blacks in SRC National Election Studies », *Public Opinion Quarterly*, 1988, » 52, pp. 53-83 ; Barbara A. Anderson, Brian D. Silver, Paul R. Abramson, « The Effects of the Race of Interviewer on Race-Related Attitudes of Black Respondents in SRC/CPS National Election Studies », *Public Opinion Quarterly*, 1988, 52, pp. 289-324 ; Darren W. Davis, Brian D. Silver, « Stereotype Threat and Race of Interviewer Effects in a Survey on Political Knowledge », *American Journal of Political Science*, 2002, 47, pp. 33-45.

7. C'est ce qui ressort de plusieurs enquêtes électorales en face à face, menées en 2012 et en 2015.

panels, soit des panels de personnes volontaires pour répondre à des enquêtes par sondage, recrutées et fidélisées par les instituts de sondage, qui disposent ainsi d'un vivier de « sondables » potentiels sur lesquels ils disposent d'informations fines d'où ils peuvent tirer des échantillons *ad hoc*. C'est peu coûteux, rapide, les panélistes répondent à leur rythme, et surtout il n'y a pas de biais lié à la présence d'un enquêteur. Les études existantes tendent à montrer que, du coup, la parole des personnes interrogées est plus libre sur les sujets sensibles comme la sexualité, la maladie, la politique, l'immigration⁸. Ce devrait être le cas sur le racisme. Il y a toutefois d'autres biais. La fracture numérique n'a pas disparu. Selon Agoravox, on compte en 2016 18 % de foyers sans Internet, et qui ont un profil particulier où dominent les non-bacheliers, les titulaires de bas revenus, les personnes âgées⁹. Toute une partie de la population, la plus précaire, reste à l'écart de ce type de sondage. À ce biais de sélection s'ajoute le biais lié au recrutement des internautes, au profil de ceux qui acceptent de faire partie de ces panels. Il y a aussi des risques de professionnalisation, on sait que ces panélistes appartiennent souvent à plusieurs *access panels* en même temps¹⁰. Et la contrepartie de la liberté laissée aux enquêtés peut être un manque de concentration, la tentation d'en finir vite, de répondre n'importe quoi, biais pas toujours faciles à détecter même si les instituts ont mis au point, au moins pour les *access panels*, des techniques de contrôle de plus en plus sophistiquées (contrôle de cohérence des réponses du même panéliste d'une enquête à l'autre sur les questions sociodémographiques; contrôle du temps de réponse minimal par page et pour l'ensemble du questionnaire; contrôle des réponses systématiquement similaires sur les batteries d'items, etc.).

Pesant les avantages et les limites respectifs de ces méthodes, nous avons cherché à tester un éventuel biais de désirabilité sociale dans les enquêtes CNCDH, c'est-à-dire une éventuelle sous-déclaration des opinions racistes et antisémites, en comparant deux modes de passation. Grâce au SIG, une enquête en ligne a été menée au même moment que l'enquête en face à face, auprès d'un échantillon sur quotas de même taille, reprenant un peu plus de la moitié des questions de la première¹¹. C'est encore une phase expérimentale. La seconde enquête est plus courte, l'ordre des questions n'est pas le même, cela peut donc influencer les réponses. La structure des échantillons n'est pas non plus tout à fait comparable, sans qu'on puisse pour lors savoir avec certitude laquelle se rapproche le plus de la réalité du public. Celui de l'enquête en ligne compte un peu moins d'ouvriers, plus de catholiques pratiquants, il est

8. Voir le rapport du CREDOC cité de Patricia Croutte *et al.*, « Des panélistes moins compatissants, plus racistes et aussi moins heureux : le résultat d'une franchise plus assumée, seul face à l'écran ? », pp. 34-36.

9. Voir Lucie Brice, Patricia Croutte, Pauline Jauneau-Cottet, Sophie Lautié, *Baromètre du numérique*, édition 2015, CREDOC, juin 2015.

10. Ronan Divard, « La représentativité des échantillons issus d'*access panels* en ligne : une question majeure pour l'avenir des études de marché », 2009, <hal-00819324>, p. 14. Pour une revue de la littérature, voir Didier Fripiat, Nicolas Marquis, « Les enquêtes par Internet en sciences sociales, un état des lieux », *Population*, 2010, 65(2), pp. 309-338.

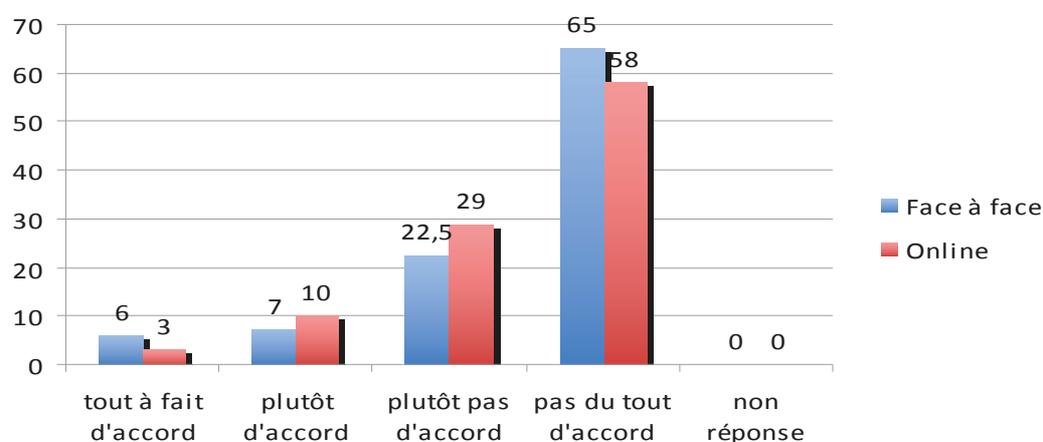
11. Enquête IPSOS en ligne, échantillon de 1 000 personnes représentatif de la population adulte résidant en France métropolitaine construit selon la méthode des quotas (par sexe, âge, profession de la personne de référence du foyer, après stratification par région et catégorie d'agglomération), 20-25 octobre 2016, en parallèle avec l'enquête en face à face menée par IPSOS du 14 au 27 octobre (N = 1 006).

plus à droite tandis que l'échantillon du face à face est plus à gauche sur tous les indicateurs politiques¹². Mais cela ouvre déjà quelques pistes de réflexion.

La comparaison des réponses sur les deux échantillons montre trois cas de figure, assez proches de ceux que trouvait l'étude du CREDOC sur les conditions de vie en 2015.

Le premier concerne les questions portant sur les mœurs (place de la femme, acceptation de l'homosexualité) ainsi que la croyance en une hiérarchie des races, forme de racisme à l'ancienne en voie de disparition. Dans les deux cas, il n'y a quasiment aucune différence. Sur les mœurs, où la question permet de moduler l'intensité de l'approbation, on note, comme le montrait déjà l'étude du CREDOC comparant les réponses à la même enquête en ligne et en face à face, que les internautes choisissent un peu moins souvent les modalités de réponse extrêmes («*tout à fait*» ou «*pas du tout d'accord*») au profit des réponses modérées (plutôt d'accord ou pas d'accord) (figures 4.1, 4.2), peut-être parce qu'«*il est probable qu'en face à face l'enquêteur incite fortement l'interviewé à se positionner plus finement*»¹³ ? Toutefois, là encore comme dans l'enquête du CREDOC, si l'on ajoute les «*tout à fait*» et les «*plutôt d'accord*», les résultats convergent, 13% des répondants aux deux enquêtes approuvent l'idée que la femme est faite pour avoir des enfants et les élever, et 82% considèrent que l'homosexualité est une manière acceptable de vivre sa sexualité (figures 4.1, 4.2).

Figure 4.1. La femme est faite avant tout pour avoir des enfants et les élever



12. La proportion de catholiques déclarés dans l'enquête en ligne est de 55 % (contre moins de 48 % dans l'échantillon en face à face), les pratiquants d'une autre religion 5 % (*versus* 11 %), la proportion de proches déclarés des partis de gauche 24 % (contre 35 %), celle des proches du FN 17 % (contre 8,5 %), la proportion se classant à droite sur l'échelle gauche droite de 40 % (contre 24 %). *A contrario* on peut faire l'hypothèse, on l'a vu, en se fondant sur ce que l'on observe dans les enquêtes électorales, qu'il y a un biais de gauche dans l'échantillon de l'enquête en face à face. On notera que là encore ce positionnement plus à droite des internautes se retrouve dans l'enquête du CREDOC 2015 précitée : 37 % de l'échantillon en ligne contre 27 % dans celui du face à face se placent à droite sur l'échelle gauche-droite.

13. *Ibid.*, p. 31.

Figure 4.2. L'homosexualité est une manière acceptable de vivre sa sexualité

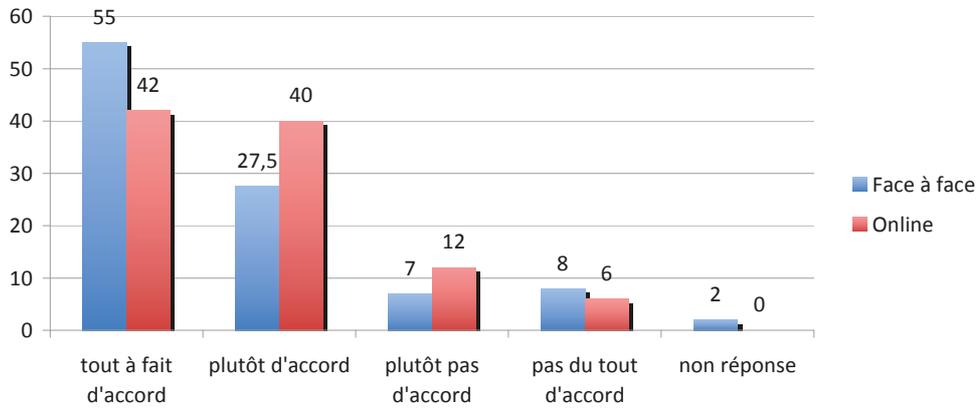
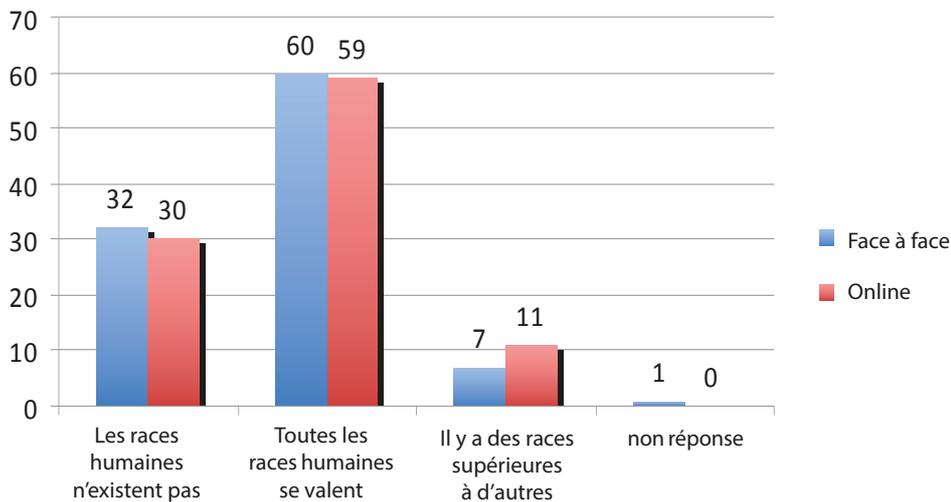


Figure 4.3. L'existence de races supérieures



Quant à la question sur l'existence de races humaines, elle ne suscite quasiment aucun refus de répondre et les réponses sont très proches, les internautes se montrant juste un peu plus enclins (+ 3 points)¹⁴ à croire en une hiérarchie des races (figure 4.3).

Dans le second cas de figure, on observe au contraire des différences importantes au niveau des refus de répondre. Ils sont en règle générale plus élevés en face en face qu'en ligne, par réticence à se livrer face à un enquêteur, et les écarts atteignent un niveau record sur des questions sensibles comme celles qui évoquent le stéréotype du pouvoir excessif des juifs, les responsabilités dans la poursuite du conflit israélo-palestinien, ou la communauté asiatique

14. Les pourcentages sont arrondis pour que le total fasse 100, mais les proportions réelles sont respectivement 7,3% et 10,6%.

touchée par des agressions récentes. Sur les questions à propos des juifs et des Asiatiques (figures 4.4 et 4.6), les internautes choisissent plus souvent une modalité centrale (respectivement 60% «*plutôt pas d'accord*» contre 39% en face à face et 44% contre 26%), mais leur taux de non-réponses est proche de zéro alors qu'il atteint respectivement 18% et 19% en face à face. Concernant les responsabilités dans la poursuite du conflit entre Israéliens et Palestiniens, 77% des internautes renvoient les deux camps dos à dos, refusant de choisir, contre 62% chez les enquêtés en face à face, qui se distinguent encore par leur taux élevé de non-réponses (18% contre 0,5% chez les internautes).

Figure 4.4. Le stéréotype du pouvoir des juifs

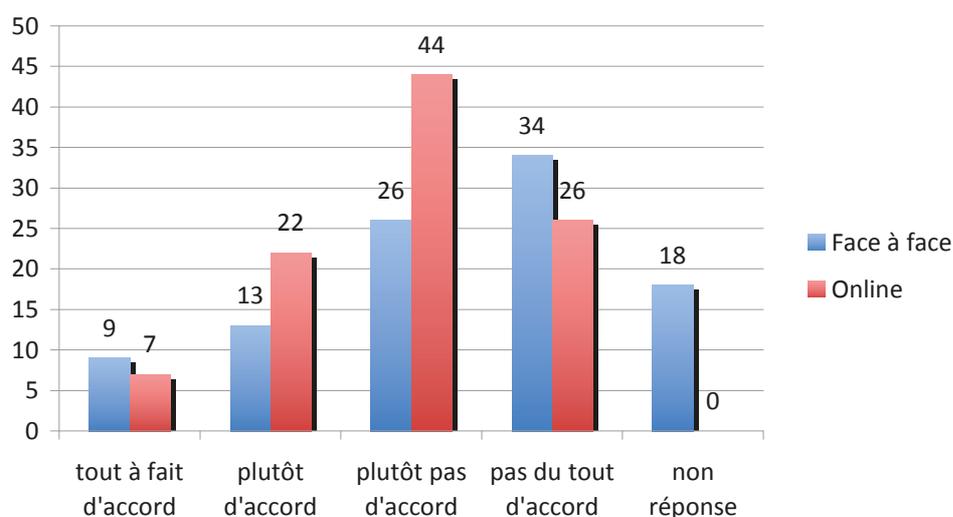


Figure 4.5. Responsabilité dans le conflit israélo-palestinien

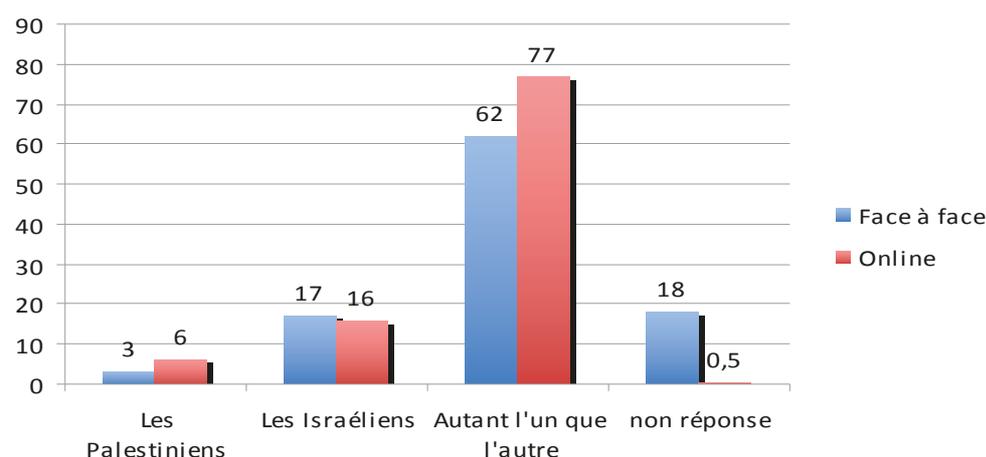
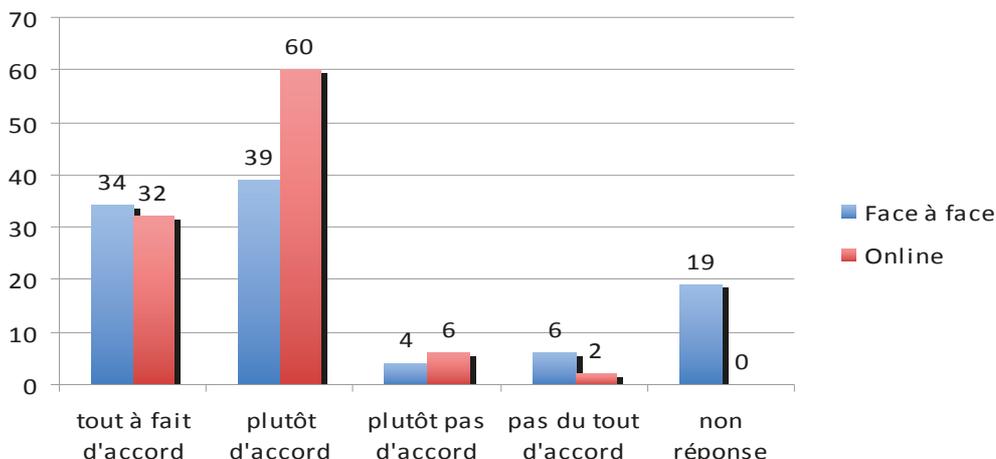
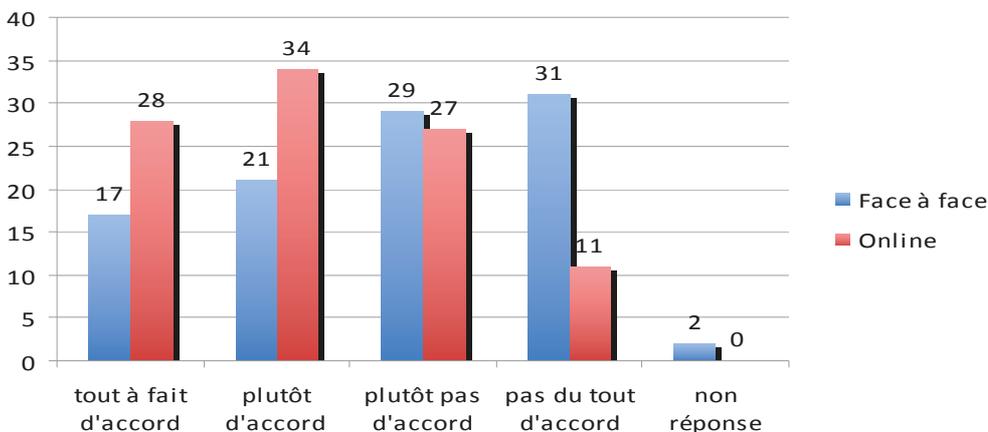


Figure 4.6. Les Asiatiques sont très travailleurs



Il y a enfin, c'est le troisième cas de figure, des écarts importants entre les deux enquêtes sur les questions relatives aux immigrés, à l'islam, et au maintien de l'ordre (figures 4.7 et 4.9). L'intolérance est beaucoup plus élevée dans l'échantillon en ligne que dans le face à face. On trouve un écart record de 24 points sur le niveau d'approbation de l'opinion « *l'immigration est la principale cause d'insécurité* », 22 sur le rétablissement de la peine de mort, 21 sur le fait que la religion musulmane évoque quelque chose de très ou plutôt négatif, ou le sentiment qu'en France aujourd'hui « *on ne se sent plus chez soi comme avant* », 20 sur le refus de donner le droit de vote pour les élections locales aux étrangers non Européens, 19 pour juger que le sacrifice du mouton lors de l'Aïd El Kebir « *pose problème pour vivre en société* ». Et cette intolérance est revendiquée dans le panel en ligne, dont 38 % seulement se disent « *pas du tout raciste* » contre 55 % dans l'enquête en face à face (figure 4.10). Des proportions similaires à celles trouvées dans l'enquête CREDOC sur la même question en 2015 (58 % de « *pas du tout racistes* » dans l'enquête en face à face contre 43 % dans l'enquête en ligne)¹⁵.

Figure 4.7. L'immigration, principale cause de l'insécurité



15. *Ibid.*, p. 34.

Figure 4.8. Ce qu'évoque la religion musulmane

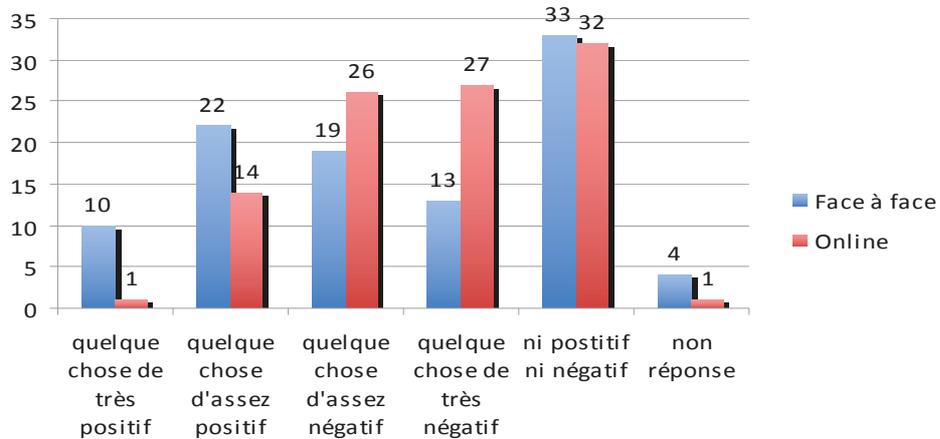


Figure 4.9. Il faudrait rétablir la peine de mort

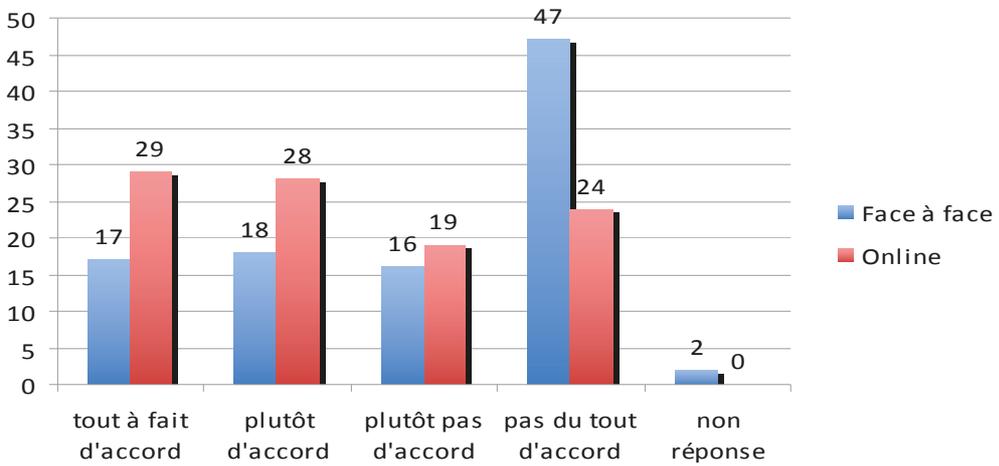
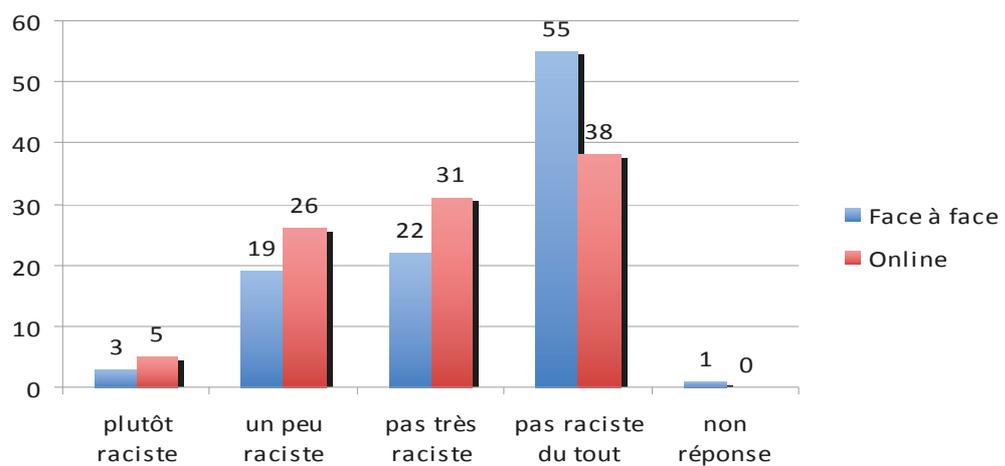


Figure 4.10. Se dire personnellement raciste



Est-ce donc le fait d'être seul face à son écran, sans avoir à se soucier de l'image donnée à l'enquêteur ou l'enquêtrice, qui libère des opinions racistes et autoritaires ? Encore faut-il faire la part de ce qui tient au mode de passation du questionnaire et ce qui tient aux caractéristiques des deux échantillons. Car on l'a vu celui de l'enquête en ligne est plus à droite que celui du face à face, facteur qui pourrait expliquer sa moindre tolérance. Pour le vérifier, nous avons travaillé sur un fichier cumulé des deux enquêtes. Puis en utilisant la technique de la régression logistique, nous avons cherché, à âge, sexe, diplôme, religion et orientation politique égale, quel était l'effet propre du mode de passation du questionnaire¹⁶.

L'analyse montre qu'il y a bien un effet spécifique du mode de passation du questionnaire, qui résiste à tous les contrôles. En face à face, le niveau déclaré d'intolérance aux minorités observé sur certaines questions, en particulier celles relatives aux immigrés et aux musulmans, est plus élevé, comme il l'est dans d'autres enquêtes en ligne¹⁷. Les résultats incitent à regarder de plus près, au-delà des moyennes, la structure des échantillons ; à s'interroger sur l'ordre des questions ; à introduire, comme le fait le CREDOC, des questions plus générales mesurant la sensibilité des personnes interrogées aux normes sociales¹⁸. Il faudra refaire l'expérience l'an prochain pour voir si l'on retrouve ces écarts et mieux les comprendre. Il faudra ainsi vérifier que les évolutions des indicateurs dans le temps sont comparables, quel que soit le mode de passation, la force du Baromètre étant de couvrir une période de vingt-six ans. L'important (voir chapitre *infra* sur la structure des préjugés) reste que, quels que soient le mode de passation de l'enquête et le niveau d'intolérance observé, on observe la même cohérence des préjugés envers l'autre, et que les mêmes facteurs explicatifs sont à l'œuvre, en particulier l'appartenance générationnelle, le diplôme et l'orientation politique.

II. Des sujets dont « on ne peut parler librement »

Une autre manière d'éviter les biais de désirabilité sociale est l'expérience de la « liste », déjà utilisée l'an dernier¹⁹. Elle a été mise au point aux États-Unis par Paul Sniderman et ses collègues, pour faciliter l'expression d'opinions politiquement incorrectes envers les Noirs et les politiques en leur faveur comme

16. L'ensemble des régressions est disponible sur demande.

17. Pas toutes cependant, puisque dans l'enquête en ligne de l'IFOP menée deux mois après (voir *infra*) mêlant questions et photos, l'approbation de la peine de mort retombe à 40 % (contre 58 % dans l'enquête IPSOS en ligne et 35 % dans l'enquête IPSOS en face à face), le sentiment qu'il y a trop d'immigrés à 55 % (contre respectivement 73 % et 52 %).

18. La batterie du CREDOC comprend trois questions : « Dans la vie, vous faites toujours attention à ce que vous dites et ce que vous faites pour ne pas froisser les gens ? » ; « Dans la vie, quoi que vous fassiez, vous êtes toujours très exigeant avec vous-même ? » ; « Dans la vie, vous vous comportez toujours de la même façon lorsque vous êtes seul ou avec les autres ? ».

19. Nonna Mayer, Guy Michelat, Vincent Tiberj, Tommaso Vitale, « L'imbrication des préjugés envers l'autre », dans CNCDH, *La Lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie. Année 2015*, Paris, La Documentation française, 2016, pp. 308-313.

l'*affirmative action*²⁰. Il s'agissait pour nous pareillement d'explorer le rapport à l'islam, un sujet particulièrement sensible dans un contexte d'attentats menés au nom du *djihad*²¹. L'échantillon est partagé cette année en trois sous-échantillons aléatoires de taille égale. Les personnes sondées se voient proposer une liste de sujets de conversation et il leur est demandé de dire combien il y en a sur lesquels ils estiment ne pas pouvoir parler librement, sans les nommer (voir encadré ci-dessous). Dans l'échantillon témoin la liste comporte trois sujets : « les hausses d'impôt » ; « le gaspillage de nourriture » ; « les salaires des grands patrons ». Pour le second l'islam a été ajouté à la liste et, pour le troisième, à la place de l'islam il y a « la politique²² ». On peut tester ainsi à la fois dans quelle mesure les personnes se sentent empêchées de dire ce qu'elles pensent de l'islam, sans avoir à se soucier de ce que pense l'enquêteur qui ne saura pas à quels sujets elles pensent, juste leur nombre. On peut vérifier également si ce sont bien les plus diplômées, comme le suggèrent certains travaux, qui expriment le plus ce sentiment, notamment quand l'islam figure sur la liste.

L'expérience de la « liste » : les sujets tabous

« Et parmi la liste suivante, combien y a-t-il de sujets sur lesquels vous avez le sentiment de ne pas pouvoir exprimer librement votre opinion ? Ne me dites surtout pas lesquels, dites-moi seulement combien il y en a :

Échantillon témoin A :

- les hausses d'impôt,
- le gaspillage de nourriture,
- les salaires des grands patrons.

Échantillon test B :

- les hausses d'impôt,
- le gaspillage de nourriture,
- les salaires des grands patrons,
- l'islam.

Échantillon test C :

- les hausses d'impôt,
- le gaspillage de nourriture,
- les salaires des grands patrons,
- la politique. »

20. Paul M. Sniderman et Edward G. Carmines *Reaching Beyond Race*, 1999. Cambridge, Mass., Harvard University Press, 1997. L'échantillon de l'enquête était découpé de manière aléatoire en trois sous-groupes. Au premier il était proposé une liste de « sujets qui fâchent » : la hausse des impôts, les encombrements, la pollution. Les personnes interrogées devaient juste dire combien de sujets, sur cette liste, les mettaient « vraiment en colère », mais sans dire le(s) quel(s). Pour les deux autres, un quatrième item était ajouté, « la politique de discrimination positive » – *affirmative action* – dans un cas, « l'installation d'une famille noire dans le voisinage » dans l'autre. Les personnes opposées à cette politique controversée de lutte contre les discriminations raciales ou ne voulant pas de voisins noirs pouvaient exprimer leur désaccord sans que l'enquêteur le sache. Mais la forte hausse du nombre de « sujets qui fâchent » déclarés quand ces deux items étaient introduits dans la liste révélait le malaise d'une partie de l'échantillon, et dans quelles catégories de la population il était le plus marqué.

21. Une expérience similaire avait déjà été tentée sur le thème des « immigrés », dans les enquêtes CNCDH 1999 et 2000. Voir Nonna Mayer, « Comment questionner sur des sujets sensibles : l'apport des expérimentations », communication au Congrès de l'AFSP, Aix-en-Provence, 22-24 juin 2015, module transversal « Approches expérimentales en science politique », <http://www.congres-afsp.fr/mted/mted1mayer.pdf>.

22. Pour vérifier que le simple ajout d'un sujet supplémentaire autre que l'islam ne fait pas monter le nombre de sujets.

L'expérience a été menée à l'identique dans l'enquête en face à face et en ligne, permettant de comparer les réponses selon le mode de passation du questionnaire. Elle est complétée par une question ouverte posée au début de la seconde enquête expérimentale, lancée cette année pour prendre mieux en compte les affects et les émotions, également en ligne, pour voir quels sujets viennent spontanément à l'esprit des personnes interrogées.

III. De l'expérience de la « liste » ressortent trois principaux résultats

Quels que soient les sujets proposés ou le mode de passation, la proportion de personnes interrogées estimant pouvoir parler librement de tout est minoritaire, oscillant entre 16 et 28 % (tableau 4.1). Elle est systématiquement plus faible dans l'échantillon en ligne (inférieure de respectivement 4,9 et 5 points selon la liste de sujets proposée). *A contrario*, le nombre moyen de sujets considérés « tabous » varie entre 1,4 et 2, et là encore il est systématiquement plus élevé en ligne qu'en face à face. Enfin, dans les deux échantillons, le nombre moyen de sujets jugés tabous augmente quand on introduit le thème de « l'islam », mais aussi de « la politique » en général. On a là deux sujets plus diviseurs, plus conflictuels que les trois premiers (« les hausses d'impôt », « le gaspillage de nourriture » et « les salaires des grands patrons »). Ce pourrait être le simple fait d'avoir ajouté un sujet sur la liste qui fait monter ce nombre. Pourtant, si on regarde non plus la moyenne de sujets tabous mais la proportion de personnes qui disent n'en voir aucun, elle diminue quand l'islam est sur la liste, tout particulièrement chez les internautes : 16 % ont le sentiment de pouvoir parler librement contre 24 % dans le groupe témoin, et 22 % dans le groupe test où le thème ajouté est « la politique » (tableau 4.1). Autrement dit, quel que soit le sujet abordé, le sentiment de ne pouvoir parler librement s'exprime plus facilement en ligne qu'en face à face, alors même que l'expérience de la liste devrait dans ce dernier cas annuler le biais de désirabilité sociale, puisque l'enquêteur ne sait pas sur quels sujets la personne ne se sent pas libre de parler. Mais quel que soit le mode de passation, on observe sur l'islam un sentiment de censure sociale plus marqué, qui s'exprime plus facilement en ligne.

Tableau 4.1. Mesure des sujets dont la personne a le sentiment de ne pouvoir parler librement

a) Enquête en face à face

Les sujets tabous	Groupe témoin A : 3 sujets	Groupe test B : 4 sujets (+ islam)	Groupe test C : 4 sujets (+ la politique)
Nombre moyen	1,42	1,61	1,64
En %			
0	28	25	27
1 +	71	73	71
Non-réponses	2	2	2,5
Effectifs	(366)	(321)	(319)

b) Enquête en ligne

Nombre moyen	1,67	1,95	2,06
En %			
0	24	16	22
1 +	75	83	72
Non-réponses	1	1	2
Effectifs	(333)	(333)	(334)

Source : Baromètre CNCDH, octobre 2016.

Pour interpréter ces résultats il faut croiser les réponses, comparer d'une part le profil et les orientations idéologiques des personnes estimant pouvoir parler librement de tous les sujets à celles qui ne se sentent pas libres de le faire, voire, d'autre part, ce que change l'introduction de l'islam ou de la politique dans la liste des thèmes proposés, toutes choses égales par ailleurs. Si l'on s'en tient à l'échantillon en face à face, dans la continuité des enquêtes antérieures, et si l'on prend comme indicateur le nombre moyen de sujets perçus comme tabous (tableau 4.2), quelle que soit la liste de sujets proposée, le nombre moyen de sujets sur lequel la personne estime ne pouvoir dire ce qu'elle pense varie en raison inverse de la position sociale et de l'instruction. Loin d'inciter à dissimuler son opinion par respect des normes, le diplôme donnerait plutôt l'assurance nécessaire pour passer outre. De même le sentiment de ne pouvoir parler librement est plus marqué en bas de l'échelle sociale, chez les ouvriers et les employés, que chez les patrons et les cadres. On note un effet de même ordre du genre. Peut-être parce qu'elles se montrent plus sensibles que les hommes à la pression sociale²³, les femmes se sentent, sur la plupart des sujets, moins souvent libres d'en parler que les hommes. Surtout, loin de caractériser d'abord des personnes s'affichant tolérantes mais qui au fond d'elles-mêmes ne le seraient pas, le sentiment de ne pouvoir parler librement augmente avec le niveau d'intolérance envers les minorités, tel que le mesurent nos échelles de racisme (voir *infra* section 3). Quel que soit le sujet, ce sentiment de censure atteint son maximum chez les répondants présentant des scores élevés sur nos indicateurs de racisme (les échelles d'aversion à l'islam, d'antisémitisme, d'ethnocentrisme, la propension à s'autodéfinir comme raciste, etc.) (voir tableau 4.2). Sur le plan politique et religieux enfin, le nombre de sujets perçus comme tabous est plus fréquent au centre et à droite qu'à gauche, et plus marqué chez les catholiques non pratiquants que chez les pratiquants ou les sans-religion.

Si l'on prend en compte les sujets proposés, on voit que globalement le sentiment de ne pouvoir en parler librement s'élève quand figurent sur la liste l'islam ou la politique (échantillons tests B et C), sujets qui font moins l'unanimité que les salaires des grands patrons, les hausses d'impôts ou le gaspillage de nourriture. Cette hausse n'est pas systématiquement plus élevée quand on rajoute l'islam : elle l'est seulement chez les hommes (1,56), les non-titulaires du bac (1,82), les ouvriers et employés (1,84), les catholiques non pratiquants (1,92), les personnes qui se classent au centre ou à droite et les très ethnocentristes (2,24) (voir tableau 4.2).

23. Sur leur plus grande conformité aux normes, voir Eelco Harteveld, Elisabeth Ivarsflaten, « Why Women Avoid the Radical Right : Internalized Norms and Party Reputations », *British Journal of Political Science*, octobre 2016, pp. 1– 16 (doi : 10.1017/S0007123415000745).

Tableau 4.2. Moyenne de sujets tabous par liste et profil socioculturel, idéologique et politique en face à face

Sous-échantillons :	A. Témoin	B. Test « islam »	C. Test « politique »
Sexe			
Homme	1,38	1,56	1,49
Femme	1,46	1,68	1,76
Dernier diplôme			
Sans le bac	1,54	1,82	1,77
Bac +	1,31	1,41	1,50
Catégorie socioprofessionnelle			
CSP + (patron, cadre, p. int.)	1,24	1,46	1,60
CSP – (ouvrier, employé)	1,56	1,84	1,72
Pratique religieuse			
Catholique pratiquant	1,32	1,57	1,63
Non-pratiquant	1,53	1,92	1,89
Sans religion	1,32	1,44	1,50
Échelle gauche droite			
Gauche (1-3)	1,29	1,24	1,35
Centre (4), non-réponses	1,44	1,87	1,81
Droite (5-7)	1,58	1,78	1,72
Se définit comme raciste			
Plutôt, un peu	1,61	2,00	2,03
Pas très	1,44	1,55	1,70
Pas du tout	1,36	1,44	1,45
Scores croissants d'ethnocentrisme			
0,1	1,14	1,23	1,21
2,3	1,37	1,31	1,49
4,5	1,60	1,68	1,84
6-10	1,60	2,24	2,01

Source : Baromètre CNCDH, octobre 2016.

Prise isolément, chacune de ces variables paraît influencer le sentiment de ne pouvoir parler librement de certains sujets. Mais dans la réalité leurs effets se combinent, elles peuvent s'ajouter, se compenser ou s'annuler. C'est ce que fait apparaître la technique de la régression logistique. L'analyse a été menée à partir de l'enquête en face à face, de l'enquête en ligne et du fichier cumulé des deux enquêtes, pour faire ressortir l'effet spécifique du mode d'administration du questionnaire²⁴. La variable à expliquer est la proportion de personnes citant au moins un sujet de discussion tabou, opposée à la proportion de celles qui n'en citent aucun. Les variables explicatives sont, outre la liste de sujets proposés et le mode de passation du questionnaire, le sexe, l'âge, le dernier diplôme

24. On a fusionné les trois sous-échantillons découpés par l'expérience pour pouvoir opérationnaliser l'effet de la « liste » de sujets proposés (avec ou sans l'item « islam »).

obtenu, la pratique religieuse, le positionnement sur l'échelle gauche droite, les scores sur l'échelle d'ethnocentrisme (voir tableau 4.3. a)²⁵.

Dans les trois échantillons, quel que soit le sujet de conversation, le sentiment de ne pouvoir parler librement dépend essentiellement de deux facteurs. Il augmente avec le niveau d'ethnocentrisme, et il baisse avec le niveau de diplôme. Trois autres facteurs jouent à la marge, l'âge (il est plus élevé chez les jeunes de 25-34 ans que chez les seniors), la pratique religieuse (il est plus marqué chez les catholiques non pratiquants, que chez ceux qui se déclarent sans religion) et le sexe : toutes choses égales par ailleurs, les femmes ont plus ce sentiment de censure sociale que les hommes. Le positionnement politique n'a plus d'effet une fois les autres variables prises en compte. Si l'on tient compte des sujets de conversation proposés, toutes choses égales par ailleurs, l'ajout de l'islam sur la liste initiale a un impact plus faible que le niveau d'ethnocentrisme ou le diplôme (respectivement quatre et trois fois moindre) mais statistiquement significatif : il fait monter le sentiment de ne pouvoir parler librement. Ce n'est pas le cas quand on ajoute « *la politique* ». Enfin le mode de passation du questionnaire a un impact plus faible que le niveau d'ethnocentrisme ou le diplôme (respectivement cinq et quatre fois moindre) mais statistiquement significatif : le sentiment de censure sociale s'exprime moins face à un enquêteur qu'en ligne, seul face à son ordinateur.

Tableaux 4.3 a et b. Régression logistique sur le choix d'au moins un sujet tabou sur la liste

a) Régression logistique

	Face à face B(es)	En ligne B(es)	Fichier cumulé B(es)
Mode de passation			
Face à face			- 0,246 (0,11)*
En ligne			-
Sujets			
+ islam	0,206 (0,18)	0,314 (0,13)*	0,309 (0,13)*
+ politique	- 0,003 (0,18)	0,022 (0,13)	0,016 (0,13)
3 sujets tests	-	-	-
Genre			
Homme	- 0,215 (0,15)	- 0,228 (0,11)*	- 0,226 (0,11)*
Femme	-	-	-
Diplôme			
Pas le bac	0,874 (0,21)***	0,890 (0,15)***	0,899 (0,158)***
Bac	0,517 (0,24)*	0,438 (0,17)**	0,447 (0,171)**
Bac + 2	0,285 (0,25)	0,269 (0,17)	0,278 (0,179)
Bac + 3	-	-	-

25. Après avoir testé toutes les autres échelles, ensemble et séparément, c'est celle qui accroît le plus le pouvoir explicatif du modèle. Les résultats détaillés des régressions logistiques seront disponibles sur le site du Centre d'études européennes, <http://www.cee.sciences-po.fr/en/le-centre/research-team/60-nonna-mayer.html> après publication du rapport.

	Face à face B(es)	En ligne B(es)	Fichier cumulé B(es)
Âge			
18-24	0,492 (0,30)	0,300 (0,28)	0,270 (0,22)
25-34	0,560 (0,26)*	0,330 (0,19)	0,313 (0,20)
35-49	0,124 (0,23)	0,034 (0,17)	0,014 (0,17)
50-64	0,389 (0,23)	0,282 (0,17)	0,249 (0,17)
65 +	–	–	–
Pratique			
Catholique pratiquant régulier	– 0,053 (0,35)	0,179 (0,28)	0,191 (0,28)
Occasionnel	– 0,040 (0 ; 26)	0,117 (0,19)	0,114 (0,19)
Non-pratiquant	0,536 (0,19)**	0,285 (0,13)*	0,281 (0,13)*
Autre religion	0,413 (0,25)	0,318 (0,20)	0,351 (0,20)
<i>Sans religion</i>	–	–	–
Échelle gauche droite			
Gauche (1-3)	– 0,110 (0,23)	0,147 (0,15)	0,169 (0,15)
Centre (4) + non-réponses	– 0,016 (0,21)	0,073 (0,14)	0,120 (0,14)
<i>Droite (5-7)</i>	–	–	–
Score d'ethnocentrisme			
0-1	– 0,946 (0,25)***	– 1,251 (0,21)***	– 1,237 (0,21)***
2-3	– 0,595 (0,24)*	– 0,672 (0,19)***	– 0,712 (0,19)***
4-5	– 0,307 (°,24)	– 0,344 (0,17)	– 0,420 (0,18)*
6-10	–	–	–
Constante	0,560 (0,37)	0,792 (0,27)**	0,946 (0,28)***
N	983	986	1969
LogLikelihood	1 066,341	2 032,460	2 028,109
χ^2 (df)	81,517 (19)	138,706 (19)	143,058 (20)
R ²	0,116	0,102	0,105

$P < 0.05$; ** $P < 0.010$; *** $P < 0.001$. En italique la modalité de référence.

b) Probabilités prédites de citer au moins un sujet tabou selon la liste de sujets, le mode de passation et le niveau d'ethnocentrisme (%)

	Face à face	En ligne
Liste de sujets		
3 sujets	70	76
3 + politique	72	77
3 + islam	76	82
Scores d'ethnocentrisme		
0,1	57	62
2,3	70	75
4,5	77	81
6-10	85	87

Source : Baromètre CNCDH, octobre 2016, fichier cumulé des enquêtes face à face et en ligne.

L'analyse apporte donc une réponse nuancée à la question de départ, celle de la sincérité des sondés sur des sujets sensibles comme le racisme, face à un enquêteur. Le sentiment de ne pouvoir s'exprimer librement sur tous les sujets est majoritaire, mais inégalement réparti. Le profil des personnes qui dénoncent la tyrannie du politiquement correct, dont on pouvait penser qu'elles seraient plus susceptibles de ne pas dire ce qu'elles pensent à un enquêteur, est à l'opposé de l'hypothèse de départ : ce sont les moins tolérantes et les moins pourvues en ressources sociales et culturelles. Et quand il s'agit de l'islam, ce sentiment de censure s'accroît, mais leur profil reste inchangé. L'analyse des probabilités prédites par le modèle de régression logistique (tableau 4.3 b) à partir du fichier cumulé est à cet égard éclairante. Toutes choses égales par ailleurs, le sentiment de ne pouvoir parler librement de certains sujets augmente avec le niveau d'ethnocentrisme, et il s'exprime plus volontiers en ligne que face à un enquêteur. Mais l'absence d'enquêteur a un effet facilitateur plus marqué chez les moins ethnocentristes ; 62 % d'entre eux déclarent se sentir censurés en ligne contre 57 % en face à face soit 5 points d'écart. Tandis que chez les très ethnocentristes cet effet ne joue quasiment pas (respectivement 85 % et 87 %). Quant à la présence de l'islam sur la liste de sujets proposés, elle fait monter la probabilité de se sentir empêché de parler librement de certains sujets, quel que soit le mode de passation du questionnaire.

Tableau 4.4. Sujets sur lesquels la personne a le sentiment de ne pouvoir parler librement

« D'abord, y a-t-il des sujets sur lesquels vous avez le sentiment de ne pas pouvoir exprimer librement votre opinion ? » (%)

Total « oui »	37
La politique, la politique internationale	13
La religion, l'islam	9
Les migrants, l'immigration	8
La pression du politiquement correct restreint notre liberté d'expression	3
Les privilèges des hommes politiques, leur manque d'indépendance	3
Le racisme	3
Le travail ; le chômage ; les salaires et les retraites trop bas	3
L'insécurité, le terrorisme	2
La sexualité, l'amour	1
L'environnement, l'écologie	1
Le système social français, l'assistanat, les gens qui profitent	1
Autre	10

Source : enquête IFOP/CNCDH « Émotions », décembre 2016.

En complément de l'expérience de « la liste », la troisième enquête menée cette année en ligne pour la CNCDH sur le rôle des émotions et des affects commence par une question similaire mais ouverte sur la liberté de parler de certains sujets (tableau 4.4). Parce qu'elle ne propose pas de liste, et parce qu'il n'y a pas d'enquêteur pour relancer, le nombre de personnes citant au moins un sujet « tabou » est beaucoup plus faible qu'en face à face : 37 % seulement citent spontanément un ou plusieurs sujets. Mais les sujets qui émergent sont ceux que

nous proposons dans la question fermée : la politique (13%) suivie par l'islam et l'immigration (respectivement 9% et 8%). Et le profil des personnes ayant le sentiment de ne pouvoir parler librement est proche de celui observé en face à face, plus fréquent dans les milieux populaires, chez les moins diplômés, les femmes et les répondants de droite et du centre.

IV. Des émotions et des affects

Une troisième enquête, plus courte (une quinzaine de questions), également en ligne, a été menée cette année pour explorer les émotions et les affects associés à la perception des minorités, en faisant réagir à des photos ou des images directement ou indirectement liées à cette thématique. L'expérience s'inscrit dans la perspective des travaux sur le racisme « implicite », dont la personne n'a pas nécessairement conscience mais que révèlent des tests d'associations de mots en ligne et la rapidité à répondre²⁶. Elle s'inspire aussi des recherches de psychologie cognitive sur le rôle clé des émotions²⁷. Le parti pris est de montrer des photos ou des images qui sont autant de tests projectifs que la personne sondée est libre d'interpréter comme elle veut en fonction de sa personnalité et de son histoire. Au lieu de poser une question sur le burkini, le sondage propose de réagir à une photo de religieuses à la plage. À la place d'une question sur la crise des réfugiés, il y a la photo d'un canot où ils s'entassent. Pour évoquer la place des religions, on montre des symboles. Sur les attentats, le slogan « Je suis Charlie » est montré. Après un pré-test d'une vingtaine de photos auprès d'un échantillon d'étudiants²⁸, six ont été sélectionnées (figures 4.1 à 4.6) : des religieuses en tenue ecclésiastique au bord de la mer, un canot chargé de réfugiés, un cimetière de la Première Guerre mondiale avec, au milieu des croix, une tombe surmontée d'une étoile de David, et la même avec des tombes musulmanes, un montage avec les symboles des trois religions du Livre, une inscription qui peut se lire comme « Je suis Charlie » ou « Je ne suis pas Charlie ». Les deux premières sont été présentées à tout l'échantillon, les quatre dernières présentées chacune à la moitié de l'échantillon de manière aléatoire (tombe juive ou musulmane, symboles ou Charlie).

26. David M. Amodio, Patricia G. Devine, « Stereotyping and Evaluation in Implicit Race Bias : Evidence for Independent Constructs and Unique Effects on Behavior », *Journal of Personality and Social Psychology*, American Psychological Association, 2006, 91 (4), pp. 652– 661 ; Michaël Dambrun, Serge Guimond, « Les mesures implicites et explicites des préjugés et leur relation. Développements récents et perspectives théoriques », *Cahiers internationaux de psychologie sociale*, 2003, 57, pp. 52-73 ; Michaël Dembrun, Serge Guimond, Nicolas Michinov, « Les composantes automatique et contrôlée des préjugés ethniques », *Revue internationale de psychologie sociale/International Review of Social Psychology*, 2003, 16, pp. 71-96.

27. Voir la théorie de « l'intelligence affective » développée par le psychologue George Marcus avec Russell Neuman et Michael MacKuen, *Affective Intelligence and Political Judgment*, Chicago, Londres, University of Chicago Press, 2000, ainsi que le papier en ligne de Pavlos Vasilopoulos, George Marcus, Martial Foucault, « Emotional Responses to the Charlie Hebdo Attacks : Between Ideology and Political Judgment », https://www.academia.edu/18686185/Emotional_Responses_to_the_Charlie_Hebdo_Attacks_Between_Ideology_and_Political_Judgment.

28. Pré test effectué par Lara Schiffrin-Sands, lors de son stage de recherche au CEE, que nous remercions tout particulièrement, ainsi que Caroline Maufroid, iconographe à Sciences Po, dont l'aide a été précieuse pour avoir accès à des photos libres de droits d'auteur.

Photo 4.1. Religieuses à la plage



© Jeremy Crantek Flickr

Photo 4.2. Canot chargé de réfugiés



© Anjo KanShutterstock

Photo 4.3. Cimetière de la Première Guerre mondiale avec tombe juive



© David PeglzShutterstock

Photo 4.4.



© AFP

Photo 4.5.

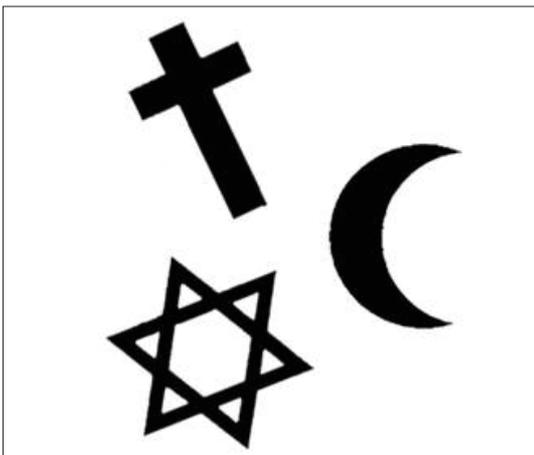


Photo 4.6. *Charlie*

Je Ne Suis Pas CHARLIE

Après chaque photo la personne doit dire ce qu'elle ressent à sa vue, puis expliciter sa réponse (voir encadré 2 ci-contre).

Questions sur les photos projectives

Q 2. En regardant cette photo, pouvez-vous me dire ce que vous ressentez ? Est-ce que vous ressentez...

(Rotation aléatoire des items)

1. De la peur

Pas du tout 0! 1! 2! 3! 4! 5! 6! 7! 8! 9! 10! Énormément

2. De l'enthousiasme

Pas du tout 0! 1! 2! 3! 4! 5! 6! 7! 8! 9! 10! Énormément

3. De la sympathie

Pas du tout 0! 1! 2! 3! 4! 5! 6! 7! 8! 9! 10! Énormément

4. De la colère

Pas du tout 0! 1! 2! 3! 4! 5! 6! 7! 8! 9! 10! Énormément

5. De la haine

Pas du tout 0! 1! 2! 3! 4! 5! 6! 7! 8! 9! 10! Énormément

6. Du dégoût

Pas du tout 0! 1! 2! 3! 4! 5! 6! 7! 8! 9! 10! Énormément

7. De l'indifférence

Pas du tout 0! 1! 2! 3! 4! 5! 6! 7! 8! 9! 10! Énormément

Q 3. Maintenant, en quelques mots, pourriez-vous dire pourquoi vous avez choisi ces réponses, expliquer ce que vous ressentez face à cette photo ? (Remonter la photo.)

Source : enquête IFOP/CNCDH « Émotions », décembre 2016.=

Le questionnaire comporte aussi une question sur les émotions associées aux attentats, sans photo : « *Quand vous pensez aux attentats qui se sont produits en France depuis l'année dernière, pouvez-vous me dire ce que vous ressentez ?* », avec la même liste d'émotions et la même échelle allant de 0 (pas du tout) à 10 (énormément). Tout à la fin du questionnaire une liste de mots est proposée. La personne doit dire s'ils évoquent quelque chose de très positif, assez positif, plutôt négatif, très négatif, ou ni positif ni négatif. L'analyse systématique des *verbatim*s n'est pas terminée. Mais on peut d'ores et déjà en tirer quelques tendances.

Les émotions exprimées diffèrent selon les photos. Celle des religieuses suscite d'abord de l'indifférence, à un degré supérieur à celui que produisent les autres photos (note moyenne de 4,8 sur 10) (tableau 4.5). Sinon elle évoque plus d'émotions positives (sympathie et enthousiasme) que négatives (colère, dégoût, peur, haine). Dans les questions ouvertes, on note beaucoup de descriptions factuelles (22% de l'échantillon y voient seulement : « *Deux religieuses chrétiennes au bord de la mer les pieds dans l'eau* »). Rares sont les références à l'islam (2% y voient « *deux femmes musulmanes (sic) au bord de la mer les pieds dans l'eau* », 1% « *deux femmes voilées au bord de la mer les pieds dans l'eau* »). Quand l'image est commentée, les commentaires sont plutôt positifs (pour 26% « *C'est normal, ce n'est pas choquant, chacun est libre* ») ou indifférents (pour 11% cela n'évoque « *rien de particulier* »). Les commentaires négatifs représentent 21%

du total, en référence explicite ou implicite à l'islam (voile, droits des femmes) : « *Le voile et/ou une tenue tout habillée à la plage me dérangent* » (7 %), « *Cela montre l'asservissement de la femme par la religion* » (5 %), « *Ce n'est pas normal, c'est ridicule, ça me met mal à l'aise* » (4 %), c'est « *l'islamisation de la France, le manque de respect pour les coutumes françaises* » (4 %).

Tableau 4.5. Émotions associées aux photos projectives et à l'évocation des attentats

Note moyenne sur 10	Indifférence	Sympathie	Enthousiasme	Colère	Dégoût	Peur	Haine
Photos							
Religieuses	4,8	3,4	2,9	2,4	2,3	1,8	1,5
Réfugiés	2,1	4,1	1	5,8	3,2	3,9	2,1
Tombe juive	2,3	4,8	1,6	2,3	1,5	1,7	1,3
Symboles	3,3	3,4	2,6	1,7	1,6	1,8	1,4
Tombe musulmane	2	4,1	1,1	2,4	1,5	1,5	1,1
Charlie	2,2	2	1,3	5,1	4,4	3,7	3,2
Question							
Attentats	0,7	1,4	0,4	8	7	5,9	5,8

Source : enquête IFOP/CNCDH « Émotions », décembre 2016.

Le canot chargé de migrants suscite des émotions plus tranchées. De la colère d'abord (5,8 de moyenne), de la sympathie (4,1) mais aussi de la peur (3,9), même du dégoût (3,2) et de la haine (2,1). À regarder de près, la colère est plus marquée aux deux extrêmes du champ politique, à la gauche de la gauche et à l'extrême droite, et pour des raisons opposées. Chez les proches déclarés de la gauche radicale (partis trotskistes, Front de gauche) la proportion de répondants disant ressentir « énormément » de colère (note 10) est de 32 %, et c'est là que la sympathie à l'égard des réfugiés est la plus forte (5,6 en moyenne contre 4,1 dans l'échantillon). Chez les proches du FN la proportion de répondants très en colère est de 34 % mais elle va de pair avec le choix plus fréquent d'émotions négatives comme le dégoût et la haine, et c'est chez eux que la sympathie est la plus faible (note moyenne de 2,1). Au niveau des commentaires, la scène est décrite comme des « migrants », « des gens qui fuient leur pays », « abusés par des passeurs », « qui risquent leur vie ». Pour 2 %, c'est une « une invasion migratoire ». Ce qui est ressenti est d'abord (28 %) « de la tristesse, de la compassion pour les malheureux », suivie par « de la colère, de l'indignation » (16 %), « un sentiment d'impuissance et de culpabilité » (3 %). Mais on trouve aussi le sentiment qu'ils sont trop nombreux, qu'il faut cesser de les accueillir (9 %), que l'Occident est responsable (8 %), qu'il faut « qu'ils retournent dans leur pays pour le défendre » (4 %), et pour 2 % ce sont des terroristes potentiels, « des populations à problème, des djihadistes infiltrés ».

Les deux photos de cimetière avec les tombes juive et musulmanes suscitent d'abord de la sympathie (respectivement 4,8 et 4,1 en moyenne) (tableau 4.5).

Les photos sont bien identifiées comme celles de cimetières militaires (respectivement 11 % et 10 % des commentaires) et « *multiconfessionnels* », mêlant tombes « *chrétiennes* » et juives ou musulmanes. Les évocations suscitées sont très similaires et plutôt positives : « *tristesse et compassion pour les morts* », « *des morts inutiles* », « *respect pour les morts* » quelle que soit la religion, « *l'égalité des soldats et des religions devant la mort* », « *un symbole de vivre ensemble* », « *le sacrifice des soldats* », etc. On trouve peu de notes discordantes (face à la tombe avec l'étoile de David, 1 % regrette « *l'absence de stèle musulmane, la stèle juive est en trop* », et face aux tombes musulmanes, 2 % estiment que « *les sépultures devraient être mélangées* »).

Les symboles des trois religions du Livre, abstraits, ne suscitent pas d'émotion très tranchée (tableau 4.5), ni de fort clivage politique. Les proches déclarés du FN sont toujours un petit peu plus enclins à ressentir des émotions négatives que positives, mais les écarts là sont minimes. Dans les commentaires, 19 % de l'échantillon voient explicitement « *les trois grandes religions monothéistes, leurs symboles religieux* ». Outre une relative indifférence (pour 11 % « *ça ne m'évoque rien de particulier* ») se dessine un clivage entre les répondants en faveur d'une coexistence des religions et exprimant des sentiments positifs (« *chacun est libre d'avoir sa religion* », « *les fidèles des différentes religions doivent cohabiter, vivre ensemble* », « *ça exprime l'union des religions* », « *toutes les religions se valent, sont égales* »), les plus nombreux, et d'autres plus réservés, voire hostiles envers les religions (« *la religion crée des conflits, des divisions, elle aliène l'esprit* », elle devrait « *rester une affaire privée, sans signes extérieurs ostensibles* », « *la religion m'agace, je n'apprécie pas les religions* », « *je suis athée, non croyant* »); 2 % de l'échantillon critiquent explicitement l'islam (qui n'est pas « *une religion de paix, il est conquérant* »).

Le slogan « *Je (ne) suis (pas) Charlie* » suscite des réactions plus tranchées. La colère arrive en tête (5,1), suivie par le dégoût (4,4), la peur et la haine (3,7 et 3,2) (tableau 4.5). On retrouve, comme à propos des réfugiés, un net clivage politique, les proches déclarés du FN se montrant plus en colère (6,1) et témoignant plus de dégoût (4,9), de peur (4,6) et surtout de haine (5) que la moyenne des répondants. Les commentaires montrent un échantillon partagé même si les pro-Charlie sont plus nombreux que les anti-Charlie (29 % contre 16 %). Les premiers disent : « *Ne pas être Charlie, c'est soutenir le terrorisme, être contre la liberté d'expression* » (9 %), « *Je suis Charlie* » (5 %), ressentent « *du mépris, de la colère pour ceux qui ne sont pas Charlie* » (4 %). Ils disent : « *On ne peut pas rire de tout, on n'a pas le droit d'être contre la formule "Je suis Charlie"* » (3 %), « *Tout le monde est concerné, tout le monde doit être solidaire* » (3 %), « *"Je ne suis pas Charlie", c'est de la provocation* » (3 %). Ou bien ils expriment solidarité et compassion avec les victimes (2 %). Les seconds disent : « *On a le droit de ne pas être Charlie. C'est la liberté d'expression* », « *Je ne suis pas Charlie* », « *L'expression "Je suis Charlie" n'est pas claire, pas pertinente, elle s'est banalisée* » (respectivement 10, 4 et 2 %).

Quand on regarde enfin les réactions émotionnelles aux attentats de l'an dernier, question posée sans le support d'une photo, c'est là que le degré d'émotion atteint son maximum (tableau 4.5). Le niveau moyen de colère ressenti est de 8 sur 10, celui du dégoût de 7,3, de la peur 5,9 et de la haine 5,8. Et la proportion

de répondants disant ressentir « énormément » ces émotions (note 10 sur l'échelle) est de respectivement 47 %, 41 %, 21 % et 27 %. Sans surprise le clivage politique est ici particulièrement fort. La proportion de répondants choisissant la réponse « énormément » monte à 61 % chez les proches déclarés du FN pour la colère, à 59 % pour le dégoût, 36 % pour la peur et 54 % pour la haine.

Une dernière question utilise des mots comme tests projectifs. On a retenu ici les plus liés au racisme et à l'intolérance (tableau 4.6). Là encore les clivages politiques sont frappants, confirmant ce que le Baromètre CNCDH met en lumière depuis des années avec des questions plus classiques : le facteur déterminant du rejet de l'autre est l'orientation politique.

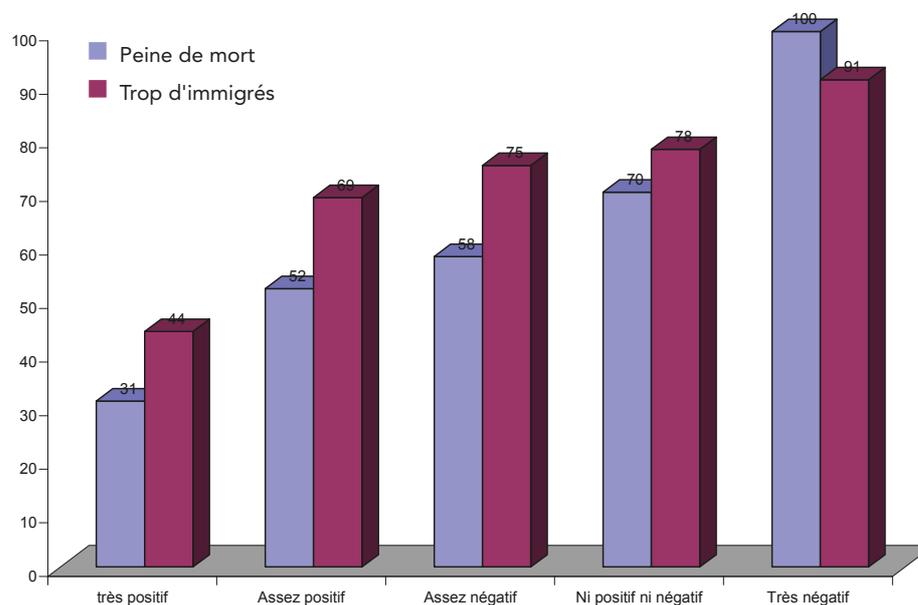
Tableau 4.6. Ce qu'évoquent ces mots par proximité partisane (%)

	Évocation positive	Dont « très positive »	Gauche	Centre	Droite	FN
Liberté	90	67	78	68	68	52
Égalité hommes femmes	86	60	74	57	56	49
Solidarité	85	54	74	68	50	27
Tolérance	79	51	71	64	46	22
Laïcité	73	42	55	39	41	27
Diversité	68	34	53	29	22	15

Source : enquête IFOP/CNCDH « Émotions », décembre 2016.

En ligne, sans la présence d'un enquêteur à qui on voudrait donner une image de soi positive, on note que les valeurs de liberté, d'égalité entre les hommes et les femmes, de solidarité, de tolérance suscitent des évocations « très positives » pour une majorité absolue des personnes interrogées. Et si l'on ajoute les réponses « très » et « assez positives », même des notions moins consensuelles comme « laïcité » et « diversité » rassemblent une majorité d'opinions favorables. Le clivage politique est net, les répondants proches des partis de gauche se montrant plus attachés à ces valeurs que ceux de droite, et les proches du FN plus intolérants que tous les autres. On notera que les deux valeurs sur lesquelles cet antagonisme est le plus fort sont la solidarité et la tolérance. Si l'on oppose sur ces deux questions la proportion des réponses « très positives » des proches de la gauche à celles des proches du FN, l'écart atteint respectivement 47 et 49 points. Et les connotations attachées à ces deux termes sont étroitement corrélées avec les attitudes à l'égard des immigrés et de l'autorité. Plus la solidarité (ou la tolérance) évoque quelque chose de négatif à la personne interrogée, plus elle trouvera le nombre d'immigrés excessif et plus elle souhaitera le rétablissement de la peine de mort (figure 4.11).

Figure 4.11. Opinions anti-immigrés et pro-peine de mort par connotation du terme «solidarité»



Ces trois enquêtes ont permis d’amorcer une réflexion méthodologique, qui devrait se poursuivre l’an prochain. Alors que la victoire non prévue du Brexit, tout comme l’élection de Donald Trump ou la désignation surprise de François Fillon dans les primaires de la droite relancent le débat sur la fiabilité des sondages d’opinion, cette distance critique est plus que jamais nécessaire. La masse de données recueillies, dont l’analyse ne fait que commencer, devrait permettre d’améliorer l’instrument et de mieux évaluer les biais de désirabilité sociale.

Section 2

Pas de recul pour l'indice de tolérance

L'indice longitudinal de tolérance, fondé sur les questions du Baromètre annuel de la CNCDH, permet de mesurer l'évolution des préjugés depuis 1990. Il montre que les sentiments à l'égard des immigrés et des minorités évoluent d'une année sur l'autre, parfois de manière brutale, tantôt vers plus de crispation et tantôt vers plus d'ouverture. L'évolution de la tolérance n'est pas un long fleuve tranquille. Elle reflète la manière dont collectivement notre société construit son rapport à l'altérité. Les citoyens, quelles que soient leurs caractéristiques sociales et politiques, sont ambivalents sur ces questions, comme l'a montré le politologue Paul Kellstedt²⁹ pour les Américains. En chacun de nous coexistent des dispositions à la tolérance ou à l'intolérance. La domination des unes sur les autres dépend du contexte, et particulièrement de la manière dont les élites politiques, médiatiques et sociales parlent et racontent l'immigration et la diversité.

L'année 2016 a été comme l'année 2015 riche d'événements susceptibles de peser dans les deux sens. On pense d'abord à la litanie des attentats. Certains lointains géographiquement mais proches par leur résonance comme celui contre la boîte de nuit d'Orlando en juin 2016, d'autres comme ceux de Nice et de Saint-Étienne-du-Rouvray qui ont pu donner l'impression à beaucoup de Français que la « menace se rapprochait », que Paris n'était plus la seule cible et que Daesh pourrait frapper n'importe où, n'importe quand. On pense aussi à la crise des réfugiés. La liste des naufrages en Méditerranée a continué de s'allonger, le nouveau démantèlement de la jungle de Calais, le lancement des Centres d'accueil et d'orientation (CAO) en 2015 ont suscité nombre de craintes et de protestations chez certains des habitants concernés, mais aussi une pléthore d'actions de solidarité locale envers les familles réfugiées. Enfin, on ne peut oublier les débats politiques autour de l'immigration, dont l'épisode du burkini cet été n'est qu'un exemple.

L'histoire de l'indice longitudinal de tolérance nous apprend que les attaques terroristes ne produisent pas d'effet mécanique. Depuis 1990 il y a eu les attentats islamistes de l'été 1995 à Paris, ceux de Washington et New York en septembre 2001, ceux de Madrid en mars 2004, ceux de Londres en juillet 2005. Pourtant, en 1995, 2001 et 2004, on ne constate pas de crispation raciste en France. Entre 1994 et 1995, l'indice reste stable, entre 2000 et 2002, la tolérance progresse, tout comme entre 2003 et 2004. En revanche, on constate une baisse importante entre 2004 et 2005, avant tout à cause des émeutes en banlieue. Ce type d'événement en soi n'aboutit donc pas obligatoirement à nourrir les préjugés. C'est ce que l'enquête de la CNCDH menée à l'automne 2016 confirme. En fait, c'est la manière dont l'événement est « cadré » (*framed*) par les élites politiques, sociales et médiatiques, qui compte. La responsabilité de celles-ci est donc particulièrement importante pour créer un récit dominant. Par exemple en 2005 la focale a été mise sur « des émeutes musulmanes », au détriment d'autres manières possibles de couvrir et d'interpréter ces événements, comme les inégalités sociales ou la relégation urbaine par exemple. Ce

29. Paul M. Kellstedt, *The Mass Media and the Dynamics of American Racial Attitudes*, Cambridge, New York, Cambridge University Press, 2003.

prisme musulman a eu des conséquences majeures sur la montée de l'islamophobie dans certaines strates de l'opinion publique et a contribué à une baisse de l'indice de 6 points. À l'inverse, les attentats de janvier 2015 ont été l'occasion de « *sortir par le haut* », autour de l'unité et de la fraternité républicaine, comme l'ont montré les manifestations « *Je suis Charlie* ». Ceux qui défilaient prônaient la tolérance, le refus des amalgames et l'attachement à la liberté d'expression, et non le rejet de l'islam et des immigrés³⁰. On aurait pu craindre enfin que l'attaque sanglante de la promenade des Anglais aboutisse à une flambée d'intolérance. Ce n'est pas le cas, on va le voir, l'indice n'a pas baissé (voir figure 4.12).

I. Les évolutions de l'indice global de tolérance

Présentation de l'indice longitudinal de tolérance

L'indice longitudinal de tolérance a été créé en 2008 par Vincent Tiberj selon la méthode élaborée par James Stimson. Son objectif est de synthétiser les évolutions de l'opinion publique à l'égard de la diversité avec une mesure comparable dans le temps.

Plutôt que de se fonder sur un petit nombre de questions susceptibles d'être affectées par des biais de mesure et d'erreur d'une année à l'autre, ou de ne pas être reposées chaque année, l'indice agrège désormais 69 séries de questions³¹. Pour 41 d'entre elles, soit environ 59 %, elles ont été posées à au moins 10 reprises. Pour 7 d'entre elles, on dispose de mesures sur au moins quinze années. Outre la condition d'être répétées dans le temps, ces séries ont été sélectionnées si, et seulement si, la question portait sur une dimension préjudicielle à l'égard d'une minorité ethno-religieuse ou touchant directement l'individu dans son rapport à l'autre. Sont exclues les questions sur l'homosexualité, la peine de mort ou le sentiment d'insécurité par exemple. En revanche toutes les questions relatives à la tolérance à l'égard des juifs, des musulmans, des noirs ou des tziganes ont été incluses, tout comme des questions plus générales ayant trait au jugement sur l'immigration ou au multiculturalisme.

Chacune des séries utilisées dans le calcul de l'indice prend pour l'année une valeur calculée en rapportant la proportion de réponses tolérantes à la somme des proportions de réponses tolérantes et intolérantes dans l'échantillon. Ce score peut se comprendre comme la part d'opinions tolérantes exprimées. Si la question « *les immigrés sont la principale source d'insécurité* » obtient une note de 54, cela signifie que, parmi les personnes ayant répondu à cette question, 54 % rejettent cette idée. Une fois ces valeurs calculées pour les 69 séries, une procédure statistique est appliquée qui permet de « résumer » l'information qu'elles contiennent pour aboutir à cette mesure synthétique.

Au final on obtient une note globale de tolérance pour l'année considérée, qui peut théoriquement évoluer de 0 si les personnes interrogées ne donnaient jamais la réponse tolérante, à 100, si elles la donnaient systématiquement. L'avantage des scores annuels calculés est qu'ils sont comparables. Ainsi une augmentation de l'indice sur une année équivaut à une progression de la tolérance dans l'opinion publique française, une diminution à un retour vers l'intolérance. Le deuxième avantage de ce mode de calcul est que ces évolutions s'avèrent beaucoup plus fiables qu'une question ou un ensemble de questions. Ainsi, pour un échantillon de 1 000 personnes, la marge d'erreur pour une question est d'environ $\pm 3,2\%$. Par exemple si 56 % des personnes interrogées estiment que les Roms forment un groupe à part dans la société, on sait qu'il y a 95 chances sur 100 que la proportion correcte varie entre 59,2 % et 52,8 %. Pour l'indice global calculé en 2009 par exemple, la marge d'erreur globale est de $\pm 1,6\%$ pour le même intervalle de confiance (95 %).

30. Voir notamment le numéro spécial de la *Revue internationale de psychologie sociale* d'août 2016 sur ces manifestations, <http://www.rips-irsp.com/articles/10.5334/irsp.60/>.

31. Ces variations dans la composition de l'indice induisent de nouveaux calculs et donc des scores annuels qui diffèrent par rapport à l'année dernière. Rappelons également que l'intérêt de notre indice est de comparer les évolutions dans le temps long.

Figure 4.12. L'indice longitudinal de tolérance (1990-octobre 2016)

Source : Baromètres CNCDH.

Entre mars 2015 et janvier 2016, le niveau de l'indice s'est élevé de 5 points, passant de 59 à 64. Entre janvier et novembre 2016, il a progressé d'un point, passant à 65. Autrement dit, malgré les événements qui ont ensanglanté l'été 2016, la tolérance s'est maintenue à un niveau élevé, équivalent à celui des années 2008 et 2010. Il place 2016 dans les quatre années les plus tolérantes, seulement dépassée par l'année 2009 (avec un indice de 66). L'année 2016 marque la 3^e année de progression continue de l'indice, après la période de crispation des années 2010-2013.

On peut s'interroger toutefois sur la signification du ralentissement de la progression de l'indice. La France aurait-elle atteint un plateau de tolérance ? Ce retour au niveau atteint il y a huit ans pourrait être le signe que les sondés « ambivalents » sur les questions de l'immigration et de la tolérance sont revenus à leur état d'esprit antérieur. Désormais, ceux qui persistent dans leur rejet des immigrés pourraient avoir des opinions structurées, cristallisées. Ils seraient alors moins sensibles au contexte, de la même manière que la relative stabilité de l'indice en 2013 et 2014 pouvait s'expliquer par la stabilité du noyau « ouvert » de la société française.

Ce n'est qu'un des scénarios possibles. On peut aussi se demander si on ne se dirigerait pas vers une augmentation de l'indice dans le temps, mais d'ampleur plus mesurée que dans la période 2014-2016, portée par le renouvellement générationnel et le niveau d'éducation. Il faut aussi rappeler que l'indice longitudinal est sensible à la couleur politique du Gouvernement, selon un phénomène identifié depuis longtemps par Christopher Wlezien³² qu'il a appelé l'« effet

32. Christopher Wlezien, « The Public as Thermostat: Dynamics of Preferences for Spending », *American Journal of Political Science*, 39 (4), 1995, pp. 981-1000.

thermostatique». Si le gouvernement est de droite, l'indice tend par réaction à s'orienter vers plus de tolérance, et inversement vers plus d'intolérance s'il est de gauche. L'élection présidentielle, si elle est remportée par la droite, pourrait à terme peser sur le niveau de tolérance des Français et le faire repartir à la hausse.

Enfin, il faut prendre en compte la situation économique. Avant la crise de 2008, on ne notait pas de lien particulier entre niveau de chômage et évolution de l'indice³³. La baisse de l'indice des années 2012-2014 correspond en revanche à la grande récession de 2008, particulièrement centrale dans les préoccupations et le quotidien des Français. Si jamais l'embellie (très relative) du chômage venait à se confirmer dans les mois qui viennent, cela pourrait aussi apaiser la relation aux immigrés et aux minorités.

II. Les évolutions de la tolérance au sein des grands groupes sociopolitiques

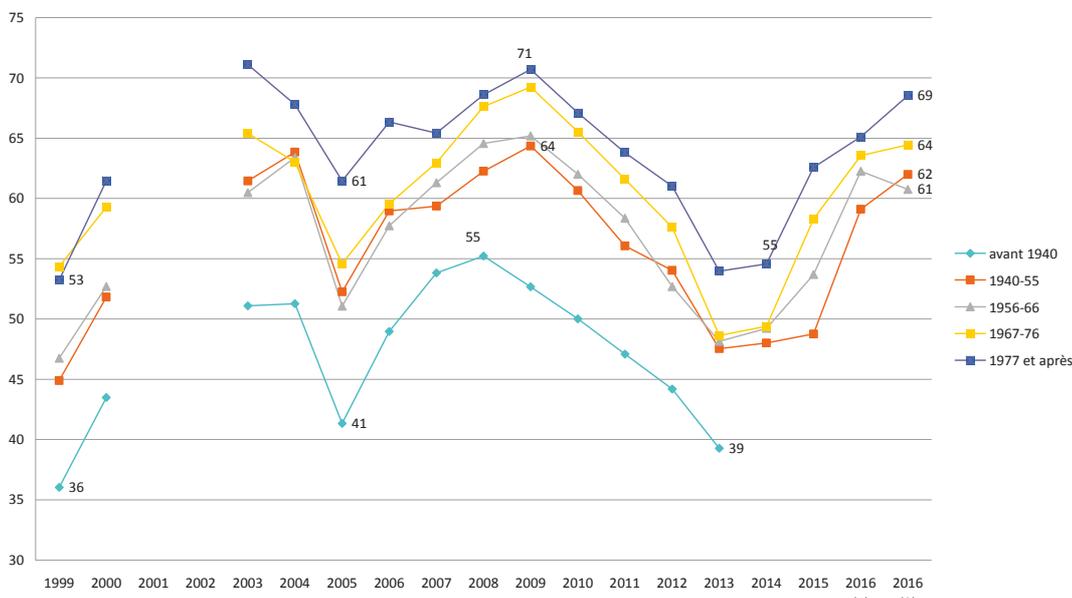
On sait depuis longtemps que les préjugés, surtout quand ils sont liés comme aujourd'hui à la défense de valeurs culturelles et identitaires, dépendent du niveau de diplôme, du renouvellement générationnel et du positionnement politique, *a fortiori* maintenant que les identités politiques de gauche et de droite sont fortement liées aux valeurs «culturelles» comme la xénophobie ou la tolérance, l'homophobie ou l'acceptation des minorités sexuelles³⁴.

On retrouve des résultats bien connus : chaque nouvelle cohorte est plus tolérante que celles qui la précèdent. Ainsi, entre 1999 et 2016, la cohorte née en 1977 et après a toujours été la plus tolérante, devant la cohorte née entre 1967 et 1976 (figure 4.13). Ce graphique montre aussi que les préjugés sont les «échos de mondes anciens», après la guerre, la notion de race et le racisme biologique faisaient partie du sens commun. Les membres des cohortes les plus anciennes comptent plus d'intolérants en son sein parce qu'ils reflètent les préjugés de l'époque pendant laquelle ils ont grandi. On retrouve le même phénomène pour la place des femmes dans la société ou l'acceptation de l'homosexualité par exemple. Avoir grandi dans un monde où les femmes restaient à la maison et où l'homosexualité était considérée comme une «maladie» (notamment par l'Organisation mondiale de la santé jusqu'en 1993) continue de faire sentir ses effets sur les opinions des individus encore aujourd'hui.

33. James A. Stimson, Vincent Tiberj, Cyrille Thiébaud, «Le *mood*, un nouvel instrument au service de l'analyse dynamique des opinions : application aux évolutions de la xénophobie en France (1999-2009)», *Revue française de science politique*, 60 (5), 2010, pp. 901-26.

34. Parmi bien d'autres références, Dick Houtman, Peter Achterberg, Anton Derks, *Farewell to the Leftist Working Class*, London, Transaction Publishers, 2008 ; Vincent Tiberj, «La politique des deux axes : variables sociologiques, valeurs et votes en France (1988-2007)», *Revue française de science politique*, 62 (1), 2012, pp. 71-108.

Figure 4.13. Les évolutions de la tolérance par cohortes de naissance

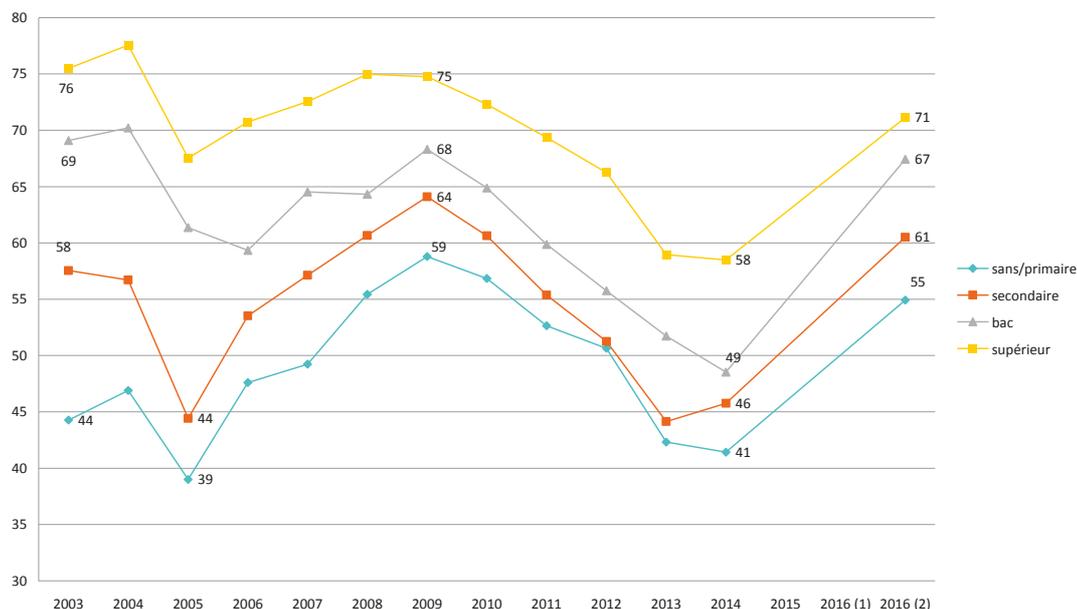


Source : Baromètres CNCDH.

Enfin, les évolutions des indices par cohortes de naissance montrent bien que les préjugés ne sont pas une conséquence de l'âge biologique. Par exemple entre 1999 et 2009, chaque cohorte a vieilli de dix ans, pourtant la tolérance a considérablement progressé, que les personnes sondées soient retraitées (les cohortes nées avant 1940 ou entre 1940 et 1955), en activité (les cohortes 1956-1966 ou 1957-1977) ou jeunes (nées après 1977) (figure 4.13). Plutôt que de lier conservatisme et âge, il convient de raisonner en termes d'effets de période : indépendamment de leurs positions dans le cycle de vie, les individus sont affectés par le contexte au moment de l'enquête, qui peut les inciter vers plus ou moins de tolérance. De fait, depuis le plancher de tolérance constaté en 2013-2014, la tolérance a remonté de 12 à 15 points dans les différentes cohortes. L'indice global n'est pas encore revenu au niveau de 2009, mais les indices par génération s'en rapprochent.

Les évolutions par niveau de diplôme sont également instructives, montrant combien les effets de contexte touchent pareillement des individus pourtant très différents, des *baby-boomers* aux *millennials*, des diplômés de l'université aux sans-diplômes. Tous tendent à réagir de la même façon, c'est-à-dire vers plus de tolérance, les courbes du graphique par niveau de diplôme sont parallèles (figure 4.14). S'y ajoute l'effet du diplôme, constaté par toutes les études sur les préjugés : plus on est diplômé, moins on est xénophobe. C'est vrai tout au long de la période sur laquelle on a pu calculer l'indice longitudinal de tolérance par niveau d'instruction. Mais on constate également combien les effets de contexte peuvent être forts : par exemple, les diplômés du secondaire en novembre 2016 sont tout aussi tolérants que les diplômés de l'université de 2014.

Figure 4.14. Les évolutions de la tolérance par niveau de diplôme



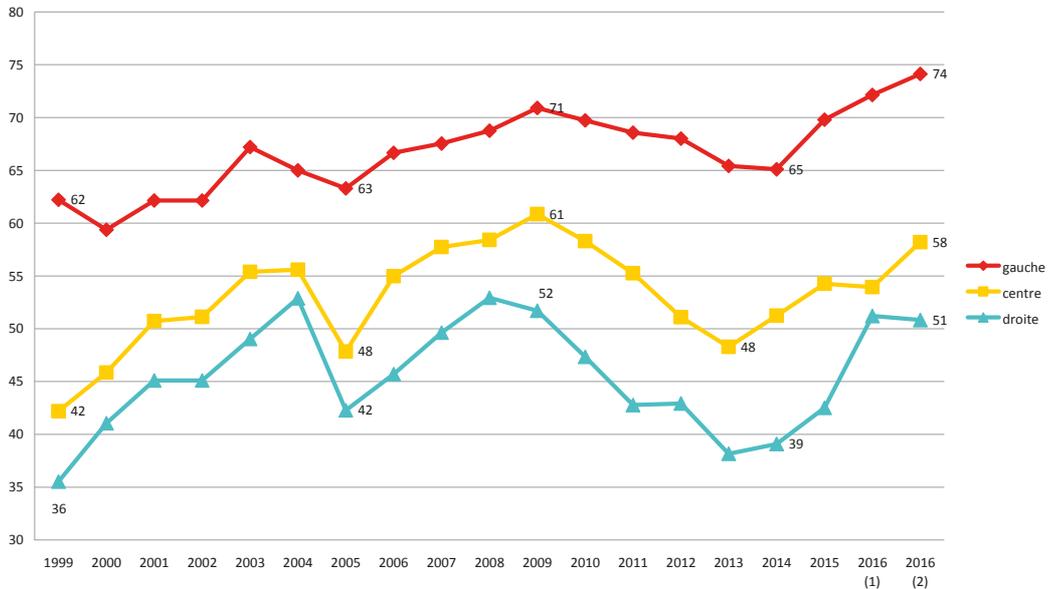
Source : Baromètres CNCDH.

Certains travaux considèrent qu'on surévalue l'importance du niveau d'éducation dans les préjugés (voir *supra*, section 1). Ils font l'hypothèse d'un effet de désirabilité sociale : les diplômés du supérieur seraient mieux au fait des opinions dicibles et indisciplinables, autrement dit leur plus grande ouverture à l'autre serait surestimée. L'hypothèse de la désirabilité sociale est importante (voir *supra*, section 1), mais les évolutions des indices montrent que ce n'est pas suffisant. Si tel était le cas ne devraient bouger en fonction du contexte que les plus diplômés, les plus au fait de l'actualité politique et de la conformité des opinions aux normes. Or ce n'est pas le cas, ce qui plaide encore une fois pour prendre en compte les effets de période, et les flux et reflux qu'ils produisent dans l'électorat.

Les évolutions des indices par positionnement politique (autoplacement sur l'échelle gauche droite) sont aussi riches d'enseignements. D'abord la droite reste divisée sur la question de l'immigration et des minorités, avec un indice de 51 qui traduit un clivage interne à ce camp politique, où les tolérants sont à peine plus nombreux que les intolérants. Surtout, alors qu'on aurait pu s'attendre à un recul de la tolérance dans cette partie de l'électorat, notamment après les prises de position de certains leaders du parti Les Républicains après Nice ou après la campagne des primaires (perdue) de Nicolas Sarkozy, le niveau de tolérance de janvier 2016 s'est quasi maintenu en octobre (figure 4.15). Un autre enseignement à en tirer est le clivage apparu entre le centre et la droite. Au début de l'année 2016, les indices des personnes se classant au centre et à droite de l'échelle politique s'étaient considérablement rapprochés par rapport aux années précédentes (3 points d'écart en janvier 2016 contre 10 à 12 points en 2013-2014). Depuis, la tolérance a fortement progressé chez les centristes (+ 4 points), ce qui les rapproche de leur record historique de tolérance de 2009 (indice de 61). Cela augure de difficultés accrues à attirer ces électeurs potentiels

pour un candidat de droite qui miserait sur un discours très conservateur sur l'immigration. Enfin, la polarisation gauche-droite s'est accrue de nouveau. L'écart entre leurs indices respectifs atteint 23 points en octobre 2016, en raison notamment de l'augmentation de la tolérance parmi les interviewés de gauche, qui atteint un niveau record de 74 points.

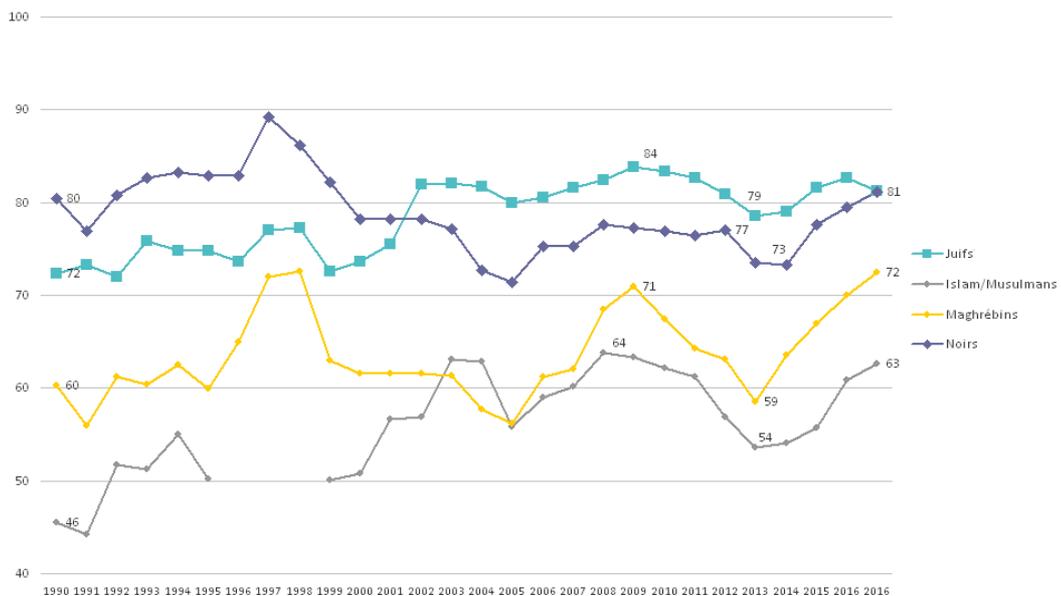
Figure 4.15. Les évolutions de la tolérance par positionnement politique



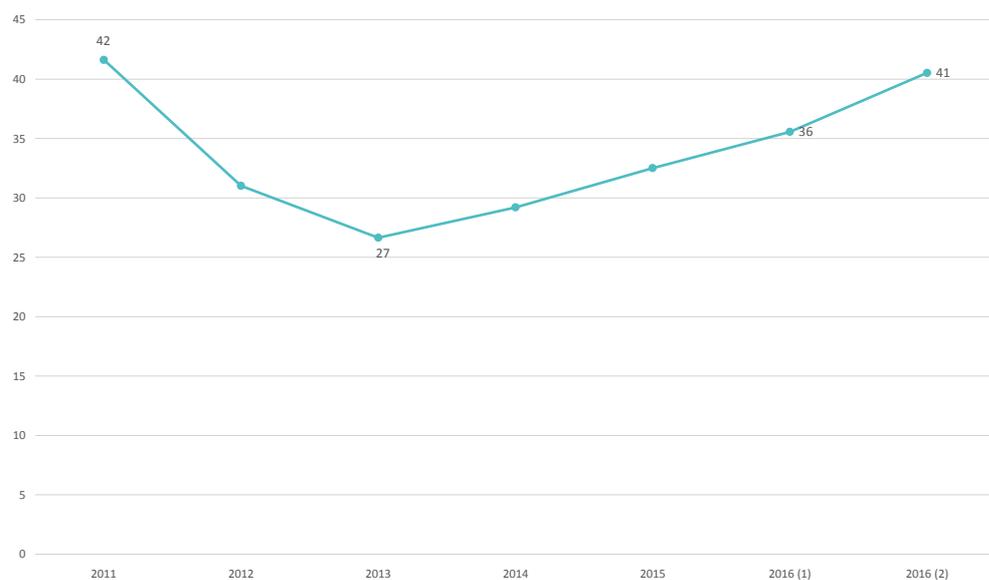
Source : Baromètres CNCDH.

Une stabilisation pour toutes les minorités

Figure 4.16. Les indices de tolérance par minorités



Source : Baromètres CNCDH.

Figure 4.17. Les indices de tolérance pour les Roms et les gens du voyage

Source : Baromètres CNCDH.

Non seulement la tolérance en général est plutôt élevée en cette fin d'année 2016, mais elle a progressé pour la plupart des minorités qui peuvent être cibles de préjugés racistes (figure 4.16). L'acceptation des Roms a fortement progressé (+ 5 points), après une augmentation de 4 points déjà entre 2015 et janvier 2016 (figure 4.17). L'indice avoisine son record de 2011 (51). Pour les Maghrébins, la tolérance progresse de 2 points pour s'établir désormais à 72, un record historique, tandis que pour les noirs et les musulmans la progression est similaire (+ 2 points). Seule l'acceptation des juifs marque le pas cette année, reculant d'un point quelle que soit la version de l'indice adoptée³⁵. Difficile de dire pour lors si ce recul est significatif ou accidentel, il faudra y être particulièrement attentif l'année prochaine. Il n'en reste pas moins que la minorité juive reste particulièrement bien acceptée, notamment comparée aux musulmans ou aux Roms. La remontée de la tolérance sur la période 2014-2016 pour la plupart des minorités achève d'effacer la chute de tolérance enregistrée dans les années 2009-2013.

35. La première version de l'indice, la seule présentée ici, se fonde uniquement sur les séries de questions « historiques » présentes dès 2009 dans le Baromètre. La deuxième version inclut deux nouvelles questions relatives au pouvoir et au rapport à l'argent supposés des juifs. Elles induisent un niveau absolu de tolérance un peu moins élevé. Mais quelle que soit la version prise en compte les évolutions dans le temps restent similaires.

Section 3

Unité et diversité des préjugés ethnocentristes, antisémites et islamophobes

L'indice longitudinal de tolérance synthétise les attitudes envers les minorités, il mesure un niveau moyen d'acceptation. Il s'agit maintenant d'ouvrir la boîte noire et d'explorer ces attitudes plus en détail, les relations qui les lient, les facteurs qui les expliquent, les argumentaires qui les sous-tendent.

I. La cohérence des préjugés envers l'« autre »

L'indice longitudinal de tolérance synthétise le niveau de préjugé envers les « autres » à divers points du temps. Il ne permet pas de saisir les relations qui s'établissent entre les opinions exprimées. Forment-elles un pattern cohérent, symptomatique d'une attitude « ethnocentriste » au sens où l'entendaient les auteurs de *La Personnalité autoritaire*, c'est-à-dire une disposition à valoriser les groupes auxquels on s'identifie, et à inférioriser les autres, les *outgroups*³⁶? Y a-t-il un lien entre les préjugés envers les juifs, les immigrés, les musulmans, les Noirs, les Asiatiques, ou s'agit-il de dimensions distinctes ? Un premier moyen de le vérifier est la technique des échelles d'attitudes hiérarchiques (voir encadré ci-dessous).

A. L'échelle d'ethnocentrisme

Les échelles d'attitudes hiérarchiques³⁷

- L'attitude est une variable latente, que l'on infère à partir des réponses données aux questions du sondage. Elle rend compte de la cohérence des opinions exprimées à propos d'un stimulus – par exemple le fait de systématiquement donner des réponses négatives aux questions sur les étrangers, les immigrés, les minorités dénotera une attitude ethnocentriste.
- La technique des échelles d'attitude permet de vérifier s'il existe bien une telle attitude. Elle permet de classer les individus sur un continuum, des moins aux plus porteurs de l'attitude concernée à partir d'un ensemble de questions dont on fait l'hypothèse qu'elles relèvent bien toutes de l'attitude à mesurer (hypothèse d'unidimensionnalité), et de leur attribuer un score selon l'intensité de leur attitude.
- Il existe de multiples techniques pour construire une échelle. On retient ici une variante de l'analyse hiérarchique³⁸, celle de Loevinger, la plus exigeante. Au lieu de postuler une métrique identique pour toutes les réponses (par exemple en donnant par convention à la réponse « tout à fait d'accord » la note 4, « plutôt d'accord » la note 3, « plutôt pas d'accord » la note 2 et « pas du tout d'accord » la note 1, quelle que soit la question), elle recherche la réponse qui dénote la plus forte intensité de

36. Theodor W. Adorno *et al.*, *Études sur la personnalité autoritaire* (trad. Hélène Frappat), Paris, Allia, 2007 [1^{re} édition 1950].

37. Pour une présentation détaillée de ces deux techniques et de leurs avantages respectifs, voir Guy Michelat, « Les échelles d'attitudes et de comportements », in CEVIPOF, *L'Électeur français en questions*, Paris, Presses de Sciences Po, 1990, pp. 229-236 ; Guy Michelat, Éric Kerrouche, « Les échelles d'attitudes », *Revue internationale de politique comparée*, 6(2), été 1999, pp. 463-512.

38. Dite encore de Guttman, du nom de Louis Guttman, son inventeur.

l'attitude concernée, en cherchant à chaque fois la meilleure dichotomie possible en fonction de la cohérence avec les autres items de l'échelle.

- Cette technique implique que les réponses aux questions soient réduites à deux éventualités, l'une positive, l'autre négative par rapport à l'attitude en question, variables d'une question à l'autre. Le couple question-réponses dichotomisées est un item. Ainsi dans l'échelle *ethnocentrisme* (tableau 4.7) le premier item oppose la réponse ethnocentriste « *pas du tout d'accord* » avec l'idée que « *les Français musulmans sont des Français comme les autres* » à toutes les autres réponses, tandis que l'item 5 oppose à toutes les autres les réponses « *plutôt pas d'accord* » ou « *pas d'accord du tout* » pour accorder le droit de vote aux étrangers non européens.
- Le second postulat est qu'il existe une hiérarchie des items, de celui qui dénote la forme la plus intense de l'attitude à la moins intense. Dans une *échelle parfaite*, tout sujet qui a répondu positivement à un item répond positivement aux items qui le suivent ; et deux sujets ayant le même score auront répondu positivement aux mêmes questions. Dans la réalité, la structure de réponses ne correspond qu'imparfaitement à cette structure, le degré de concordance avec l'échelle parfaite est mesuré par le coefficient de Loevinger qui calcule la matrice des coefficients de hiérarchisation des items pris 2 à 2 pour l'ensemble des questions testées. Il varie de 1, si l'échelle est parfaite, à 0 s'il n'y a aucune concordance entre les 2 structures.
- Une telle échelle constitue un instrument de mesure synthétique de l'attitude étudiée. Chaque sujet se voit attribuer une note d'échelle selon le nombre de réponses positives qu'il aura données.

À partir d'une dizaine de questions du Baromètre de la CNCDH, il est effectivement possible de construire une échelle d'ethnocentrisme allant de 0 à 10 (tableau 4.7). L'item qui dénote le degré le plus élevé d'ethnocentrisme concerne le refus absolu et peu fréquent (7 % de réponses « *pas d'accord du tout* » opposées à toutes les autres), de nier aux citoyens musulmans la qualité de « *Français comme les autres* ». Ces personnes-là auront tendance à donner la réponse ethnocentriste à toutes les autres questions.

Tableau 4.7. Échelle d'ethnocentrisme (%)

	2009	2011	2012	2013	2014	2015	2016/1	2016/2
<i>Les Français musulmans sont des Français comme les autres</i> : Tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord SR/ Pas d'accord du tout	7	9	10	13	11	16	8	7
<i>Les Français juifs sont des Français comme les autres</i> : Tout à fait d'accord, plutôt d'accord, SR/ Plutôt pas d'accord, pas d'accord du tout	7	10	12	14	14	10	9	9
<i>Les travailleurs immigrés doivent être considérés ici comme chez eux puisqu'ils contribuent à l'économie française</i> : Tout à fait d'accord, plutôt d'accord, SR/ Plutôt pas d'accord, pas d'accord du tout	14	19	24	31	29	21	18	17

	2009	2011	2012	2013	2014	2015	2016/1	2016/2
<i>Il faut permettre aux musulmans de France d'exercer leur religion dans de bonnes conditions : Tout à fait d'accord, plutôt d'accord, SR/Plutôt pas d'accord, pas d'accord du tout</i>	13	24	24	30	29	21	17	17
<i>La présence d'immigrés est une source d'enrichissement culturel : Tout à fait d'accord, plutôt d'accord, SR/Plutôt pas d'accord, pas d'accord du tout</i>	21	29	34	39	35	32	27	28
<i>Il faudrait donner le droit de vote aux élections municipales pour les étrangers non européens résidant en France depuis un certain temps : Tout à fait d'accord, plutôt d'accord, SR/Plutôt pas d'accord, pas d'accord du tout</i>	33	49	57	63	56	53	48	45
<i>Il y a trop d'immigrés aujourd'hui en France : Tout à fait d'accord, plutôt d'accord/Plutôt pas d'accord, pas d'accord du tout, SR</i>	46	58	68	75	73	65	56	52
<i>Les enfants d'immigrés nés en France ne sont pas vraiment français : Tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord/Pas d'accord du tout, SR</i>	47	58	62	67	66	55	50	46
<i>L'immigration est la principale cause de l'insécurité : Tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord/Pas d'accord du tout, SR</i>	68	76	74	84	81	73	70	67
<i>De nombreux immigrés viennent en France uniquement pour profiter de la protection sociale : Tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord/Pas d'accord du tout, SR</i>	80	84	89	92	89	85	81	79

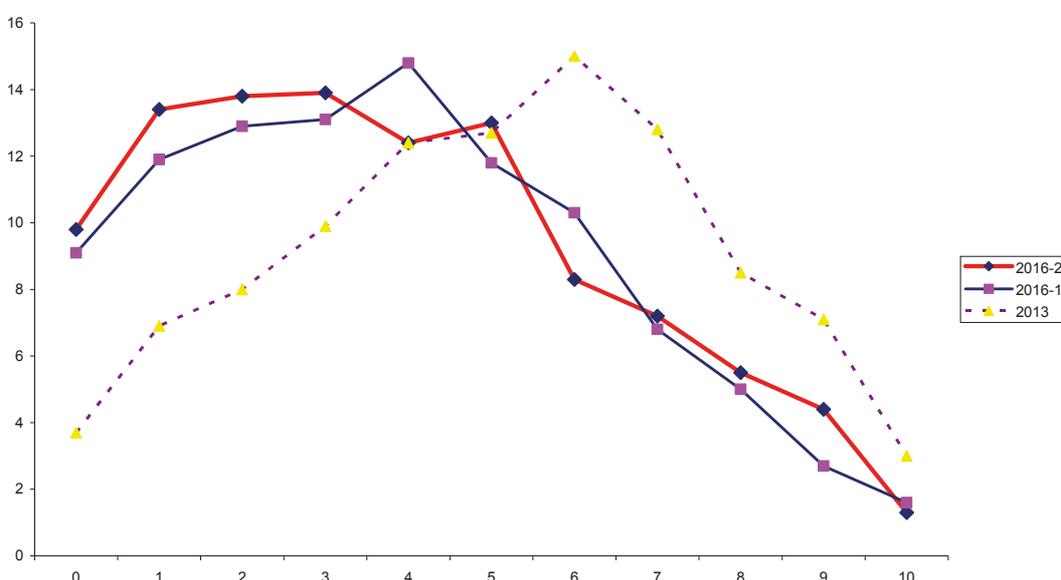
Source : Baromètres CNCDH.

En gras les réponses qui dénotent l'ethnocentrisme. Ces enquêtes ont généralement lieu en octobre-novembre. En mars 2015, une enquête supplémentaire a été effectuée après les attentats de janvier. Après les attentats de novembre, l'enquête de novembre 2015 a été reportée au 4 au 11 janvier 2016. Celle de 2016 a eu lieu comme prévu à l'automne (17-24 octobre). Dans les tableaux, elles sont référencées comme 2016 (1) et 2016 (2).

Inversement, l’item le moins discriminant est le stéréotype selon lequel les immigrés viendraient en France uniquement pour profiter des avantages sociaux, qu’environ huit personnes interrogées sur dix ne rejettent pas totalement (toutes celles qui choisissent une autre réponse que « *pas d’accord du tout* »), sans pour autant partager nécessairement les préjugés précédents.

La même échelle, avec les mêmes items, existe depuis 2009, permettant de suivre l’évolution de l’ethnocentrisme dans le temps. Les résultats vont dans le même sens que ceux de l’indice longitudinal de tolérance (*supra*, section 2). La distribution des scores sur cette échelle montre que son mode, c’est-à-dire la note la plus fréquente, est passé de 6 en 2013 à 4 en janvier 2016 et 3 en octobre de la même année (figure 4.18). En trois ans le sommet de la courbe s’est nettement déplacé vers la gauche du graphique, du côté des scores les plus bas, la société a évolué vers plus de tolérance.

Figure 4.18. Distribution des scores d’ethnocentrisme (2013-2016)



Source : Baromètres CNCDH.

B. Les facettes d’un même rejet de l’autre

Outre les questions qui composent l’échelle d’ethnocentrisme, l’enquête en comporte plus d’une centaine d’autres relatives à toutes les formes de racisme et d’intolérance. Il y en a une sur le racisme *stricto sensu*, soit la croyance en l’existence d’une hiérarchie des races humaines : « *Vous, personnellement, de laquelle des opinions suivantes vous sentez-vous le plus proche : “Les races humaines n’existent pas”, “Toutes les races humaines se valent”, “Il y a des races supérieures à d’autres”.* » Une autre question, régulièrement posée, demande dans quelle mesure la personne se considère « raciste » : « *En ce qui vous concerne personnellement, diriez-vous de vous-même que vous êtes plutôt raciste, vous êtes un peu raciste, vous n’êtes pas très raciste, vous n’êtes pas raciste du tout ?* » Elle a été souvent raillée, au motif que les « racistes » se garderaient bien de dire qu’ils le sont. Pourtant, la proportion des sondés qui s’assument comme tels, se disant « *plutôt* » ou « *un peu racistes* », est non

négligeable, même si elle baisse depuis 2013 (22 % cette année, 35 % en 2013). D'autres questions permettent de faire apparaître des sous-dimensions spécifiques dans cet univers de préjugés. Une échelle d'antisémitisme (tableau 4.8) reprend des stéréotypes anciens associant les juifs à l'argent, au pouvoir, au communautarisme, au soupçon de double allégeance.

Tableau 4.8. Échelle d'antisémitisme (%)

	2013	2014	2015	2016(1)	2016(2)
<i>Les juifs ont trop de pouvoir en France : Tout à fait d'accord/Plutôt d'accord, plutôt pas d'accord, pas d'accord du tout, SR</i>	11,5	14	11	6	9
<i>Les Français juifs sont des Français comme les autres : Tout à fait d'accord, plutôt d'accord/Plutôt pas d'accord, pas d'accord du tout, SR</i>	14	14	10	9	9
<i>Pour chacune des catégories suivantes – les juifs – dites-moi si elle constitue actuellement pour vous : Un groupe à part dans la société/Un groupe ouvert aux autres, des personnes ne formant pas particulièrement un groupe, SR</i>	32	28	27	24	23
<i>Pour les juifs français, Israël compte plus que la France : Tout à fait d'accord, plutôt d'accord/Plutôt pas d'accord, pas d'accord du tout, SR</i>	52	56	44	42	39
<i>Les juifs ont un rapport particulier à l'argent : Tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord/Pas d'accord du tout, SR</i>	83	81	68	59	54

Source : Baromètres CNCDH.

En gras, les réponses qui dénotent l'antisémitisme.

Tableau 4.9. Échelle d'aversion à l'islam et à ses pratiques (%)

	2013	2016(1)	2016(2)
Pouvez-vous me dire, pour chacun des termes suivants, s'il évoque pour vous quelque chose de très positif, d'assez positif, d'assez négatif, de très négatif ou de ni positif ni négatif ? Religion catholique/Religion juive/Religion musulmane			
<i>La religion catholique vue comme plus positive que la religion musulmane *</i>	29	18	13
Selon vous, le respect des pratiques religieuses musulmanes suivantes peut-il, en France, poser problème pour vivre en société ?			
<i>Le jeûne du Ramadan : Oui, tout à fait, Oui, plutôt, Non, pas vraiment/Non pas du tout, SR</i>	68	56	52
<i>Les prières : Oui, tout à fait, Oui, plutôt, Non, pas vraiment/Non pas du tout, SR</i>	77	64	61
<i>Le sacrifice du mouton lors de l'Aïd El Kebir : Oui, tout à fait, Oui, plutôt, Non, pas vraiment/Non pas du tout, SR</i>	75	63	61
<i>Le port du voile : Oui, tout à fait, Oui, plutôt, Non, pas vraiment/Non pas du tout, SR</i>	93	84	78

* Sont regroupés les sondés qui jugent à la fois la religion catholique « très positive » et la religion musulmane « assez positive », « assez » ou « très négative » ; la religion catholique « assez positive » et la musulmane « assez » ou « très négative », et ceux qui jugent la religion catholique « assez négative » et la musulmane « très négative ».

Source : Baromètres CNCDH.

En gras, les réponses qui dénotent l'aversion à l'islam.

Une échelle d'aversion à l'islam (tableau 4.9) évalue l'image comparée de des religions musulmane et catholique, et le rejet dont font l'objet certaines des pratiques associées à l'islam (voile, prière, sacrifice du mouton, jeûne du Ramadan...), perçues comme « *posant problème pour vivre en société* ». L'échelle d'anticommunautarisme mesure le sentiment que certaines minorités forment « *un groupe à part* » dans la société plutôt qu'un groupe « *ouvert aux autres* » ou « *ne formant pas particulièrement un groupe* ». L'échelle de « *favoritisme* » porte sur la propension à excuser les discriminations à l'égard des minorités : refuser leur mariage avec un de ses enfants, s'opposer à leur embauche, à leur accès dans une boîte de nuit, à un logement ne serait « *pas grave* »³⁹. On dispose ainsi, outre l'échelle d'ethnocentrisme, de sept indicateurs d'intolérance distincts explorant les diverses facettes du rejet de l'autre. Pour éviter qu'ils ne se recoupent, on a supprimé de l'échelle d'ethnocentrisme les items relatifs aux musulmans et aux juifs. Elle devient ainsi une échelle de rejet des immigrés. Ces sept indicateurs sont effectivement suffisamment corrélés pour former une échelle globale de préjugés envers l'autre (tableau 4.10)⁴⁰.

Tableau 4.10. Matrice de corrélations entre les indicateurs de préjugés envers l'autre

	Anti-immigrés	Favoritisme	Se dire raciste	Anti-communautés	Antijuifs	Discriminations	Anti-islam	Existence des races	Corr. item
Anti-immigrés	100	0,51	0,51	0,44	0,37	0,44	0,45	0,37	0,70
Immigrés favorisés		100	0,37	0,28	0,27	0,30	0,28	0,29	0,51
Se dire raciste			100	0,35	0,21	0,34	0,33	0,25	0,54
Anticommunautés				100	0,54	0,23	0,28	0,19	0,52
Antijuifs					100	0,22	0,22	0,28	0,47
Discriminations						100	0,28	0,25	0,45
Anti-islam							100	0,18	0,46
Existence des races								1,00	0,39

Source : Baromètre CNCDH, octobre 2016.

Corrélations mesurées par le R de Pearson. Questions et échelles sont orientées dans le sens de l'intolérance, la dernière colonne indique la corrélation de l'item à l'échelle globale de racisme.

Les corrélations les plus fortes s'observent entre une attitude anti-immigrés d'une part, et le sentiment qu'ils sont favorisés, le racisme autodéclaré, et l'anticommunautarisme d'autre part (tableau 4.10). On a là un bloc cohérent d'attitudes renvoyant au racisme ordinaire, dirigé contre les immigrés, les étrangers, l'autre. L'échelle anti-immigrés structure cette échelle globale de racisme, avec le coefficient de corrélation à l'échelle le plus élevé (0,70). Les préjugés envers

39. Pour une moitié de l'échantillon, la série de questions porte sur les noirs, pour l'autre sur les Maghrébins. Comme la structure des réponses est identique, on a cumulé les deux sous-échantillons.

40. C'est une autre technique de construction d'échelle (analyse de fiabilité), qui ne tient compte que des corrélations et des covariances entre les items. La fiabilité de l'échelle est mesurée par l'alpha de Cronbach (0,78).

les juifs, tout comme envers l'islam et ses fidèles, s'inscrivent dans cette mesure globale de racisme, leur rejet va de pair avec celui des immigrés en général. Les corrélations sont toutefois un peu moins fortes que pour les quatre indicateurs précédents, traduisant l'autonomie relative de ces préjugés, qui reflète, on le verra, leur histoire, et leur sensibilité particulière au contexte international. L'item de loin le moins intégré à l'indicateur global est celui du racisme biologique (0,39). Celui-ci n'a pas totalement disparu, il concerne encore 7% des Français (contre 14% en 2013). Mais, aujourd'hui, le racisme se formule plus volontiers sous sa forme différentialiste, postulant et souvent exagérant les différences culturelles entre majorité et minorités.

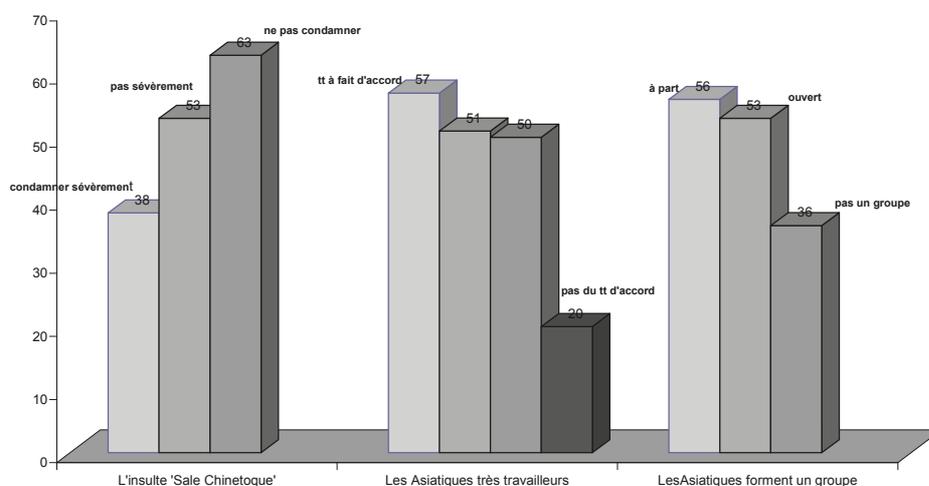
C. Le racisme anti-asiatique

Chaque fois que le Baromètre CNCDH introduit de nouvelles questions portant sur d'autres minorités victimes du racisme, comme les Roms, de loin le plus rejeté de tous les groupes (voir *infra*, section 4), ou plus récemment les minorités asiatiques, touchées en 2016 par une série d'agressions d'une rare violence⁴¹, on voit que leur rejet s'inscrit également dans cette attitude globale de mise à distance de l'autre. Les scores sur une échelle de « romaphobie » mesurant le rejet des Roms, des gens du voyage, des Tziganes, sont étroitement corrélés à notre échelle globale de racisme et ses diverses composantes (voir *infra*, section 4). Quant au racisme anti-asiatique, il était depuis 2004 mesuré par une seule question portant sur le sentiment que les Asiatiques forment ou non « un groupe à part » dans la société. Depuis de nouvelles questions ont été ajoutées, l'une, en janvier, sur l'adhésion au stéréotype selon lequel les Asiatiques seraient « très travailleurs », une autre en octobre sur la nécessité de condamner judiciairement une insulte comme « sale Chinetoque », ainsi qu'une question sur la perception des Chinois⁴². Le sentiment que ces derniers forment « un groupe à part » dans la société est plus fort que pour les Asiatiques en général (31% versus 25%). Il augmente chez les personnes qui ont des scores élevés sur notre échelle d'ethnocentrisme. Celles-ci sont également moins enclines à demander une sanction judiciaire sévère pour les personnes qui les insultent (tableau 4.14). Surtout le stéréotype selon lequel les Asiatiques seraient « très travailleurs », partagé par 71% de l'échantillon dans l'enquête de janvier et 73% en octobre (alors que seulement 59% jugent les immigrés très travailleurs, 46% les Maghrébins ou les Noirs), va également de pair avec des scores élevés sur l'échelle d'ethnocentrisme (figure 4.19). Autrement dit, un stéréotype *a priori* positif est ambivalent, il peut tout autant qu'un stéréotype négatif se retourner contre le groupe auquel il s'applique, il peut cacher ressentiment et jalousie, comme le stéréotype associant les juifs à l'argent.

41. À Aubervilliers en 2016 plus d'une centaine de plaintes ont été déposées suite à des agressions répétées et violentes de commerçants chinois et de leur famille. La mort en août d'un couturier chinois, Haolin Zhang, décédé des suites de ses blessures, a suscité une grande mobilisation contre le racisme anti-asiatique, et la parole se libère à propos d'un racisme jusqu'ici ignoré. Les auditions des représentants de plusieurs des associations ayant pris part à ce mouvement (voir *infra*, section 2 du chapitre 1 de la deuxième partie) sont à cet égard éclairantes.

42. Pour la moitié de l'échantillon, la question portait sur « les Asiatiques », pour l'autre moitié sur « les Chinois ».

Figure 4.19. Proportion de scores élevés sur l'échelle d'ethnocentrisme selon les opinions sur les Asiatiques



Autant d'indices concordants d'une cohérence des préjugés envers l'autre, seules varient les cibles et les modalités de leur rejet. Si bien que certains travaux sur le racisme proposent de parler plutôt d'hostilité globale envers les groupes autres que celui auquel on s'identifie : *Group Focused Enmity*⁴³. Et les mêmes facteurs attitudinaux et socioculturels prédisposent à ce type de préjugé.

II. Des facteurs explicatifs communs

A. Autoritarisme et rejet de l'autre

On sait depuis les travaux d'Adorno et de ses collègues que l'ethnocentrisme s'inscrit dans une vision autoritaire-hiérarchique de la société⁴⁴. Pour le mesurer, on dispose d'un indicateur combinant les réponses à trois questions portant sur le rétablissement de la peine de mort, le laxisme de la justice et l'acceptation de l'homosexualité (tableau 4.11), mesurant des attitudes favorables à la répression de toute déviance, qu'elle soit sociale ou morale.

43. Andreas Zick, Carina Wolf, Beate Küpper *et al.*, « The Syndrome of Group-Focused Enmity: The Interrelation of Prejudices Tested with Multiple Cross-Sectional and Panel Data », *Journal of Social Issues*, 64(2), juin 2008, pp. 363–383.

44. Voir la postérité de leurs travaux, notamment Aribert Hayder, Eldad Davidov, Peter Schmidt, « Ten Years After-Authoritarianism and Ethnocentrism in Germany, 1996 and 2006. Festschrift for Peter Schmidt », in Samuel Salzborn, Eldad Davidov, Jost Reinecke (dir.), *Methods, Theories, and Empirical Applications in the Social Sciences*, 2012, Wiesbaden, Springer VS, pp. 175-184, et Karen Stenner, *The Authoritarian Dynamic*, Cambridge, Cambridge University Press, 2005.

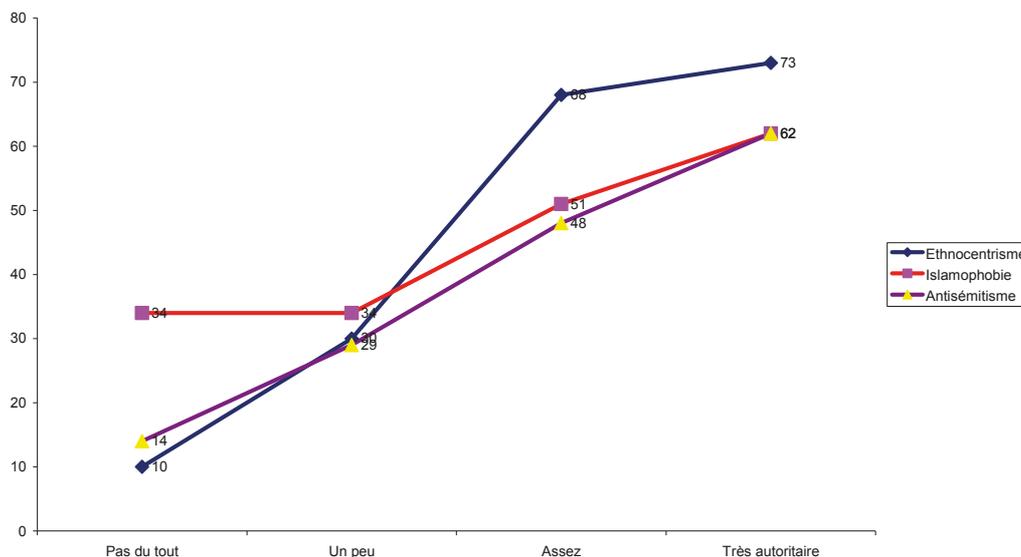
Tableau 4.11. Échelle d'autoritarisme

	2013	2014	2015	2016 (1)	2016 (2)
Je vais vous citer un certain nombre d'affirmations. Pour chacune d'entre elles, dites-moi si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, pas vraiment d'accord ou pas du tout d'accord					
<i>L'homosexualité est une manière acceptable de vivre sa sexualité</i> : Tout à fait d'accord, plutôt d'accord/ Pas vraiment d'accord, pas du tout d'accord, SR	20	18	14	15	15
<i>Il faudrait rétablir la peine de mort</i> : Tout à fait d'accord, plutôt d'accord, pas vraiment d'accord , Pas du tout d'accord, SR	65	64	56	55	51
<i>Les tribunaux français ne sont pas assez sévères</i> : Tout à fait d'accord, plutôt d'accord, pas vraiment d'accord /Pas du tout d'accord, SR :	92	94	88	88	86

Source : Baromètres CNCDH.

En gras, les réponses dénotant de l'autoritarisme.

Figure 4.20. Antisémitisme, islamophobie, ethnocentrisme par niveau d'autoritarisme



Source : Baromètre CNCDH, octobre 2016.

Scores 4-10 sur l'échelle d'ethnocentrisme, 4-5 sur l'échelle d'antisémitisme et 2-5 sur celle d'aversion à l'islam ou islamophobie.

Plus la personne interrogée aura des scores élevés sur cette échelle d'autoritarisme, plus forte sera la probabilité qu'ils soient aussi élevés sur l'échelle d'ethnocentrisme. La proportion de scores élevés sur cette dernière échelle passe de 10% chez les répondants peu autoritaires à 73% chez les plus autoritaires. Il en va de même pour les scores sur les échelles d'aversion à l'islam et d'antisémitisme (figure 4.20). De même, elle sera plus encline à taxer les immigrés de favoritisme, à s'avouer raciste, à croire en l'existence de races humaines, moins sensible aux discriminations subies par les Maghrébins et les noirs, etc. Elle sera aussi plus portée à avoir à une vision traditionnelle de la femme, cantonnée au foyer et à l'éducation des enfants, ou encore une image négative

des handicapés⁴⁵. Ces préjugés s'accompagnent d'une volonté d'imposer à l'autre – autre par son origine, sa religion, sa culture mais aussi ses pratiques sexuelles ou son apparence – par la force s'il le faut, les normes perçues ou voulues comme dominantes dans la société.

B. Les facteurs socioculturels et politiques

Certaines personnes sont plus enclines que d'autres aux préjugés et à une vision autoritaire de la société. Les grandes variables explicatives du rejet de l'autre, qu'il s'agisse des immigrés, des juifs ou des musulmans sont identiques d'une vague du Baromètre sur l'autre, et ce quel que soit le pays considéré⁴⁶. L'intolérance augmente avec l'âge, diminue avec le niveau d'études et les effets des deux variables sont cumulatifs. Les générations les plus jeunes, nées après guerre, plus instruites, plus ouvertes sur le monde, et marquées par les valeurs permissives de mai 68, se déclarent moins volontiers racistes, elles sont plus sensibles aux discriminations subies par les noirs ou les Maghrébins, elles ont, sur toutes nos échelles de préjugé des notes, plus basses (tableau 4.12)⁴⁷.

Tableau 4.12. Facteurs explicatifs de l'ethnocentrisme (%)

% scores élevés sur l'échelle	Ethnocentrisme (scores 4-10)	Islamophobie (scores 4-5)	Antisémitisme (scores 2-5)
Sexe			
Homme	49	42	41
Femme	49	46	37
Âge			
18-24 ans	41	37	32
25-34 ans	43	36	33
35-49 ans	43	47	37
50-64 ans	50	44	41
65 +	64	52	48
Diplôme			
Sans diplôme	66	52	50
Sans le bac	60	46	48
Bac	46	46	35
Bac + 2	39	40	30
Au-delà	24	36	24

45. Le rejet total (« pas du tout d'accord ») d'une vision traditionnelle des femmes qui seraient « faites avant tout pour avoir des enfants et les élever » passe de 87,5 % chez les non-autoritaires (note zéro sur l'échelle d'autoritarisme) à 34 % chez les répondants ayant des notes élevées. Parallèlement juger « pas grave » le fait de refuser le mariage d'un de ses enfants avec une personne handicapée passe de 32 % à 73 %.

46. Andreas Zick, Beate Küpper, Andreas Hovemann, *Intolerance, Prejudice and Discrimination: A European Report (France, Germany, Great Britain, Hungary, Italy, The Netherlands, Poland and Portugal)*, <http://library.fes.de/pdf-files/do/07908-20110311.pdf>.

47. Sur ce clivage générationnel, voir Vincent Tiberj, *Les citoyens qui viennent*, Paris, PUF, 2017.

% scores élevés sur l'échelle	Ethnocentrisme (scores 4-10)	Islamophobie (scores 4-5)	Antisémitisme (scores 2-5)
Échelle gauche-droite			
Gauche (1,2)	20	34	32
Centre gauche (3)	28	40	36
Centre (4)	53	44	38
Centre droit (5)	63	47	34
Droite (6,7)	89	63	61
Revenus mensuels			
Moins de 1 400 euros	54	44	43
1 400-2 000	56	47	44
2 000-3 000	50	44	40
Plus de 3 000	37	41	29
Pratique religieuse catholique			
Pratiquant régulier	54	44	46
Occasionnel	56	55	48
Non-pratiquant	64	54	42
Sans religion	41	40	49
Autre religion	27	22	32
Situation économique ressentie « Je vis moins bien qu'il y a quelques années »			
Tout à fait d'accord	63	49	49
Plutôt d'accord	53	50	40
Plutôt pas	40	46	39
Pas du tout	32	31	25
Ascendance			
Français sans ascendance étrangère			
Avec au moins un parent/grand-parent étranger	54	49	39
Dont Maghreb/Afrique noire	41	36	40
	20	21	46
Ensemble	49	44	39

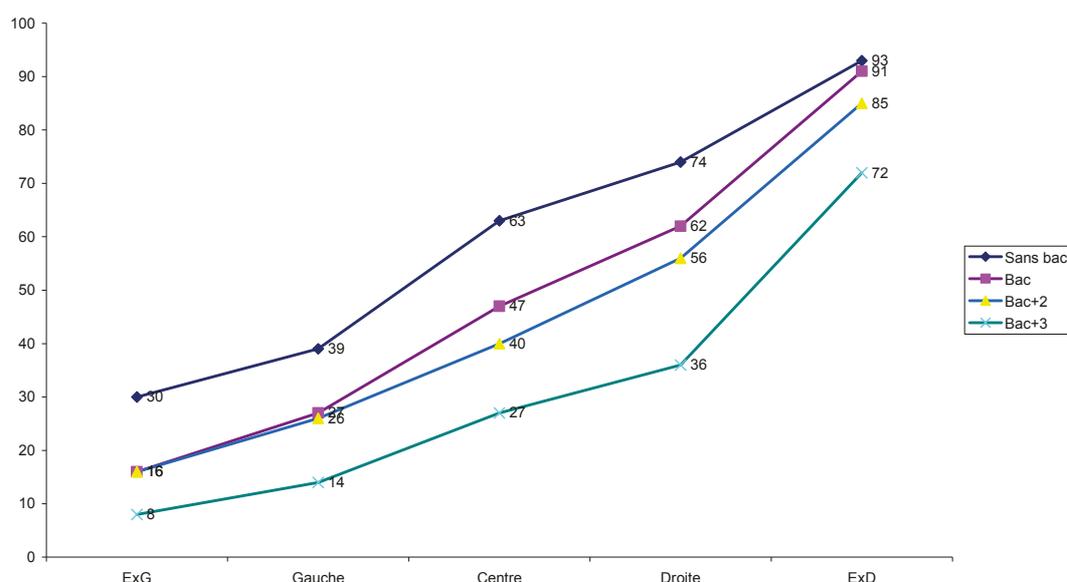
Source : Baromètre CNCDH, octobre 2016.

La dimension politique de l'ethnocentrisme est particulièrement visible. L'intolérance s'élevé à mesure qu'on s'approche du pôle droit de l'échiquier politique, où prédomine une vision hiérarchique et autoritaire de la société. Chez les personnes qui se situent dans les deux cases les plus à droite de l'échelle gauche-droite, 89% ont un score d'ethnocentrisme égal ou supérieur à 6. À l'extrême droite (case 7) la proportion atteint 94%, et 95% chez les sympathisants du FN, un parti qui a fait de la préférence nationale le cœur de son programme.

L'effet de la religion est moins tranché que les années précédentes. Après l'affaire des caricatures de Mahomet au Danemark, en 2005, on observe une crispation identitaire des catholiques en France, qui se montrent alors moins tolérants que les personnes se déclarant sans religion. Et le rejet des minorités augmente avec le taux de pratique religieuse, mesure d'intégration à la communauté catholique. Dans l'enquête de l'an dernier, menée deux mois après les attentats de novembre, en janvier 2016, ce n'est plus le cas. Globalement le niveau d'ethnocentrisme, d'antisémitisme et d'islamophobie reste plus élevé chez les catholiques que chez les non-catholiques (d'une autre religion ou sans

religion déclarée). Mais au sein des catholiques déclarés, la pratique fait au contraire baisser le niveau d'intolérance, qui diminue de moitié quand on passe des non-pratiquants aux pratiquants réguliers allant au moins une fois par mois à la messe, et atteint son minimum chez ceux qui vont encore à la messe tous les dimanches⁴⁸. Nous mettons ce phénomène en relation avec l'influence du pape François, qui durant toute l'année 2015 avait martelé un message de paix, d'amour du prochain et de tolérance, et encouragé le dialogue interreligieux. En relation aussi avec la forte mobilisation de la conférence épiscopale française pour promouvoir une solidarité active avec les réfugiés. Or dans la vague du Baromètre d'octobre, l'effet modérateur de la pratique religieuse est beaucoup plus faible (tableau 4.12), reflétant peut-être une division des catholiques à l'égard des prises de positions du pape, notamment sur les réfugiés, et une réaction au meurtre du père Hamel en juillet, en l'église Saint-Étienne-du-Rouvray⁴⁹. Comme les années précédentes en revanche, les fidèles des religions minoritaires, où les musulmans déclarés sont majoritaires, ont les scores les plus bas sur les échelles d'ethnocentrisme et d'aversion à l'islam⁵⁰.

Figure 4.21. Probabilité d'être ethnocentriste par diplôme et positionnement politique



Source : Baromètre CNCDH, octobre 2016.

48. Sur les 48 % de l'échantillon se disant catholiques, 10 % vont à la messe au moins une fois par mois, dont 6 % tous les dimanches.

49. Voir le livre de Yann Raison du Cleuziou distinguant six tribus parmi les catholiques français, *in Qui sont les catholiques aujourd'hui ?* (Paris, Desclée de Brouwer, 2014), actualisé par une grande enquête de l'institut IPSOS pour le groupe Bayard parue dans *Le Pèlerin* et *La Croix*, <http://www.pelerin.com/A-la-une/ Qui-sont-vraiment-les-catholiques>.

50. Ils représentent 11 % de l'échantillon, dont 52 % de musulmans déclarés (N = 59).

Il faut tenir compte plus largement de la diversité croissante de la population résidant dans l'Hexagone : 37 % de l'échantillon déclare au moins un ascendant (parent ou grand-parent) étranger, et les interviewés d'ascendance non européenne représentent 10 % de l'échantillon. Même ces interviewés, victimes de préjugés en fonction de leur origine, ne sont pas totalement exempts de préjugés. L'ethnocentrisme dépend d'une multiplicité de facteurs, psychologiques, socioculturels et politiques, et chacun peut trouver un autre à rejeter. Mais le fait d'avoir dans sa famille ne serait-ce qu'un parent ou grand-parent étranger est un facteur d'ouverture incontestable. Les Français sans ascendance étrangère ont beaucoup plus souvent un score élevé sur l'échelle d'ethnocentrisme et d'aversion à l'islam que les interviewés d'origine non européenne, pour l'essentiel d'origine maghrébine. En revanche, le niveau de préjugés envers les juifs des répondants avec une ascendance étrangère est comparable à celui du reste de la population, et légèrement supérieur chez les personnes avec des parents et/ou grands-parents nés au Maghreb ou en Afrique subsaharienne.

À ces variables classiques s'ajoute un effet de la crise et de la manière dont elle est vécue, déjà observé dans les vagues précédentes. Le rejet des autres s'accroît à mesure que le revenu mensuel déclaré baisse, et il est nettement plus fort chez les personnes qui ont un sentiment d'insécurité économique, celles qui disent « *chaque mois, je me demande comment je vais faire pour tout payer* », qui craignent pour leur emploi ou celui de leurs proches, et chez celles qui ont le sentiment d'un déclassement, de « *vivre aujourd'hui moins bien qu'il y a quelques années* » (tableau 4.12).

On ne peut cependant se contenter de détailler les facteurs explicatifs des préjugés, il faut croiser leurs effets, voir comment ils peuvent s'ajouter, se compenser, voire s'annuler chez une même personne. La technique de la régression logistique permet de mesurer l'effet propre de chacune de ces variables sur le niveau d'ethnocentrisme, d'antisémitisme et d'aversion à l'islam (tableau 4.13)⁵¹.

Tableau 4.13. Variables prédictives des préjugés ethnocentristes, antisémites et islamophobes dans le modèle de régression logistique

	Ethnocentrisme (scores 4-10)	Antisémitisme (scores 2-5)	Aversion à l'islam (scores 4-5)
Échelle gauche-droite	***	***	***
Situation économique	***	***	**
Diplôme	***	***	–
Pratique religieuse	**	**	**
Ascendance	**	–	*
Âge	***	–	–
Sexe	–	–	–
R ² de Nagelkerke	0,38	0,12	0,11

Seuils de significativité statistique : * P < 0.05 ; ** P < 0.010 ; *** P < 0.001.

51. Résultats détaillés des régressions logistiques disponibles sur demande.

Toutes choses égales par ailleurs, et quel que soit le préjugé considéré, l'orientation politique est la variable la plus prédictive. Plus la personne se situe à droite, plus forte est la probabilité qu'elle ait des notes élevées, sur nos trois échelles. De même le niveau d'insécurité économique, ici mesuré par le sentiment de vivre moins bien qu'avant, renforce les trois préjugés. Et les effets de ces trois variables se cumulent. Par exemple la probabilité d'avoir des notes élevées sur l'échelle d'ethnocentrisme passe de 8% chez les interviewés les plus à gauche et d'un niveau d'études égal ou supérieur à bac + 3, à 93% chez les répondants les plus à droite non bacheliers (figure 4.21), de 12% chez les plus à gauche qui estiment s'en sortir sur le plan économique à 75% chez ceux de droite qui ont vraiment le sentiment de vivre plus mal qu'avant, et chez les répondants très à droite, non bacheliers et estimant vivre plus mal, elle dépasse 90%.

Le diplôme protège toutefois contre l'ethnocentrisme et l'antisémitisme, pas des préjugés envers l'islam. Les fidèles d'une autre religion que le catholicisme montrent moins d'ethnocentrisme et moins d'aversion à l'islam, mais un peu plus d'antisémitisme que les sans-religion. Le fait de n'avoir aucune ascendance étrangère accroît les probabilités d'être ethnocentriste ou islamophobe, pas d'être antisémite. L'âge ne joue que sur l'ethnocentrisme, plus fort dans les tranches d'âge élevées. Quant au genre, une fois contrôlé l'effet des autres variables, il n'a aucun impact.

Au total, si l'on en juge par la valeur du coefficient (le R²) résumant le pouvoir prédictif du modèle (tableau 4.13), ce dernier explique donc beaucoup mieux les variations de l'ethnocentrisme que celles de l'antisémitisme ou de l'aversion à l'islam, plus diffus dans la société. Ils dépendent vraisemblablement d'autres facteurs, non pris en compte dans le modèle, qu'il convient d'explorer.

III. Le renouvellement des argumentaires du racisme

Depuis la Seconde Guerre mondiale et le traumatisme de la Shoah, les préjugés à l'égard des minorités ont évolué vers des formes détournées, plus acceptables en démocratie. Aux États-Unis, à partir des années 1960 et de la lutte pour les droits civiques, les stéréotypes racistes les plus crus, exprimant l'infériorité physique et morale des Noirs, sont en recul. Mais la barrière des préjugés demeure. Des auteurs comme Donald Kinder, David Sears ou John McConahay y voient un « *racisme symbolique* », fondé sur la culture. Ainsi les noirs sont critiqués parce qu'ils ne respecteraient pas les valeurs traditionnelles de l'Amérique, fondées sur une éthique individualiste du travail et de l'effort. Ou encore les mesures de discrimination positive (*affirmative action*) prises en leur faveur sont rejetées au nom du principe d'égalité de justice et d'autonomie individuelle⁵². Aux Pays-Bas, Thomas Pettigrew et Roel Meertens diagnostiquent pareillement le remplacement d'un racisme flagrant (« *blatant* »), assignant aux minorités un statut inférieur et refusant leur contact, par un racisme déguisé (« *subtle* »)⁵³, qui consiste à exagérer les différences et à refouler des sentiments positifs à

52. Pour un bilan, voir Thomas F. Pettigrew, « The Nature of Modern Racism in the United States », *Revue internationale de psychologie sociale*, 1989, vol. 2 (3), pp. 291-303.

53. Thomas F. Pettigrew, Roel W. Meertens, « Subtle and Blatant Prejudice in Western Europe », *European Journal of Social Psychology*, 1995, 25, pp. 57-75.

leur égard. Ce racisme toucherait en particulier des milieux jeunes, diplômés, de gauche, qui ne se jugent pas racistes. Pierre-André Taguieff, lui, distingue le racisme « *inégalitaire* », dont l'argumentaire est clairement biologique (il y aurait des races inférieures), du racisme « *différentialiste* », dont l'argumentaire est culturel : l'autre n'est pas inférieur, mais ses manières de vivre, de penser et de croire sont juste trop différentes des nôtres⁵⁴.

Ces reformulations ont tout particulièrement été étudiées dans le domaine des préjugés envers les juifs et envers les musulmans. Pierre-André Taguieff a été le premier en France à théoriser la montée d'une « *nouvelle judéophobie* », terme à ses yeux plus précis que celui d'antisémitisme, car elle viserait uniquement les juifs⁵⁵. Elle ne s'appuierait ni sur l'antijudaïsme chrétien, ni sur une prétendue supériorité de la race aryenne, ni sur le négationnisme, mais sur l'antisionisme, l'amalgame polémique entre « *juifs* », « *Israéliens* » et « *sionistes* ». Cet antisionisme serait porté à la fois par les islamistes radicaux et la gauche tiers-mondiste. Et il serait en train de passer de l'extrême droite à l'extrême gauche de l'échiquier politique⁵⁶. De manière symétrique, Vincent Geisser a décrit le développement d'une « *nouvelle islamophobie* »⁵⁷, s'affichant comme distincte du racisme anti-immigrés, ciblant la religion musulmane et ses fondements, pas ses fidèles, au nom d'une défense de la laïcité et des valeurs républicaines (égalité, droit des femmes, droits des minorités sexuelles).

A. Du racisme biologique au racisme différentialiste

Sur le long terme, il y a effectivement plusieurs indices d'une transformation dans l'expression et les justifications des préjugés en France. Si un racisme cru à fondement biologique ressort périodiquement dans le débat public, comme en attestent les insultes adressées par une candidate du FN à Christiane Taubira, comparée à un singe sur Facebook en octobre 2013, ou les propos de Nadine Morano qualifiant la France de « *pays de race blanche* » en septembre 2015, il est en net recul. Fin 2016, la croyance en une hiérarchie des races humaines n'est plus partagée que par 7 % de l'échantillon. La norme antiraciste s'est imposée. La proportion de personnes qui se déclarent plutôt ou un peu « racistes », parfois supérieure à 40 % dans les premières vagues du Baromètre (si on ajoute les réponses « *plutôt* » et « *un peu* »), est tombée sous la barre des 20 % et une nette majorité choisit maintenant la réponse « *pas du tout raciste* » (55 % en 2016). Au racisme est associé un sentiment de culpabilité, 48 % des répondants l'admettent : « *Il m'arrive de me sentir un petit peu coupable* ».

54. Pierre-André Taguieff, *La Force du préjugé, essai sur le racisme et ses doubles*, Paris, La Découverte, 1987, et sous sa direction le monumental *Dictionnaire historique et critique du racisme*, Paris, PUF, 2013.

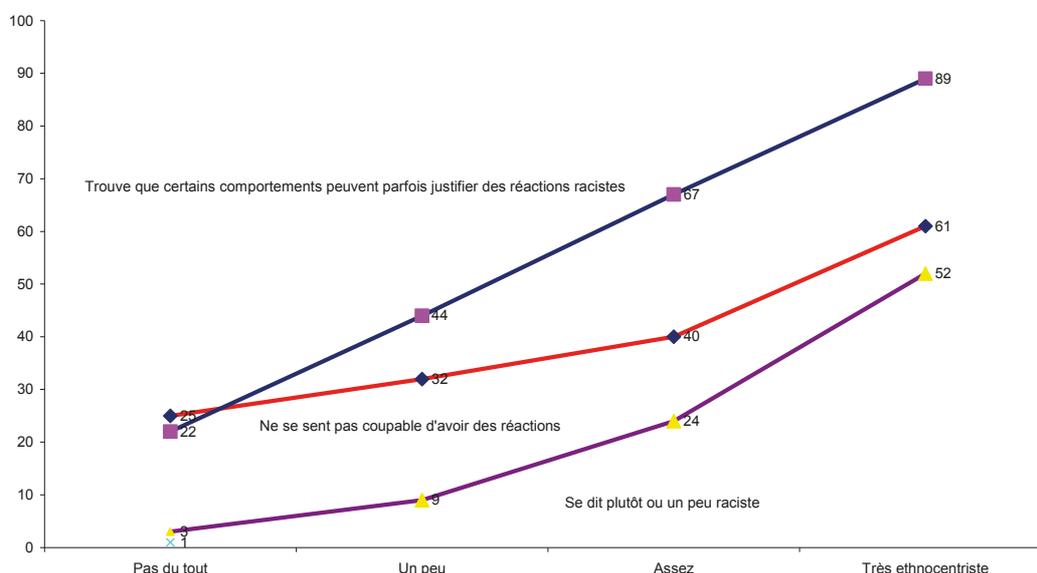
55. Qui au départ, sous la plume de Willhem Marr, désigne le rejet de tous les « *sémites* », juifs et Arabes.

56. Pierre-André Taguieff, *La Nouvelle Judéophobie*, Paris, Fayard, 2002 ; *La Judéophobie des modernes. Des Lumières au jihad mondial*, Paris, Odile Jacob, 2008 ; *La Nouvelle Propagande antijuive*, Paris, PUF, 2010. Le débat n'est pas limité à la France, voir notamment, en Angleterre, Paul Iganski, Barry Kosmin (dir.) *The New Antisemitism?: Debating Judeophobia in the 21st Century*, Profile Books, Londres, 2003 ; et, en Allemagne, Andreas Zick, Beate Kupper, « Transformed Anti-Semitism – A Report on Anti-Semitism in Germany », *Journal für Konflikt und Gewaltforschung (Journal for Conflict and Violence Research)*, 2005, 7, pp. 50–92.

57. Vincent Geisser, *La Nouvelle Islamophobie*, Paris, La Découverte, 2003. Sur les origines du terme, voir Abdellali Hajjat, Marwan Mohammed, *Islamophobie. Comment les élites françaises fabriquent le « problème musulman »*, Paris, La Découverte, 2013.

quand j'ai des réactions racistes» (contre 39% qui le nient et 12% refusant de répondre). Quand le racisme s'exprime, il s'entoure de justifications.

Figure 4.22. Les justifications par niveau d'ethnocentrisme



Un premier argument consiste à inverser la causalité et à rejeter la responsabilité du racisme sur ceux qui en sont les victimes. Alors même que l'indice longitudinal de tolérance remonte depuis 2013, une majorité de répondants estime toujours que « certains comportements peuvent parfois justifier des réactions racistes » (55% en 2016, contre 43% pour qui « rien ne peut justifier les réactions racistes »). Plus les scores d'une personne s'élèvent sur l'échelle d'ethnocentrisme, plus elle aura tendance à être de cet avis, à s'assumer comme « raciste » et à ne pas éprouver de culpabilité pour ses réactions racistes (figure 4.22). De même, elle tendra à penser plus souvent que ce sont les étrangers et les immigrés qui ne font pas l'effort de s'intégrer (proportion qui passe de 19% à 77% selon que la personne est peu ou très ethnocentriste) ou à considérer qu'ils sont favorisés dans l'accès aux soins, aux aides, au logement : les scores élevés sur cette échelle de « favoritisme » varient de 13% à 77% selon que la personne est peu ou très ethnocentriste. L'étude qualitative à base d'entretiens menée par CSA pour le rapport de la CNCDH de 2013 aboutissait au même constat. Le racisme est condamnable en principe, mais dans la vie quotidienne il devient excusable, sur le mode « c'est eux qui nous forcent à devenir racistes », c'est la faute des immigrés, des étrangers, qui « en profitent ».

Ce retournement va de pair avec une défense des Français perçus comme les vraies victimes de racisme et de discriminations et menacés par l'immigration. On le voit dans les réponses à une série de questions portant sur la sanction judiciaire du racisme, demandant si les personnes qui tiennent publiquement des propos racistes doivent être « sévèrement condamnées » (tableau 4.14). Dans l'échantillon les réponses varient peu selon le groupe ciblé. Seules les insultes sexistes bénéficient d'un traitement de faveur (34% des sondés sont en faveur d'une sanction sévère pour quelqu'un traitant une femme de « salope » contre

38 % en moyenne pour les autres groupes et 39 % pour « *sale juif* » ou « *sale Français* ». Les répondants avec des scores élevés sur l'échelle d'ethnocentrisme sont toutefois systématiquement plus indulgents que ceux qui ont des scores bas à l'égard de propos insultants envers les minorités. Mais quand l'insulte vise des Français, ils sont les seuls à se montrer plus sévères que pour les autres groupes. De même à une question ouverte demandant quelles sont à leurs yeux les principales victimes du racisme, la proportion de réponses « *les Français* » passe de 2 % chez les moins ethnocentristes à 14 % chez les plus intolérants.

Tableau 4.14. Opinions favorables à « condamner sévèrement » des insultes racistes ou sexistes selon le degré d'ethnocentrisme (%)

Scores d'ethnocentrisme par tiers	Sale Français	Sale Arabe	Sale Noir	Sale Rom	Sale juif	Sale Chinoise	Salope	Pédé
0,1	45	49	48	48	49	46	41	48
2,3	39	41	40	39	41	38	37	40
4,5	32	26	27	26	27	26	25	27
Total échantillon	39	38	38	37	39	37	34	38

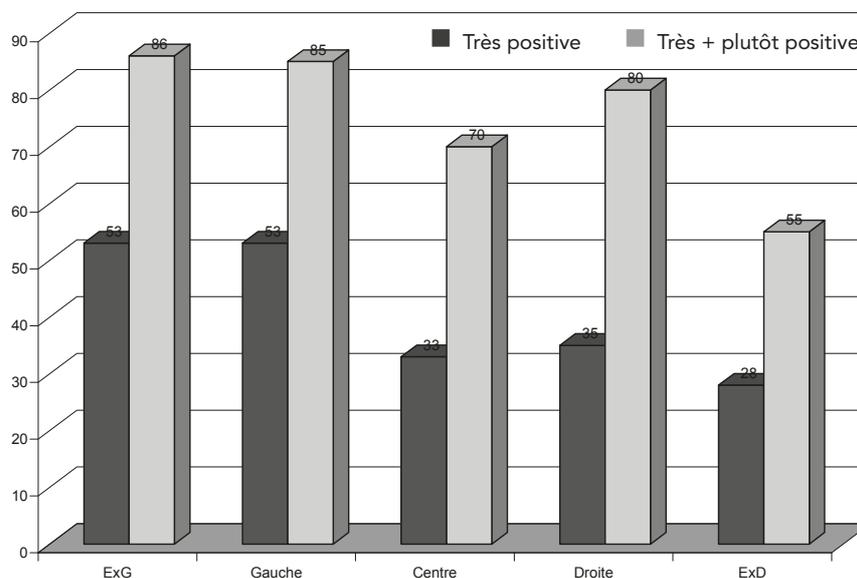
Source : Baromètre CNCDH, octobre 2016.

Un second type d'argument est d'ordre identitaire et culturel. Il consiste à reprocher aux immigrés de ne pas respecter les coutumes et les traditions françaises, de ne pas se conformer aux valeurs de la société d'accueil. Plus la personne est ethnocentriste, plus elle considère « *indispensable que les étrangers adoptent les habitudes de vie française* », la proportion des « *tout à fait d'accord* » passant de 24 % chez celles qui ont des scores faibles (0 ou 1) sur l'échelle d'ethnocentrisme à 83 % chez celles qui ont les plus élevés (6 et plus). Tandis que dans ces deux groupes l'approbation de l'idée selon laquelle « *la France doit rester un pays chrétien* » (« *tout à fait d'accord* » et « *plutôt d'accord* ») varie de 19 % à 78 %, le sentiment que l'islam est une menace pour l'identité de la France de 11 % à 84 %, et le refus absolu (« *pas du tout d'accord* ») de « *servir à la cantine des plats différenciés selon les croyances des élèves* » de 23 % à 73 %.

Dans ce second argumentaire, la notion de laïcité est centrale, convoquée pour justifier le rejet de l'autre, et d'abord du musulman. Usage paradoxal s'il en est pour un terme né à gauche, au cœur du projet républicain, où « *la tolérance – comprise comme l'ouverture aux autres, à la diversité et au dialogue [est] une composante de l'idéal laïque [...]*⁵⁸ ». Au niveau des attitudes, on trouve toujours un lien privilégié entre défense de la laïcité et orientation politique de gauche. Ainsi dans l'enquête d'octobre 2016, la proportion de jugements « *très positifs* » sur le mot « laïcité » passe de 28 % chez les répondants qui se classent le plus à droite sur l'échelle gauche droite (cases 6 et 7) à 53 % chez les plus à gauche (cases 1 et 2).

58. Martine Barthélemy, Guy Michelat, « Dimensions de la laïcité dans la France d'aujourd'hui », *Revue française de science politique*, 57(5), 2007, pp. 649-698.

Figure 4.23. Image de la laïcité par position sur l'échelle gauche-droite



Il faut ajouter les jugements «*plutôt*» positifs. Là les différences s'estompent, la laïcité est appréciée au moins modérément par une majorité de répondants de droite (65 %, contre 86 % des répondants de gauche) (figure 4.23), y compris chez les sympathisants du Front national (57 %, contre 75 % chez les proches des Républicains ou du Modem) ; parti dont le site officiel proclame que «*la laïcité est une valeur au cœur du projet républicain*⁵⁹ ». De même la majorité des catholiques y est acquise (75 % de jugements positifs, comme dans l'ensemble de l'échantillon), alors qu'hier ils en étaient de farouches opposants. Mais là encore l'intensité de leur adhésion est moindre, puisque, en 2016, 33 % des catholiques déclarent avoir une image «*très positive*» de la laïcité, contre 39 % dans l'ensemble de l'échantillon et 43 % chez les sans religion. Et le même terme peut revêtir des significations contrastées, comme le montre l'étude de Martine Barthélemy et Guy Michelat, analysant les différences existant entre laïques de gauche et laïques de droite lors des débats sur le port du voile à l'école⁶⁰. C'est ce qu'illustre le croisement des réponses à une question du Baromètre demandant «*ce qui correspond le mieux à ce qu'est, pour vous, la laïcité en France*» avec le positionnement politique des personnes interrogées (tableau 4.15). Selon qu'elles se classent à gauche, au centre ou à droite, elles n'ont pas la même conception de la laïcité.

59. Site officiel du Front national, <http://www.frontnational.com/le-projet-de-marine-le-pen/refondation-republicaine/laicite/>.

60. Martine Barthélemy et Guy Michelat, art. cit.

Tableau 4.15. Les conceptions de la laïcité par position politique (%)

	Gauche	Centre	Droite	T
Permettre à des gens de convictions différentes de vivre ensemble	33	25	20	26,5
Séparation des religions et de l'État	26	19	17	21
Liberté de pratiquer ou non une religion	20	24	19	21
Interdiction des signes et des manifestations religieuses dans l'espace public	14	12	21	15
Préservation de l'identité traditionnelle de la France	5	10	16	10
Rejet de toutes les religions et convictions religieuses	1	4	4,5	3
Non-réponses	1	6	2,5	3

Source : Baromètre CNCDH, octobre 2016.

À gauche, la conception est plus ouverte. Le terme rime plus souvent avec séparation des Églises et de l'État, et moyen de faire vivre ensemble des personnes de convictions religieuses différentes. Alors que, à droite, elle est vue plus souvent comme un moyen de préserver l'identité traditionnelle de la France et d'interdire tout signe et manifestation religieuse dans l'espace public. Et elle s'accompagne d'une moindre tolérance envers les minorités. Les « très laïques de gauche » (pour qui le terme de « laïcité » évoque quelque chose de « très positif » et se classant dans les trois premières cases de l'échelle gauche droite) se montrent beaucoup plus tolérants que les « très laïques » de droite (personnes pour qui le terme de laïcité évoque quelque chose de « très positif » et se classant dans les trois dernières cases de l'échelle gauche droite). Leur proportion de scores élevés sur l'échelle d'ethnocentrisme va de 18 % chez les premiers à 74 % chez les seconds, sur l'échelle d'antisémitisme de 28 % à 51 %, et sur l'échelle d'aversion à l'islam de 34 % à 49 %. La laïcité vue de droite n'a pas grand-chose à voir avec celle de gauche, ni avec les valeurs de tolérance, de liberté de conscience et d'égalité des droits qui l'accompagnent, c'est plutôt une manière de justifier le rejet des minorités culturelles et religieuses⁶¹. À cette mise en avant rituelle de la laïcité s'ajoutent des argumentaires spécifiques pour chaque minorité, en particulier juive ou musulmane.

B. Vieil antisémitisme et nouvelle judéophobie

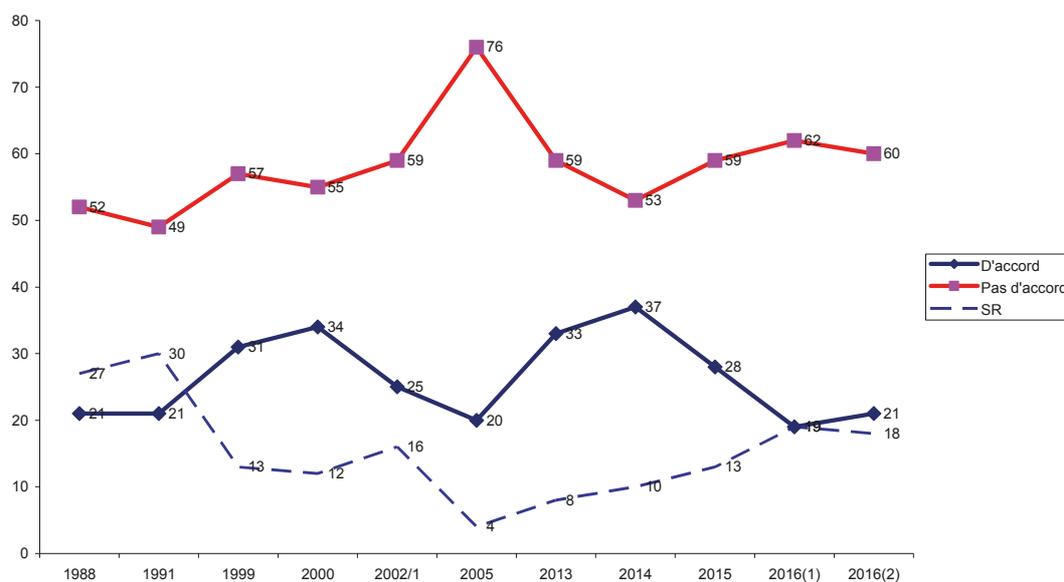
Une dizaine de questions du Baromètre CNCDH permet d'explorer l'image des juifs et d'Israël en France, et de vérifier la montée d'une « nouvelle judéophobie » de gauche, distincte du vieil antisémitisme, qui se masquerait derrière la critique d'Israël et du sionisme.

Quatre d'entre elles sont posées régulièrement et de manière identique à propos des principales minorités vivant en France. Elles portent sur la (non-) reconnaissance de leurs membres comme des Français à part entière, sur leur degré d'intégration dans la société, la nécessité de sanctionner les insultes à leur égard et l'image positive ou négative de leur religion. Le sentiment que les juifs sont

61. C'est une « catho-laïcité » pour reprendre les termes de Jean Bauberot dans *La Laïcité falsifiée*, Paris, La Découverte, 2012.

des « Français comme les autres », qui était partagé par un tiers des personnes interrogées par l'IFOP en 1946, s'est imposé. Il atteint aujourd'hui 89 %, soit une proportion supérieure de 8 points à celle observée pour les musulmans, de 19 points comparée à celle des gens du voyage, de 30 points comparée à celle des Roms. La demande d'une condamnation judiciaire pour des propos insultants comme « sale juif » est majoritaire, approuvée par 84 %, dont 39 % demandant une condamnation sévère (tableau 4.14). Le sentiment que les juifs forment « un groupe à part » n'est partagé que par une minorité des sondés (23 %, contre 30 % pour les Maghrébins, 38 % pour les musulmans, 66 % pour les Roms et 68 % pour les gens du voyage), au profit du sentiment qu'ils sont un groupe « ouvert », ou qu'ils « ne forment pas spécialement un groupe ». La religion juive évoque plutôt quelque chose de positif que de négatif (36 % versus 18 %) alors que la religion musulmane évoque autant d'opinions négatives que positives (32 % versus 32 %). Les juifs sont depuis le début des années 2000 la minorité la mieux considérée, comme le montre l'indicateur longitudinal de tolérance (*supra*, section 2).

Figure 4.24. Le mythe du pouvoir des juifs



Source : Baromètre CNCDH, octobre 2016.

Quatre autres questions reflètent la longue histoire des préjugés envers les juifs et leur sédimentation au cours du temps. L'idée que « les juifs ont un rapport particulier à l'argent » est partagée par 35 % des personnes interrogées, soit une proportion élevée, mais en forte baisse par rapport à 2014 où elle s'établissait à 60 % et 41,5 % encore l'an dernier. Dans la lignée des *Protocoles des Sages de Sion*, une des questions de l'enquête propose le stéréotype selon lequel les juifs auraient « trop de pouvoir en France ». Le niveau d'accord oscille entre 20 % et 30 %, avec des montées périodiques et de fortes variations du taux de sans-réponses en fonction de l'actualité (figure 4.24). Il monte en 1999-2000, avec les débats sur l'indemnisation des spoliations subies par les juifs de France sous l'Occupation. Il baisse après le début de la Seconde Intifada en septembre 2000, qui entraîne une vague de violences antisémites sans précédent. Il monte en 2014, après l'interdiction du spectacle de Dieudonné, en janvier,

puis celle de deux manifestations pro-palestiniennes à Paris en juillet. Depuis, l'adhésion au stéréotype recule. Une autre question mesure indirectement la diffusion des thèses négationnistes en explorant le sentiment qu'on parle « trop » (plutôt que « pas assez » ou « juste ce qu'il faut ») de l'extermination des juifs pendant la Seconde Guerre mondiale. Ce sentiment apparaît minoritaire, partagé par 19 % de l'échantillon, contre 58 % jugeant qu'on en parle « juste ce qu'il faut » et 19 % « pas assez », proportion en hausse constante depuis 2013.

Enfin la création d'Israël a transformé le thème du juif « apatride » en soupçon de « double allégeance », repéré par la question « Pour les juifs français, Israël compte plus que la France ». Ce sentiment était monté à 55 % (contre 31 % « pas d'accord ») fin 2014, après l'intervention israélienne Bordure protectrice à Gaza, soutenue par les organisations représentatives de la communauté juive française⁶², et les mobilisations pro-palestiniennes parfois violentes qui ont suivi. Depuis, il baisse lentement (44 % en mars 2015, 43 % en janvier 2016, 39 % en octobre 2016).

Les deux dernières questions portent sur l'image d'Israël et du conflit. Elles permettent de vérifier l'émergence d'une « nouvelle judéophobie » structurée par l'antisionisme. L'image d'Israël, qui était majoritairement positive en France au moment de la guerre des Six-Jours, s'est progressivement érodée⁶³. L'occupation des Territoires, la guerre du Liban de 1982, l'expansion des colonies ont aggravé un désamour qui est loin d'être spécifique à la France⁶⁴. Depuis 2013 le Baromètre de la CNCDH propose une liste de mots, demandant s'ils évoquent pour la personne interrogée quelque chose de « très positif », « plutôt positif », « plutôt négatif », « très négatif », ou « ni positif ni négatif ». Israël suscite toujours plus de jugements négatifs que positifs (38 % versus 26 % en 2016), tandis qu'un gros tiers de l'échantillon ne se prononce pas (36 % répondent « ni positif ni négatif » ou refusent de répondre). L'autre question aborde les responsabilités dans la continuation du conflit israélo-palestinien. Quelle que soit la manière de la formuler, les Israéliens sont trois à quatre fois plus souvent perçus comme responsables du conflit que les Palestiniens. Mais c'est toujours le refus de se prononcer qui prédomine, reflétant la lassitude de l'opinion à l'égard d'un conflit qui dure depuis trop longtemps, et la tentation de rejeter dos à dos ses protagonistes⁶⁵. Cette année, 3 % des sondés jugent les Palestiniens responsables,

62. <http://www.crif.org/fr/communiquedeprime/grand-rassemblement-de-soutien-a-israel-jeudi-31-juillet-1830-ambassade-d-israel-a-paris/51979>.

63. Pour un rappel des grandes évolutions de l'opinion, voir le bilan des sondages IFOP, « 1967-2014 – Regards sur Israël et les conflits du Proche-Orient », *IFOP Collectors*, 31, août 2014.

64. Le sondage annuel GlobeScan, effectué pour la BBC, interroge depuis dix ans sur la manière dont est perçue « l'influence dans le monde » d'une vingtaine de pays. Israël arrive systématiquement en bas du classement, avec 24 % de jugements positifs contre 50 % de négatifs en 2014, à peine mieux que la Corée du Nord, l'Iran et le Pakistan. Et l'image d'Israël est encore plus mauvaise au Royaume Uni et en Allemagne qu'en France (respectivement 72 % et 67 % versus 64 %). (Voir « The Country Ratings Poll of 24 Nations », sondage GlobeScan/PIPA auprès d'un échantillon de 24,542 personnes dans 24 pays effectué entre décembre 2013 et avril 2014. Il est demandé d'évaluer pour une liste de 17 pays si leur influence dans le monde est plutôt positive ou plutôt négative, <http://www.globescan.com/news-and-analysis/press-releases/press-releases-2014/315-negative-views-of-russia-on-the-rise-global-survey.html>).

65. Voir le sondage Ifop pour *Sud-Ouest Dimanche*, « Les Français et le conflit israélo-palestinien », 6-8 Août 2014 (N=1013).

17 % les Israéliens, mais 62 % répondent « *autant l'un que l'autre* » et 18 % préfèrent ne pas répondre⁶⁶.

Tableau 4.16. Analyse en composantes principales sur les questions relatives aux juifs et à Israël

	Composantes		
	1	2	3
Les juifs ont trop de pouvoir en France	0,691	- 0,058	- 0,249
Les juifs ont un rapport particulier à l'argent	0,663	- 0,312	- 0,172
Les juifs forment un groupe à part dans la société	0,642	- 0,121	0,104
Pour les juifs français, Israël compte plus que la France	0,588	- 0,270	- 0,203
En France, on parle trop de l'extermination des juifs pendant la Seconde Guerre mondiale	0,487	0,131	- 0,352
Les Français juifs ne sont pas des Français comme les autres	0,480	- 0,202	0,423
« Israël » évoque pour vous quelque chose de très/plutôt négatif	0,406	0,509	0,337
« Religion juive » évoque pour vous quelque chose de très/plutôt négatif	0,366	0,360	0,550
Les Israéliens portent la plus grande part de responsabilité dans la poursuite du conflit	0,318	0,684	- 0,240
Des propos publics comme « sale juif » ne doivent pas être condamnés sévèrement	0,098	- 0,404	0,457

Source : Baromètre CNCDH, octobre 2016.

Part de variance expliquée 49 % (1^{er} facteur 26 %, 2^e facteur 13 %, 3^e facteur 11 %).

Une analyse factorielle fait apparaître les principes d'organisation des réponses à ces dix questions⁶⁷. Elle dégage un premier facteur auquel contribuent toutes les variables entrées dans le modèle (tableau 4.16). Mais celles qui y contribuent le plus, à en juger par le niveau élevé de leurs coefficients (en bleu ceux qui dépassent 0,50), sont celles qui évoquent le « *vieil* » antisémitisme : la croyance dans le pouvoir excessif des juifs, leur rapport particulier à l'argent, leur double allégeance, leur communautarisme. Le second facteur, lui, est structuré par une image critique d'Israël et de son rôle dans le conflit, et le rejet des stéréotypes antisémites qui structurent le premier, négativement corrélés à cet axe. Le troisième facteur est structuré par une image négative de la religion juive et, dans une moindre mesure, par le déni de la qualité de vrai Français aux juifs et le refus de sanctionner sévèrement des propos antisémites. Tant les autres préjugés antisémites que les opinions anti-israéliennes sont corrélés négativement avec ce facteur. Ces trois facteurs, qu'on appellera « *vieil antisémitisme* », « *anti-israélisme* » et « *anti-judaïsme* », expliquent 49 % de la variance, et le premier, plus du quart à lui tout seul.

66. En 2013, on comptait 63 % de réponses « *autant l'un que l'autre* » et 8 % de « *ne sait pas* », en 2014 respectivement 65 % et 7 %. En janvier 2016 la possibilité de répondre « *autant l'un que l'autre* » a été supprimée, pour encourager les sondés à choisir, sans grand effet : 10 % citent les Palestiniens, 29 % les Israéliens, 61 % refusent de répondre. En octobre 2016 la formulation initiale a été rétablie.

67. Il s'agit d'une analyse en composantes principales (ACP). Les dix variables sont ordonnées dans le sens du rejet croissant des juifs ou d'Israël et dichotomisées.

On peut aussi cerner le profil des répondants les plus en phase avec chaque facteur⁶⁸. Un âge élevé, un faible niveau d'instruction et de revenus, un positionnement politique à droite, la proximité avec le FN, le rejet de la laïcité, l'autodéfinition de soi comme raciste, sont corrélés avec le vieil antisémitisme. *A contrario*, une vision critique d'Israël est corrélée avec la jeunesse (moins de 50 ans), un niveau de revenus et de diplôme supérieurs à la moyenne, un positionnement à gauche de la gauche (communiste, Front de gauche ou EELV), une ouverture sur le monde (avoir vécu plus de trois mois hors de France), une image très positive de la laïcité, et un refus net de toutes les formes de racisme (scores bas sur nos échelles de préjugé, autodéfinition comme « pas du tout raciste », image très positive de la laïcité, soutien à « une lutte vigoureuse » contre le racisme, l'antisémitisme et l'islamophobie⁶⁹). Le profil des répondants proches du troisième axe, celui de l'antijudaïsme, est plus difficile à cerner : on y trouve un peu plus de moins de 50 ans, sans religion déclarée, sans ascendance étrangère, sans expérience de vie dans un autre pays que la France. Ils ne sont pas très typés du point de vue du diplôme, des revenus ou de leur orientation politique, sinon qu'ils comptent un peu plus de proches du FN et d'écologistes (EELV). Ils se distinguent surtout par une vision très négative de la laïcité et une propension assumée à se dire raciste.

Un dernier moyen de cerner l'articulation entre nouvel et ancien antisémitisme consiste à croiser l'image d'Israël avec les scores sur notre échelle d'antisémitisme (celle du tableau 4.8), qui reprend les stéréotypes structurant le premier facteur de l'analyse factorielle (tableau 4.17) et le positionnement sur l'échelle gauche-droite. Un premier constat est qu'une nette majorité des répondants de gauche, quelle que soit leur image d'Israël – positive, négative, ou indifférente – a des scores très bas sur l'échelle d'antisémitisme (68 %), alors que la majorité des répondants de droite a des scores moyens ou élevés (61 %). Le second constat est qu'Israël laisse indifférent (image ni positive ni négative ou non-réponse) un tiers des répondants, qu'ils soient de gauche ou de droite. Quand les sondés expriment une opinion enfin, comme les années précédentes, c'est chez les plus à droite que le double rejet des juifs et d'Israël est le plus fréquent, atteignant 29 % d'entre eux (contre 19 % dans l'ensemble de l'échantillon). Tandis que c'est chez les plus à gauche qu'on trouve le plus de non-antisémites mais critiques d'Israël (25 % d'entre eux, contre 20 % dans l'échantillon total).

68. En fonction de leurs coordonnées sur chaque axe.

69. Il s'agit de 3 questions distinctes, et la troisième est posée de deux manières différentes : la moitié de l'échantillon était interrogé sur la lutte contre « l'islamophobie », l'autre contre « les préjugés antimusulmans », il n'y a aucune différence dans les réponses.

Tableau 4.17. Antisémitisme et image d’Israël par position sur l’échelle gauche-droite (%)

Échelle d’antisémitisme	Image d’Israël	Autoposition					Ensemble
		Gauche	Centre G	Centre	Centre D	Droite	
Non-antisémite (0-1)	Positive	20	19	15	26	8	16
	Négative	25	22	16	23	14	20
	Indifférente	23	23	29	18	17	25
Antisémitite (2-5)	Positive	5	10	11	13	17	10
	Négative	18	20	16	14	29	19
	Indifférente	9	7	12	7	15	10
		(169)	(157)	(268)	(119)	(123)	100

Source : Baromètre CNCDH, octobre 2016.

Les résultats nuancent la thèse d’un « *nouvel antisémitisme* » *sui generis* chassant l’ancien, polarisé sur la question d’Israël et du sionisme. Les préjugés envers les juifs restent corrélés avec les autres formes de racisme, ciblant les immigrés, les Maghrébins, les Arabes, les musulmans. La question d’Israël ne passionne guère, celle du conflit avec les Palestiniens encore moins. Moins d’une personne sur cinq se prononce sur ces deux questions, 58 % sur une seule des deux, un quart sur aucune⁷⁰. À la différence des actes antisémites, très liés, depuis le déclenchement de la Seconde Intifada, aux péripéties du conflit israélo-palestinien⁷¹, les opinions restent structurées par les stéréotypes liés au pouvoir, à l’argent, à la suspicion de double allégeance, bref au vieil antisémitisme. Si une vision négative d’Israël et de sa responsabilité dans la poursuite du conflit est plus fréquente tant à l’extrême gauche (sympathisants de la gauche non socialiste et dans les deux premières cases de l’axe gauche-droite) qu’à l’extrême droite (proches du FN et dans les deux dernières cases de l’axe gauche droite), à l’extrême gauche elle est dissociée des préjugés antijuifs classiques tandis qu’elle leur est fortement corrélée à l’extrême droite.

C. Les ressorts de l’islamophobie

Tout comme les préjugés envers les juifs, les préjugés envers les musulmans évoluent, tant dans leurs modes d’expression que dans leurs argumentaires. L’usage même du terme « *islamophobie* » pour désigner un préjugé spécifique contre l’islam et ses fidèles est relativement récent et encore controversé⁷². Les premiers sondages sur le racisme pour la CNCDH, dans les années 1990,

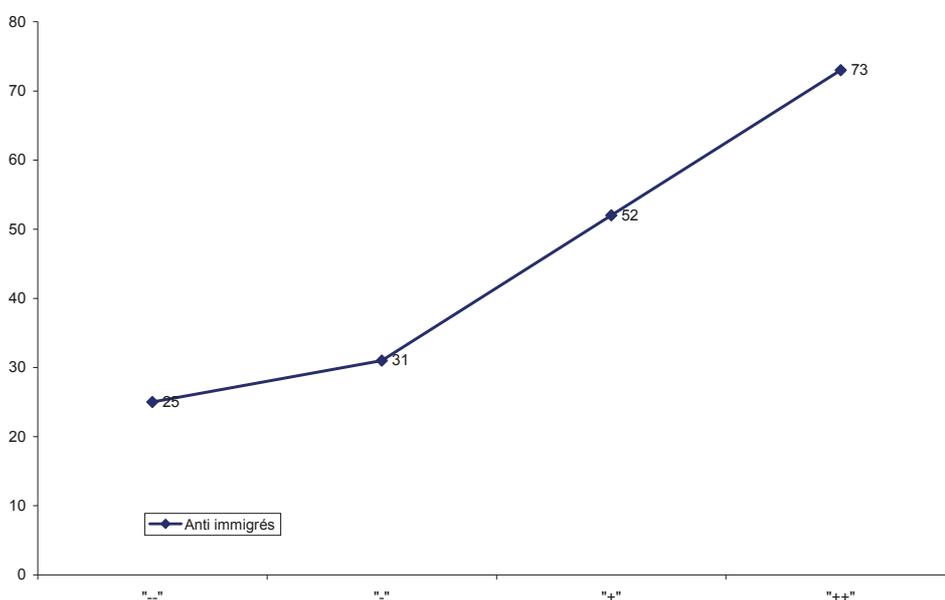
70. Sont considérées comme « *ne se prononçant pas* », les personnes refusant de répondre (soit 18 % sur les responsabilités de la prolongation du conflit et 7,5 % sur l’image d’Israël) et celles choisissant la réponse « *ni positive ni négative* » aux mêmes questions (respectivement 62 % et 28 %).

71. Sur ces évolutions voir notamment Nonna Mayer, « Vieux et nouveaux visages de l’antisémitisme en France », in Pascal Blanchard, Nicolas Bancel, Dominic Thomas (dir.), *Vers la guerre des identités ? De la fracture coloniale à la révolution ultranationale*, Paris, La Découverte, 2016, pp. 89-100.

72. Voir Abdellali Hajjat, Marwan Mohammed, *Islamophobie. Comment les élites françaises fabriquent le « problème musulman »*, Paris, La Découverte, 2013. Sur son usage académique, voir Houda Asal, « Islamophobie : la fabrique d’un nouveau concept. État des lieux de la recherche », *Sociologie*, 2014, 1 (5), pp. 13-29.

comportent surtout des questions sur les immigrés, les Maghrébins, les « beurs ». Leur religion n'apparaît pas comme un élément clé ni de leur identité ni des préjugés à leur égard. En 1997 encore, la seule mention des musulmans dans le questionnaire de l'Institut CSA pour le Baromètre est une question sur la perception du nombre de divers groupes (« *Diriez-vous qu'en France aujourd'hui il y a trop ou pas trop de...* »). Alors 67 % de l'échantillon estime les musulmans trop nombreux, juste après les arabes (71 %). L'autre question demande s'il est grave (« très », « plutôt », « plutôt pas », « pas du tout ») de tenir des propos comme « *les musulmans ne pourront jamais s'intégrer dans la société* » et « *s'il s'agit de propos racistes* » : 56 % des sondés considèrent que « c'est grave » (versus 42 % « pas grave ») et 56 % (versus 41 %) jugent ces propos « racistes »⁷³. L'essor de l'islamisme radical, la multiplication d'attentats commis en son nom, les débats autour du voile et des signes religieux dans l'espace public, ont progressivement mis l'islam au cœur du débat politique. Aujourd'hui le Baromètre inclut une quinzaine de questions sur l'islam, ses fidèles et ses pratiques. On se focalisera ici sur deux types d'argumentaires invoqués pour rejeter l'islam. L'un fait la distinction entre la critique légitime de la religion et le racisme envers les individus qui la pratiquent, très largement issus, compte tenu de l'histoire coloniale française, de l'immigration venue du Maghreb et de l'Afrique subsaharienne. L'autre se fonde sur un conflit de valeurs, considérant la religion musulmane et ses pratiques en contradiction avec le principe de laïcité et avec les droits des femmes et des minorités sexuelles.

Figure 4.25. Aversion à l'islam par sentiment anti-immigrés



Source : Baromètre CNCDH, octobre 2016.

73. CNCDH, *La Lutte contre le racisme*. 1997, Paris, La Documentation française, 1998, pp. 442 et 461-463.

Quand on croise le niveau d'aversion à l'islam tel que la mesure notre échelle (combinant le sentiment que certaines pratiques « *posent problème pour vivre en société* » et une image moins positive de l'islam que de la religion catholique) avec une échelle de rejet des immigrés, on note une corrélation positive et forte (R de 0,45) entre nos deux indicateurs (tableau 4.10). L'aversion à l'islam augmente avec l'aversion aux immigrés et aux étrangers (figure 4.25), la proportion d'islamophobes passant de 25 % à 73 % selon que la personne a des scores faibles ou élevés sur l'échelle anti-immigrés (figure 4.25). Certes il existe des sondés à la fois réservés sur l'islam et pas du tout ethnocentristes, mais ils restent minoritaires (18 % de l'échantillon). Un même rejet vise la religion musulmane et ses fidèles, l'islamophobie la plupart du temps ne se distingue pas vraiment du racisme anti-immigré traditionnel.

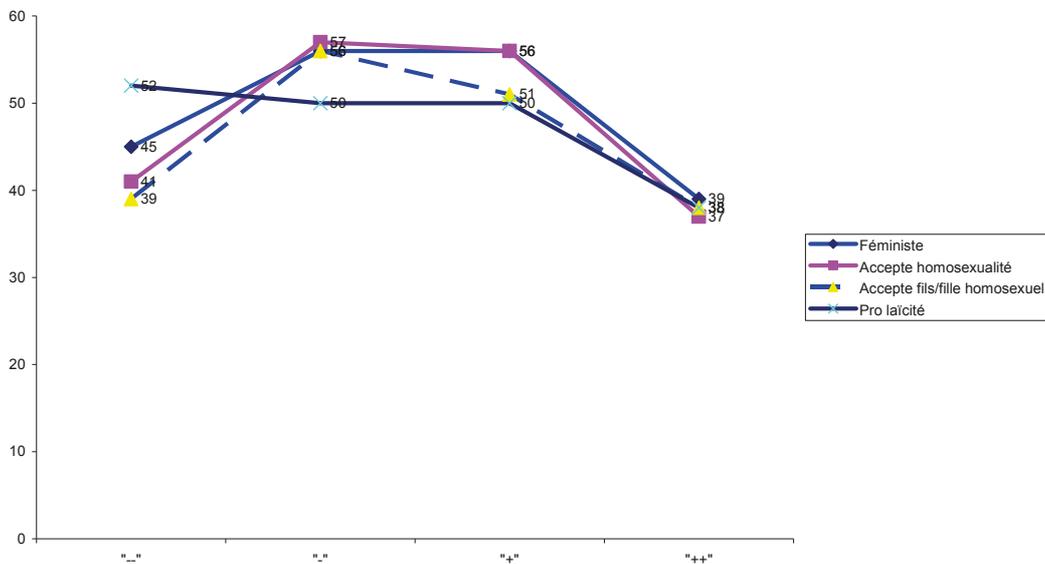
Sur le plan des valeurs avec lesquelles l'islam serait en conflit, on dispose de trois indicateurs : une question sur l'image de la laïcité (« *le mot évoque-t-il pour vous quelque chose de positif ou de négatif ou ni l'un ni l'autre ?* »), une sur le rôle des femmes (accord ou désaccord avec l'idée que « *les femmes sont faites avant tout pour faire des enfants et les élever* ») et deux sur l'acceptation de l'homosexualité. La première demande le degré d'accord ou de désaccord avec la proposition : « *l'homosexualité est une manière acceptable de vivre sa sexualité* ». La seconde, plus concrète, explore les réactions de la personne si elle apprenait que son fils ou sa fille⁷⁴ était homosexuel. Le : « *Cela ne me gênerait pas/Cela me ferait de la peine mais je la (le) laisserais vivre comme elle (il) veut/Si possible, je chercherais à la (le) faire changer/Je serais profondément choqué et je ferais tout pour la (le) faire changer* ». Contrairement à l'hypothèse d'un rejet de l'islam au nom du respect de la laïcité, on voit (figure 4.26) que la proportion de sondés rejetant l'islam atteint son niveau le plus bas (37 %) chez les sondés les plus attachés à ce principe, mais monte à 50 % et plus chez tous les autres, qu'ils en aient une image mitigée (« *plutôt positif* », « *plutôt négatif* ») ou « *très négative* »⁷⁵.

En revanche le lien entre islamophobie et libéralisme culturel apparaît plus complexe. Contrairement à l'argument selon lequel l'islam serait critiqué au nom de la défense des droits des femmes et de la liberté sexuelle, on voit que les plus féministes, les plus pro-gays, sont précisément les moins islamophobes. Mais on observe une courbe en forme de cloche, le niveau d'aversion à l'islam retombant à l'autre extrémité, chez les sondés qui ont une vision traditionnelle de la famille et de la sexualité. On trouve les plus islamophobes dans l'entre-deux, chez des sondés ni très opposés ni très favorables au féminisme et à l'homosexualité, qui n'adhèrent fortement ni à l'idéologie universaliste et égalitaire de la gauche, ni à la morale religieuse traditionnelle (figure 4.26).

74. Sur une base aléatoire une moitié de l'échantillon se voit proposer la question avec « *votre fille* », l'autre moitié avec « *votre fils* ». L'homosexualité féminine est un peu plus acceptée : 7 point d'écart si on cumule les deux premières modalités de réponses. Mais la structure est la même, on a donc cumulé les deux échantillons.

75. Les personnes à qui le terme évoque quelque chose de « *ni positif ni négatif* » n'apparaissent pas dans le graphique par mesure de simplification. Le taux d'islamophobes y est de 45 %, qui les placent en position intermédiaire entre les « *très* » et les « *plutôt* » laïcs.

Figure 4.26. Islamophobie par niveau croissant de féminisme et d'acceptation de la laïcité et de l'homosexualité



Source : Baromètre racisme, octobre 2016.

Au fil du temps, la question sur la compatibilité de certaines pratiques liées à l'islam avec la vie en société s'est étoffée de nombreux items qui ne figurent pas dans l'échelle d'aversion à l'islam initiale (la burqa, le burkini). Pour tester les relations entre ces indicateurs nous avons fait une analyse factorielle, sur le modèle de celle réalisée sur l'antisémitisme, reprenant les huit items de la série (tableau 4.18). Elle fait apparaître un premier facteur d'aversion globale à l'islam, auquel contribuent fortement les huit items, qui à lui seul explique 41 % de la variance. Le second facteur est structuré par le rejet de trois pratiques, les plus visibles dans l'espace public et concernant toutes les femmes : le port du voile, de la burqa et du burkini (en bleu dans le tableau). Le rejet des autres pratiques, lui, est négativement corrélé. Ce second facteur n'explique que 15 % de la variance, il est relativement marginal. Mais le profil de ceux qui y contribuent est très différent des premiers. Les premiers sont très à droite, voire proches du FN, catholiques mais pas les plus pratiquants. Ils sont très antilaïcs, ils ont plutôt une image traditionnelle de la femme mais ce ne sont pas les plus antiféministes. Ils ont surtout des notes très élevées sur l'échelle de sentiment anti-immigrés, et au-delà sur nos indicateurs de racisme. Les seconds, eux, ont au contraire une vision très positive de la laïcité, ils rejettent absolument la vision traditionnelle des femmes épouses et mères. Politiquement, ils ne se trouvent ni à l'extrême gauche ni à l'extrême droite, plutôt au centre droit, voire au centre gauche. Sur le plan religieux ce ne sont ni des catholiques pratiquants ni des sans-religion, plutôt des catholiques non pratiquants. Sur l'échelle anti-immigrés enfin, à la différence des premiers, ils n'ont ni des notes très basses ni des notes très hautes, plutôt une note moyenne. On a là une aversion à l'islam, une gêne par rapport à ses pratiques, qui ne se réduit pas à du racisme anti-immigrés, tout comme la critique d'Israël ne se réduit pas au vieil antisémitisme.

Tableau 4.18. Analyse en composantes principales sur les questions relatives à certaines pratiques musulmanes

« Selon vous le respect des pratiques musulmanes suivantes peut-il, en France, poser problème pour vivre en société ? »	Composante	
	1	2
Le port du voile	,698	,406
Le jeûne du Ramadan	,686	-, 403
Les prières	,712	-, 231
L'interdiction de consommer de la viande de porc ou de l'alcool	,646	-, 336
Le sacrifice du mouton lors de l'Aïd El Kebir	,640	-, 321
Le port du voile intégral	,534	,614
L'interdiction de montrer l'image du prophète Mahomet	,539	-, 089
Le port du burkini	,673	,447

Source : Baromètre Racisme, octobre 2016.

Part de variance expliquée 56 % (1^{er} facteur 41 %, 2^e facteur 15 %).

Section 4

Une progression de la tolérance envers les Roms⁷⁶

Comme on l'a vu dans le deuxième chapitre, l'indice longitudinal de tolérance pour les Roms et les gens du voyage (figure 4.17) a fortement progressé (+ 8 points depuis 2015). Après une baisse importante jusqu'en 2013, le sondage mené à l'automne 2016 confirme une tendance à l'acceptation de différents groupes tziganes, qui s'est même améliorée depuis janvier 2016 : entre janvier et octobre 2016, le niveau de l'indice s'est élevé de 5 points, passant de 36 à 41. Certes, les Roms restent la minorité la moins aimée en France, sachant que le score de l'indice de tolérance monte à 63 pour les musulmans, à 72 pour les Maghrébins et à 81 pour les noirs et les juifs : presque le double donc par rapport aux Roms et aux gens de voyage. Cependant, si l'indice général de tolérance entre janvier et octobre 2016 a progressé seulement d'un point, et les indices pour les Maghrébins, les noirs et les musulmans un peu plus (+ 2 points), la progression bien plus élevée de la tolérance pour les Roms (+ 5 points) montre qu'elle a des causes spécifiques, elle n'est pas seulement portée par la tendance de fond.

En octobre 2016, 54,3% de l'échantillon du Baromètre CNCDH pensent que les Roms – et plus spécifiquement les Roms migrants – ne veulent pas s'intégrer en France : un petit peu plus qu'en janvier 2017, mais moins qu'en décembre 2014 où ils étaient 77%. Certes, les stéréotypes les plus traditionnels restent répandus, et 70% des sondés pensent encore que les Roms migrants sont pour la plupart nomades (soit un recul de 5 points par rapport à janvier et de 10 points par rapport à 2014), révélant une réduction lente de la méconnaissance de la situation. Comme lors du rapport précédent, les préjugés les plus négatifs sont en recul. Ainsi l'idée que les Roms vivent essentiellement de vols et de trafics est aujourd'hui partagée par seulement 50,7% de notre échantillon (contre 57% en janvier 2016 et 78% en décembre 2013). Le pourcentage reste élevé, mais dans une dynamique de progression dans la connaissance et la diminution de la diffusion des préjugés. Si les préjugés, les stéréotypes, les connaissances erronées, les sentiments de peur et d'hostilité continuent à se mêler avec une force et une intensité particulières dans le cas des Roms, comparés aux autres minorités, néanmoins leur niveau de diffusion continue à baisser. La spectaculisation de la pauvreté de certains groupes roms est moins présente dans la presse. Les groupes tziganes sont moins pointés comme boucs émissaires par les élites politiques, sociales et médiatiques. L'activisme des associations pour la défense de droits des Roms et des gens de voyage s'est consolidé, réagissant contre les discriminations institutionnelles et sociétales dont ils sont victimes, et promouvant une image davantage positive dans la presse. Le niveau de racisme reste bien évidemment extrêmement élevé, par comparaison aux autres minorités, mais la tendance à une progression de la tolérance est confirmée.

76. Nous remercions chaleureusement Ruben Leria pour l'aide qu'elle a apporté dans l'analyse des dynamiques d'hostilité à l'égard des Roms.

I. Les Roms... c'est-à-dire ?

Les groupes roms constituent une galaxie de communautés qui n'ont ni la même histoire ni une culture homogène ni une religion unique⁷⁷. Il est difficile d'estimer leur nombre. On parle de 12 à 15 millions de personnes dans le monde entier. La majeure partie vit en Europe, dont 60 % à 70 % dans les démocraties post-communistes. Traçons, à titre indicatif, une ligne qui relie Rome à Helsinki, en passant par Vienne et Prague. À l'est de ce tracé imaginaire se situent les communautés qui s'autoqualifient « Roms ». À l'ouest de la ligne, on trouve des groupes aux noms différents : Manouches, Sintés, Kalés, Romanichels, avec des minorités très réduites de Roms⁷⁸. En France, on observe la même hétérogénéité. Aux côtés des Roms d'immigration récente, dont certains vivent dans des conditions de très grande précarité, on en trouve qui sont citoyens français. Ces derniers sont issus de plusieurs vagues d'immigration datant du début du xx^e siècle, de l'entre-deux-guerres, mais aussi de l'après-guerre. La plupart d'entre eux poursuivent une stratégie de l'invisibilité, essayant de ne pas attirer l'attention sur leur comportement. De la même manière, les rapports entre Roms d'immigration récente, Roms et Manouches français ne relèvent pas toujours de la solidarité, ni de la reconnaissance d'une identité commune.

Un élément de complication vient du fait que le terme « Roms » utilisé au sens générique a été choisi par l'Union romani internationale en 1971 afin d'inclure l'ensemble des groupes « tziganes »⁷⁹. Avec cette définition extensive des Roms, le Conseil de l'Europe estimait en 2012 qu'ils étaient en France entre 300 et 500 000, soit autour de 0,6 % de la population⁸⁰. On note de plus une très forte méconnaissance de la présence de ces groupes au sein de la société française. Plus de 60 % de nos sondés ont tendance à en surestimer le nombre. À la question « *Quelle est la proportion de Roms en France sur l'ensemble de la population ?* », seulement 41 % ont répondu « *moins de 1 %* », 18,5 % ont répondu « *entre 1 % et 3 %* », 17 % « *entre 3 % et 5 %* », et 23 % ont répondu « *plus de 5 %* ».

Les groupes tziganes en France sont très différenciés entre eux, selon leur origine, leur statut juridique, leurs modes de vie. La grande majorité est composée des « gens du voyage », communauté estimée à environ 350 000 personnes⁸¹. Le terme correspond à la catégorie administrative apparue dans les textes officiels dès 1972 et qui s'applique aux personnes visées par la loi du 3 janvier 1969 pour désigner des populations françaises mal identifiées (les Manouches, les Gitans, les forains, les Yéniches, etc.) du fait de leur mode de vie itinérant. Pour simplifier, ce terme correspond à une population « *sans domicile ni résidence*

77. Martin Olivera, « Les Roms comme « minorité ethnique » ? Un questionnaire roumain », in *Études tziganes*, vol. 39-40, Paris, 2010, pp. 128-150.

78. Leonardo Piasere, *Roms : une histoire européenne*, Bayard Jeunesse, Paris, 2011.

79. Définition qui a été critiquée par de nombreux groupes tziganes. Elle a ensuite été officiellement adoptée par l'Union européenne et le Conseil de l'Europe, cf. Jean-Pierre Liégeois, *Council of Europe and Roma : 40 Years of Action*, Strasbourg, 2010.

80. <http://hub.coe.int/fr/web/coe-portal/roma>.

81. Hubert Derache, *Appui à la définition d'une stratégie interministérielle renouvelée concernant la situation des gens du voyage*, Paris, 2013, Rapport au Premier ministre, http://www.fnasat.asso.fr/Rapport_Derache_072013.pdf.

fixe⁸² ». En suivant les recommandations de la CNCDH de 2012⁸³, on peut définir les gens du voyage comme des citoyens français qui ont un mode de vie fondé à l'origine sur la mobilité, même si nombre d'entre eux sont aujourd'hui sédentaires. Ils recouvrent des réalités sociales et économiques très diverses. En France, on trouve aussi des groupes qui s'autodéfinissent comme étant des Roms. Certains d'entre eux sont citoyens français, immigrés en France à partir de la fin du XIX^e siècle, d'autres sont des citoyens bulgares, roumains, kosovars ou provenant d'autres pays d'Europe de l'Est. Seule une petite minorité des Roms ainsi définis – entre 15 000 et 20 000, principalement issus d'une immigration récente venant de Bulgarie et surtout de Roumanie – vit dans une très grande précarité, dans des bidonvilles. Les autres ne sont pas « visibles », et ne vivent pas dans des conditions de misère extrême.

Puisqu'on rencontre de nombreuses difficultés à leur trouver des caractéristiques ethniques communes, dans les documents officiels, c'est souvent une identification négative qui prévaut quand ils essaient de définir les Manouches, les gens du voyage et les Roms. Cela souligne le niveau élevé de rejet social dont ils font l'objet. Si on regarde nos indicateurs d'hostilité, les gens du voyage et *a fortiori* les Roms sont les groupes les plus méconnus et confrontés au plus grand rejet de la part du reste de la population. Cependant, depuis janvier 2015, on constate que ces sentiments négatifs ont non seulement cessé d'augmenter mais ont même fortement baissé.

II. Une inversion de tendance ?

Nous sommes donc en présence d'une mosaïque de fragments ethniques, auxquels se superpose une pluralité de statuts juridiques (citoyens français, ressortissants des pays de l'Union européenne ou d'autres pays européens, apatrides). Confrontées à cette hétérogénéité, traditionnellement les questions de l'enquête CNCDH portent à la fois sur les Roms et sur les gens du voyage. Si l'on s'en tient aux six dernières années, les chiffres indiquent, à partir de 2013, l'émergence d'une nouvelle tendance. À la fin de 2013, plus de 87 % de la population considéraient les Roms comme un « groupe à part » dans la société, soit une augmentation de 21 points depuis janvier 2011. Toutefois, en octobre 2016, ce n'est plus le cas que de 66 % des sondés (ils étaient 74 % en janvier 2016). Quant aux gens du voyage, on n'observe pas de grandes différences avec les Roms (figure 4.27).

Dans les villes, le progrès de la scolarisation des enfants en provenance des bidonvilles a permis de déconstruire le préjugé selon lequel les Roms ne sont pas intégrables. Par exemple, dans une recherche qualitative, Audrey Gagnon souligne que plusieurs répondants ont affirmé que les Roms font des efforts d'intégration ou désirent s'intégrer puisque les parents scolarisent leurs enfants. Également, les contacts qui se développent dans des lieux non associés à ces

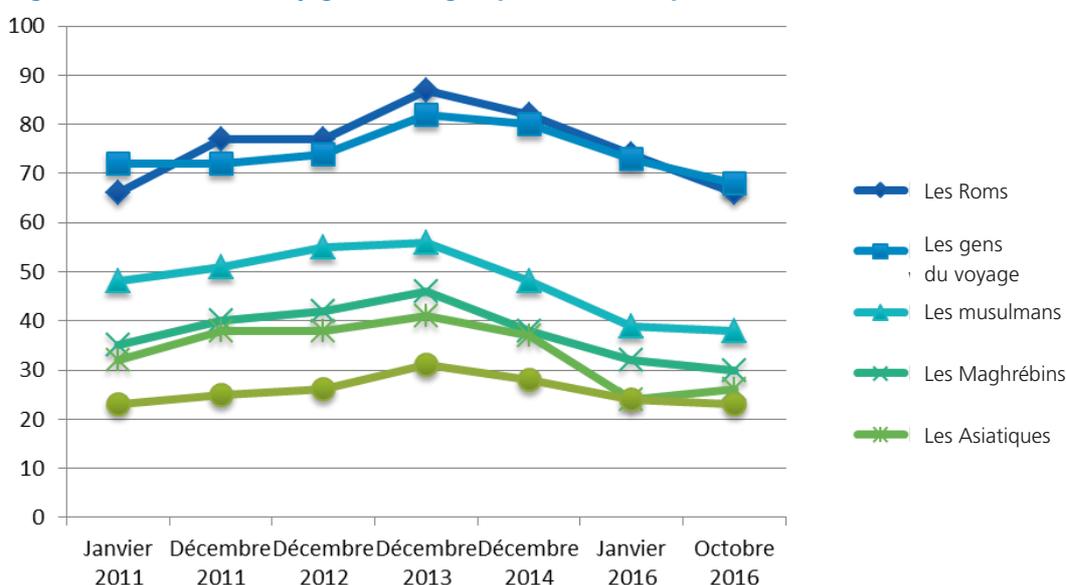
82. Un livret de circulation s'est substitué à l'ancien carnet de circulation le 5 octobre 2012, après une décision du Conseil constitutionnel sur la conformité de la loi 1969/3. Voir aussi Marc Bordigoni, *Gens du voyage, droit et vie quotidienne en France*, Paris, Dalloz Sirey, 2013.

83. CNCDH, *Roms – Gens du voyage. Avis sur le respect des droits des Gens du voyage et des Roms migrants au regard des réponses récentes de la France aux instances internationales*, adopté par l'Assemblée plénière du 22 mars 2012.

stéréotypes (fête de la ville, cour de récréation à l'école, files d'attente dans des services municipaux) permettent de déconstruire certains préjugés⁸⁴.

Le pourcentage de ceux qui considèrent les Roms comme un groupe «ouvert aux autres» avait diminué de moitié (de 8% à 4%) de 2010 à 2013, en 2014, il était remonté à 6,7% dans le cas des Roms et à 10,5% pour les gens du voyage. En 2016, on note une progression de ce taux pour les gens du voyage (13,6% en janvier, 16% en octobre), comme si un nombre croissant de personnes établissait des relations sociales positives avec les «voyageurs». On remarque aussi une légère augmentation pour les Roms. Si on considère les deux populations ensemble, on voit donc que 15% jugent Roms, Manouches, Kalés et gens du voyage comme des personnes ne formant pas spécialement un groupe, 13% estiment qu'ils sont un groupe «ouvert aux autres», et 67% qu'il s'agit d'un «groupe à part» dans la société.

Figure 4.27. Tendances à juger divers groupes comme «à part dans la société»



Source : Baromètres CNCDH 2011-2016.

Le graphique 4.27 montre une diminution constante, au cours des deux dernières années, de la tendance à juger différents groupes comme «à part dans la société», et cela vaut pour toutes les minorités sauf pour les Asiatiques. En janvier 2011, il n'y avait que 18 points d'écart dans les réponses à cette question entre les Roms et les musulmans. Cette différence a atteint 31 points fin 2013, puis 34 points fin 2014, mais elle redescend à 28 points en octobre 2016. Une lecture attentive des chiffres nous montre donc en même temps un recul important de ce préjugé envers les Roms, surtout par rapport à l'autre minorité très stigmatisée, celle des musulmans. Par rapport aux autres groupes, l'écart est de 36 points par rapport aux Maghrébins, + 40 par rapport aux Asiatiques (c'était + 45 en décembre 2014), + 43 par rapport aux juifs (à noter qu'elle était de 56 points en 2013).

84. Audrey Gagnon, *La Construction des attitudes envers les Roms : le cas français*, thèse de maîtrise, département de science politique, Université de Montréal, 2016.

Nous sommes donc en présence d'une baisse de l'hostilité qui se confirme envers les Roms et les gens du voyage depuis deux ans, et qui évidemment doit être corrélée avec le recul plus général du sentiment que les minorités forment des groupes à part dans la société, mais qui a aussi ses raisons propres.

III. Antitziganisme et romaphobie

Un préjugé est une attitude ou une opinion dirigée contre les membres d'un groupe ou d'une catégorie sociale. Il combine des croyances et des jugements de valeur avec des prédispositions émotionnelles. Les préjugés jouent un rôle clé dans la dynamique de justification des discours, des propos ainsi que des politiques, des actions et des pratiques discriminatoires. Les chercheurs débattent aujourd'hui sur la pertinence des concepts d'« *Antigypsyism* » ou de « *Romaphobia* »⁸⁵. Le point en commun de ces analyses est la forte structuration de certaines attitudes et émotions contre les personnes dites « Roms ». Ainsi, un regard négatif sur les Roms peut aller jusqu'à la non-condamnation de propos racistes, comme « *sale Rom* », tenus en public. On assiste toutefois à une légère baisse de la proportion de ceux qui estiment que les personnes tenant publiquement des propos racistes contre les Roms « *ne doivent pas être condamnées du tout* » : ils sont 16,2 % en octobre 2016 (13,6 % en janvier), contre 17,4 % fin 2014. Un examen approfondi des données indique un resserrement de l'écart avec les autres groupes. En 2013 et 2014, on mesurait encore un écart de – 8 points quand on comparait les réactions aux propos anti-Roms et anti-Français. Aujourd'hui cet écart n'est plus que de – 1,5 point, très similaire à l'écart par rapport aux autres minorités.

De plus, une analyse détaillée des chiffres permet de mieux comprendre la dynamique des préjugés dans le temps, et en particulier leur diffusion au cours de la dernière année. Si, en 2013 et 2014, 86 % des personnes interrogées considéraient que les Roms migrants étaient pour la plupart nomades⁸⁶, aujourd'hui cette opinion n'est plus partagée « que » par 70 % de notre échantillon. On passe de 2,4 % des personnes interrogées qui ne sont « *pas du tout d'accord* » avec cette affirmation en 2014 à 5 % en octobre 2016, auxquelles on peut ajouter les 13,4 % « *pas vraiment d'accord* ».

En outre, si en 2014, 85 % de l'échantillon considérait que les Roms « *exploitent très souvent les enfants* », soit une légère baisse par rapport à l'année précédente, en janvier 2016 ce pourcentage est tombé à 68,6 % et à 63,7 % en octobre 2016. On assiste donc à une inversion de tendance après l'augmentation spectaculaire des années précédentes. D'après ces chiffres, l'image des Roms comme voleurs et trafiquants, partagée par plus des trois quarts de la population en 2014

85. Aidan McGarry, *Romaphobia. The Last Acceptable Form of Racism*, Londres, Zed Books, 2017. « The Alliance against Antigypsyism », dans son texte *Antigypsyism. A Reference Paper*, www.antigypsyism.eu, 2016, p. 6 souligne : « *The term antigypsyism – in citing the majority's projections of an imagined out-group of 'gypsies' which simultaneously constructs an imagined in-group – is analytically more accurate and makes clear that other groups – Sinti, Travellers, Manouches, Egyptians – are equally affected* ».

86. Un pourcentage très similaire à celui qu'on trouve en Italie en 2007 (84 %) : Tommaso Vitale, Paola Arrigoni, Enrico Claps, « Regards croisés. Antitziganisme et possibilité du vivre ensemble, Roms et gadjés, en Italie », in *Études tziganes*, 35, 2009, pp. 80-103.

(77,5%) ne l'est plus que par 50,7% à l'heure du dernier sondage CNCDH, soit un recul important de presque 27 points. Cette tendance est confirmée si l'on se penche sur l'opinion selon laquelle les Roms « ne voudraient pas s'intégrer » en France. Elle était partagée par 77% de la population en 2014, la première fois que l'on a posé cette question dans l'enquête CNCDH, elle est tombée à 54,3% en 2016. Si, pour plus de moitié des Français, les Roms sont donc toujours des nomades, des personnes qui exploitent les enfants, des voleurs qui ne veulent pas s'intégrer, en examinant attentivement les chiffres on constate une baisse significative du nombre de personnes partageant ces préjugés par rapport au passé. Mais, là encore, nous ne pouvons savoir si la baisse observée depuis deux ans dénote un vrai changement de tendance qui va se poursuivre dans les années à venir.

Les entretiens en face à face conduits par l'institut de sondage CSA pour la CNCDH en 2013 permettaient de recueillir des propos extrêmement agressifs vis-à-vis des Roms, exprimant de la colère et laissant libre cours à des émotions négatives à leur égard ; aversion et dégoût, accusation d'impureté et refus du contact ; déception et frustrations dues à leur incapacité supposée à changer, mépris et même haine, chez certains, en lien avec la croyance en leur différence et leur infériorité. Même si on a vu que la diffusion de certains stéréotypes a baissé, on ne peut sous-estimer le contenu très négatif de certains sentiments à l'égard des Roms.

On sait également qu'il y a d'autres préjugés envers les Roms qui n'ont pas été mesurés avec le Baromètre CNCDH, notamment ceux qui les voient comme uniquement pauvres et victimes, liés à un imaginaire de vulnérabilité, de mendicité et de misère. Or la représentation des Roms comme pauvres pose aussi problème. C'est le stéréotype d'un groupe ethnique vu comme socialement homogène, et donc sans opportunité de mobilité sociale ascendante, sans parcours possible de réussite sociale et d'intégration⁸⁷. Pourtant, la plupart des Roms en France ne vivent pas dans la misère⁸⁸. Mais l'image des Roms reste liée à un imaginaire de pauvreté et de marginalité, véhiculé par les images médiatisées des bidonvilles, ainsi que celles des évacuations et des destructions des campements. Les représentations majoritaires des Roms ne rendent absolument pas compte de la stratification au sein même des différents groupes, ni de la multiplicité des groupes familiaux, ni de la diversité des carrières individuelles. On les voit comme un bloc uniforme, doté d'une culture homogène, sans différences socioprofessionnelles et avec des revenus comparables. Ils sont encore et toujours considérés comme pauvres et incapables. Beaucoup de citoyens pensent selon l'expression consacrée que ce sont « toujours les mêmes » qui depuis trente ans demandent l'aumône. Même s'il existe de nombreux cas d'intégrations réussies, de cohabitations satisfaisantes et de mobilité sociale ascendante, ces succès ne sont pas encore suffisamment repris dans les médias,

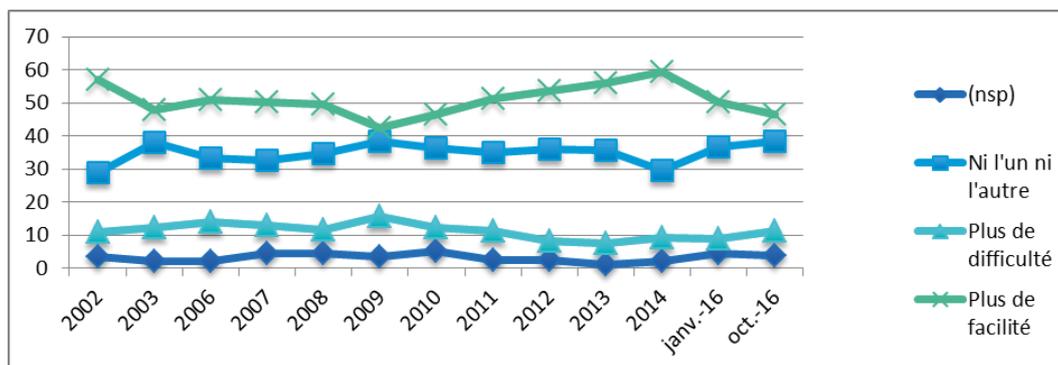
87. Ce qui est contraire aux résultats de recherches portant sur les Roms roumains en France : « *Malgré la multitude de problèmes qu'ont rencontrés les citoyens roms de l'UE vivant en France, lorsqu'on leur a demandé d'évaluer leur vie en France par rapport à leur vie en Roumanie, 97% des personnes interrogées ont déclaré que leur vie était meilleure en France (80% ont affirmé que leur vie était bien meilleure tandis que 17% ont déclaré qu'elle était meilleure)*. European Roma Rights Center, *Destruction des progrès, progression des destructions : les femmes et les enfants roms, citoyens européens en France*, 2014, p. 44, www.errc.org.

88. Thomas Aguilera, Tommaso Vitale, « Bidonvilles en Europe, la politique de l'absurde », in *Revue Projet*, 348, 2015, pp. 68-76.

même s'ils commencent à leur porter plus d'attention⁸⁹. Également, certaines recherches qualitatives montrent que des politiques d'intégration municipales encouragent les contacts et améliorent les relations intergroupes avec les Roms, avec des effets d'atténuation des préjugés⁹⁰, et que les contacts quotidiens facilitent la formation d'attitudes positives⁹¹.

Une dernière famille de préjugés est liée à l'immoralité supposée des Roms. En 2013, l'étude qualitative menée par CSA pour la CNCDH montrait un sentiment d'hostilité lié à une représentation des Roms comme des « parasites » profitant du système d'aide sociale, qui s'enrichiraient en France pour mieux accumuler les richesses dans « leur pays » (comme s'ils étaient par définition tous étrangers), grâce aux aides au retour. Ils seraient en même temps « hors système » car mendiants, clochards, voleurs et capables de profiter des différentes formes d'aides publiques tout en exploitant la générosité du Gouvernement français. Vus comme opportunistes, les Roms sont souvent décrits comme destinataires d'aides publiques imméritées face aux chômeurs français. Ils auraient toujours « des grosses berlines tout aussi neuves », ce seraient « des gens qui n'ont rien à faire chez nous », des étrangers qui doivent être pris en charge par d'autres États européens, voire par l'Europe elle-même et « ses technocrates ». Ils auraient une « culture » d'assistés, ils ne veulent pas travailler, n'apportent rien au contrat social, sont privilégiés dans l'accès aux logements sociaux et aux aides sociales, etc. Il s'agit d'un préjugé tenace et ancien. Toutefois, en analysant en détail la figure 4.28, on constate là aussi une baisse du pourcentage des citoyens qui pensent que, en France, lorsqu'on est d'origine étrangère ou immigrée, on a plus de facilité pour accéder aux aides sociales : de novembre 2009 à décembre 2014, la proportion est passée de 44 % à 59 %, mais en octobre 2016 elle est tombée à 46,5 %, donc au niveau de 2010.

Figure 4.28. Perception de facilité d'accès aux prestations sociales de l'État providence pour les immigrés



Source : Baromètres CNCDH 2002-2016.

89. On pense par exemple à Anina Ciuciu, *Je suis tzigane et je le reste*, Paris, City Editions, 2014.

90. Tommaso Vitale, « Territorial Conflicts and New Forms of Left-Wing Political Organization : from Political Opportunity Structure to Structural Contexts of Opportunities », *Sociologica. Italian Journal of Sociology on Line*, vol. 9, n° 3, 2015. DOI : 10.2383/82475.

91. Pour une fondation théorique, en dialogue critique avec les conditions élaborées par Allport pour le développement d'attitudes intergroupes positives, voir Thomas F. Pettigrew, Linda R. Tropp, Ulrich Wagner et Oliver Christ, « Recent Advances in Intergroup Contact Theory », in *International Journal of Intercultural Relations* (35), pp. 271-280, 2011.

IV. L'échelle de romaphobie

Pour mieux comprendre la dynamique et la distribution des préjugés envers les Roms, nous avons construit une échelle d'hostilité, classant les réponses aux questions selon l'intensité de l'attitude mesurée. Le tableau 4.19 montre l'ensemble des questions utilisées pour la construction de l'échelle en 2014, janvier 2016 et octobre 2016, ainsi que les réponses dénotant le niveau le plus haut d'hostilité, et leurs résultats. D'après ces pourcentages, on constate déjà une diminution régulière du rejet sur tous les items.

Tableau 4.19. Questions pour la construction de l'échelle de romaphobie (%)

	2014	Janv. 2016	Oct. 2016
À votre avis, les personnes qui tiennent publiquement des propos racistes, comme « sale Rom », doivent-elles être condamnées sévèrement par la justice, condamnées mais pas sévèrement ou bien ne pas être condamnées ? Oui, elles doivent être condamnées sévèrement/ Oui, elles doivent être condamnées mais pas sévèrement/ Non, elles ne doivent pas être condamnées :	18,7	13,6	16,2
Voici quelques opinions que nous avons entendues à propos des Roms migrants. Dites-moi si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, pas vraiment d'accord ou pas d'accord du tout avec chacune d'entre elles. Les Roms migrants...			
... sont pour la plupart nomades : Pas d'accord du tout/Pas vraiment d'accord/Plutôt d'accord/ Tout à fait d'accord	45,6	36,3	31,8
... exploitent très souvent les enfants : Pas d'accord du tout/Pas vraiment d'accord/Plutôt d'accord/ Tout à fait d'accord	45,2	34,1	34,2
... vivent essentiellement de vols et de trafics : Pas d'accord du tout/Pas vraiment d'accord/Plutôt d'accord/ Tout à fait d'accord	40,8	26,8	23,9
... ne veulent pas s'intégrer en France : Pas d'accord du tout/Pas vraiment d'accord/Plutôt d'accord/ Tout à fait d'accord	43,0	26,4	27,0
Pour chacune des catégories suivantes [les Roms/les gens du voyage], dites-moi si elle constitue pour vous actuellement en France... : Des personnes ne formant pas spécialement un groupe/Un groupe ouvert aux autres/ Un groupe à part dans la société	80,9	73,7	67,2
Pour chacune des opinions suivantes, dites-moi si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas d'accord du tout ? Les Français roms/gens du voyage sont des Français comme les autres : Tout à fait d'accord/Plutôt d'accord/Plutôt pas d'accord/ Pas d'accord du tout :	19,4	14,8	13,2

L'échelle de romaphobie que nous avons construite fournit un indicateur global d'hostilité à l'encontre des Roms. On a construit le même indicateur pour les trois dernières vagues du sondage de la CNCDH. La matrice de corrélations nous indique que les sept variables sont suffisamment corrélées pour former un indicateur global de romaphobie.

Tableau 4.20. Matrice des corrélations entre les opinions à l'égard des Roms, octobre 2016

	Sale Rom	Nomades	Exploitent les enfants	Vols et de trafics	Pas s'intégrer	Groupe à part	Français comme les autres	Corr. item
Sale Rom	1	0,039	0,048	0,137**	0,128**	0,061	0,167**	0,784**
Roms nomades		1	0,368**	0,444**	0,474**	0,198**	0,223**	0,723**
Exploitent les enfants			1	0,633**	0,561**	0,193**	0,350**	0,695**
Vols et de trafics				1	0,647**	0,226**	0,399**	0,667**
Pas s'intégrer					1	0,248**	0,368**	0,671**
Groupe à part						1	0,233**	0,758**
Français comme les autres							1	0,725**

* La corrélation est significative au niveau 0,05 (2-tailed).

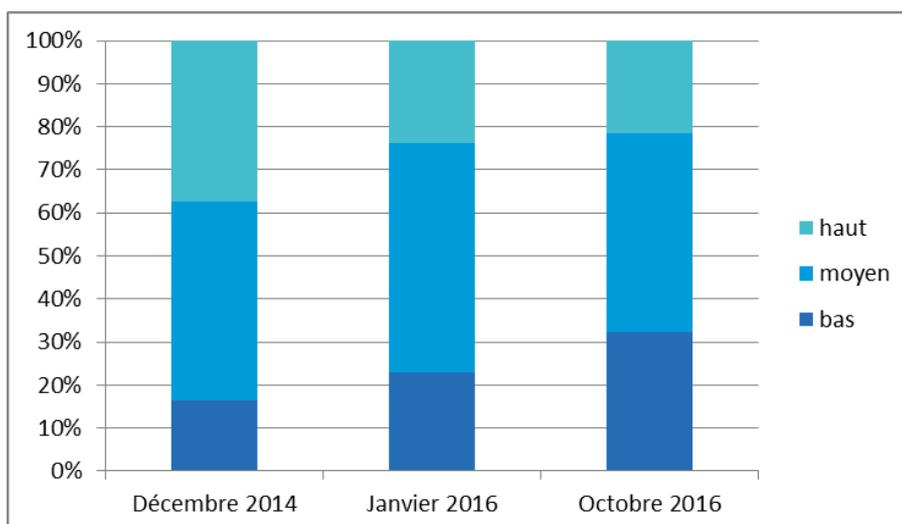
** La corrélation est significative au niveau 0,01 (2-tailed).

Source : Baromètre CNCDH octobre 2016.

Corrélations mesurées par le R de Pearson. Questions et échelles sont orientées dans le sens de l'hostilité aux Roms, la dernière colonne indique la corrélation de l'item à l'échelle de romaphobie.

Cette échelle d'attitude d'hostilité envers les Roms permet de hiérarchiser les répondants du niveau le plus bas des préjugés au niveau le plus élevé, celui-ci comprenant les réponses de ceux qui ne considèrent pas les Français roms comme des Français à part entière, ceux qui prennent les Roms essentiellement pour des voleurs, des nomades et des exploiters d'enfants ne voulant pas s'intégrer en France, ceux qui pensent également que certains propos racistes tenus publiquement contre les Roms ne doivent pas être condamnés. La figure 4.29 compare les niveaux de romaphobie en 2014, janvier 2016 et octobre 2016. Sur cette échelle, l'hostilité à l'encontre des Roms a chuté depuis la fin de 2014, la proportion de notes élevées passant de 37,3% à 21,6%, et le pourcentage de notes basses a sensiblement progressé, passant de 16,5%, à 22,9% au début de l'année, pour arriver à 32,4% à l'automne 2016.

Figure 4.29. Échelle de romaphobie, année 2014, janvier 2016 et octobre 2016 (%)

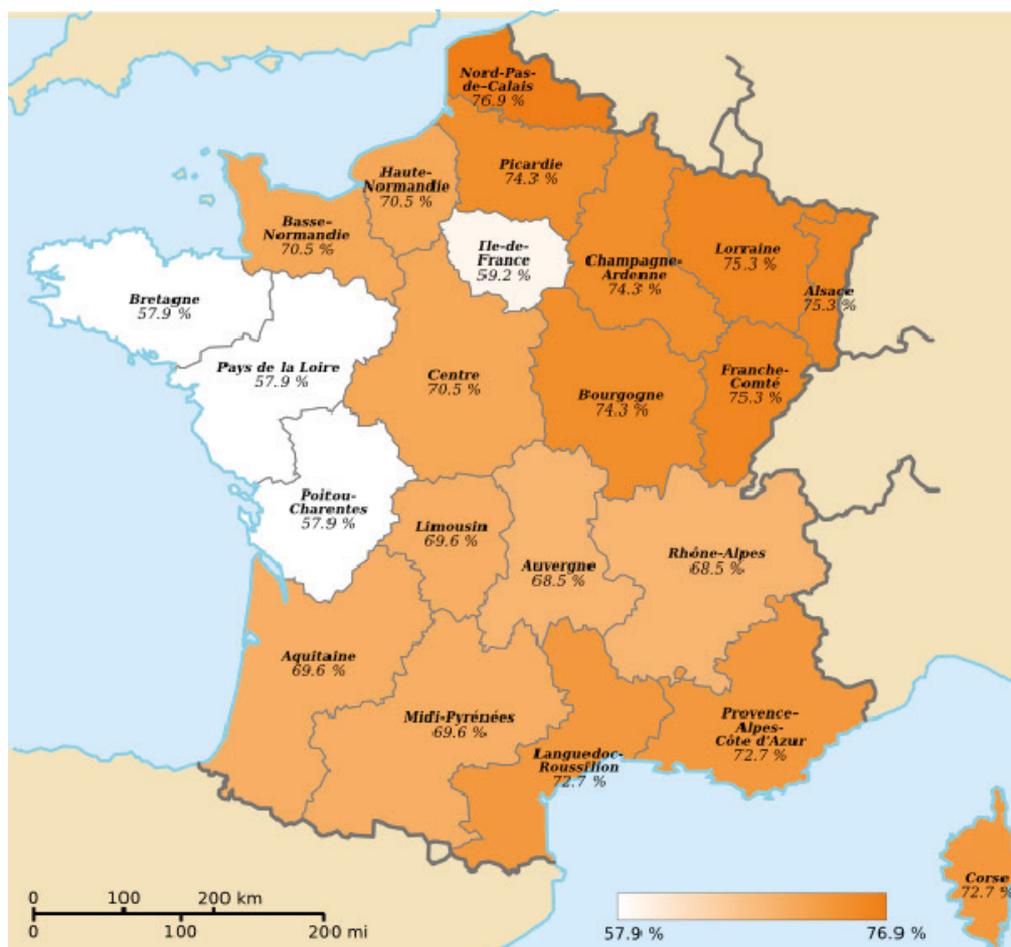


Source : Baromètres CNCDH 2014-2016.

Il est important de noter que la diffusion des sentiments négatifs à l'égard des Roms n'est pas uniforme au sein de l'Hexagone. Notre échantillon n'est pas suffisamment large pour voir des différences d'un département à l'autre, ou d'une région à l'autre, mais nous permet quand même d'observer les différences les plus importantes par grande région, avec un découpage territorial qui distingue l'Île-de-France, le Bassin parisien Ouest, le Bassin parisien Est, le Nord, l'Ouest, l'Est, le Sud-Ouest, le Sud Est et la Méditerranée. Pour mieux visualiser les différences territoriales, nous n'avons additionné et projeté sur la carte que les valeurs élevées et moyennes de romaphobie.

On voit bien que la région Île-de-France est le lieu où le niveau de romaphobie est le plus bas, puisque « seulement » 59% de la population obtient des résultats de moyens à élevés sur l'échelle de romaphobie. Sur le plan de la distribution territoriale, on constate que les villes de moins de 20000 habitants et les territoires ruraux ont des pourcentages de population avec des scores bien au-dessus de la moyenne. Il ne s'agit malgré tout que de tendances qu'on ne peut pas étudier en profondeur à cause de la taille limitée de notre échantillon. On remarque aussi un bas niveau d'hostilité dans les régions de l'Ouest.

Figure 4.30. Romaphobie (niveau moyen ou élevé) par macro-région, octobre 2016 (%)



Source : Baromètre CNCNH octobre 2016 ;

V. Les facteurs explicatifs des préjugés romaphobes

Les attitudes hostiles aux Roms s'expliquent par les mêmes facteurs que l'ethnocentrisme et l'antisémitisme, analysés dans la section précédente. Le tableau 4.21 présente les facteurs classiques d'analyse des préjugés. Comme on l'a vu, en octobre 2016, 67,6 % de la population ont des scores moyens ou élevés sur l'échelle de romaphobie (ils étaient 83,5 % en 2014). Le tableau indique les variations de ce pourcentage en fonction de plusieurs variables sociodémographiques, spécifiques à la sociologie du racisme. Le tableau valorise les différences entre janvier et octobre 2016. Si l'on regarde seulement les données les plus récentes, on voit que l'hostilité à l'encontre des Roms est plus fréquente chez les adultes entre 45 et 59 ans (71,5 %), chez les non-bacheliers (76 %), les ouvriers (75 %), les employés (74 %), les artisans, les commerçants et les chefs d'entreprise (73 %), chez les individus avec moins de 3 000 euros de revenus mensuels et ayant le sentiment que leur situation économique se dégrade (80 %). On remarque que, comme c'était le cas pour l'ethnocentrisme et l'antisémitisme (voir section 3 de ce chapitre), les sentiments négatifs envers les Roms sont un peu plus élevés chez les catholiques non pratiquants (75 %) ou occasionnels (78 %) que chez les catholiques pratiquants réguliers (67 %), et le pourcentage baisse encore parmi ceux qui vont à la messe une fois par semaine. En revanche les non-croyants (60 %) ou les croyants d'une autre religion (65,5 %) sont moins hostiles.

Tableau 4.21. Facteurs explicatifs de la romaphobie (%)

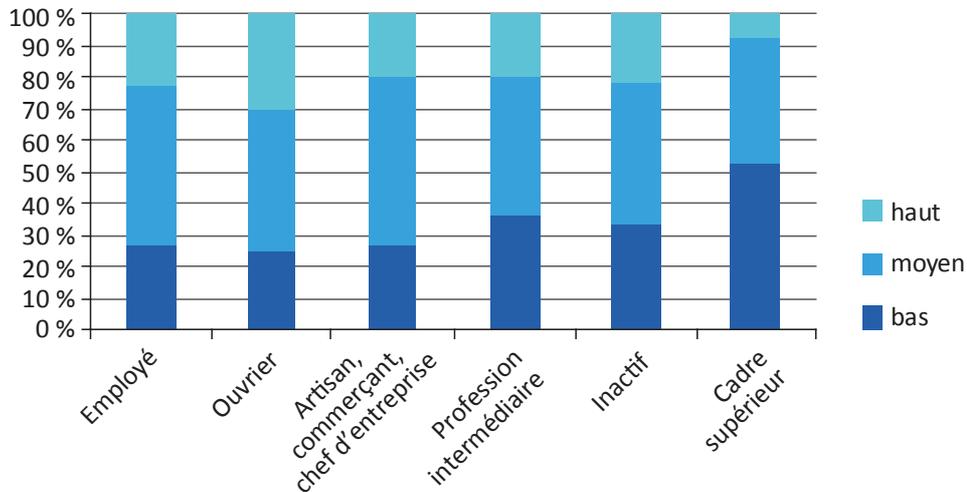
% de scores moyens ou élevés sur l'échelle de romaphobie	Scores 2-3 Janvier 2016	Scores 2-3 Octobre 2016
Sexe		
Homme	75	67
Femme	80	68
Âge		
18-24 ans	77	57,5
25-34 ans	77	62
35-44 ans	74	69
45-59 ans	74	71,5
60 +	81	70
Diplôme		
Moins que le bac	84	76
Bac	78	66
Bac + 2	73	61
Bac + 3	61	49
Catégorie socioprofessionnelle (ancienne profession retraités recodée)		
Agriculteur	100	82
Artisan, commerçant, chef d'entreprise	76,5	73
Cadre supérieur	60,5	48
Profession intermédiaire	76	64
Employé	86,5	74
Ouvrier	81	75
Inactif	80	66

Échelle gauche/droite		
Gauche (1,2)	59	48
Centre gauche (3)	73	59
Centre (4)	82	76
Centre droit (5)	82	71
Droite (6,7)	93	89
Revenus mensuels		
Moins de 1 400 euros	82,5	71,5
1 400-2 000	80	70,5
2 000-3 000	79	71,5
+ 3 000	68	57
Pratique religieuse catholique		
Pratiquant régulier	79	67
Pratiquant occasionnel	80	78
Non-pratiquant	85	75
Autre religion	68	65,5
Sans religion	70	60
Situation économique ressentie « Je vis moins bien qu'il y a quelques années »		
Tout à fait d'accord	82	80
Plutôt d'accord	81	71
Plutôt pas	76	60
Pas du tout	61	53
Ensemble	77	68

Source : Baromètre CNCDH, octobre 2016.

Si on regarde les catégories pour lesquelles la baisse de l'hostilité a été supérieure à la moyenne (- 9%), on découvre que, tout au long de l'année 2016, la réduction de l'hostilité a été plus marquée chez les jeunes de 18 à 24 ans (- 19,5%) et chez les jeunes adultes de 25 à 34 ans (- 15%). Cette dynamique a été également bien plus importante parmi les personnes qui se classent au centre gauche (- 14%) et parmi celles qui n'ont pas subi une dégradation de leur niveau de vie (- 16%). La figure 4.31 montre les différents niveaux d'hostilité envers les Roms par catégorie socioprofessionnelle et souligne la diffusion, au sein des classes moyennes supérieures et des classes supérieures, d'attitudes beaucoup plus ouvertes et tolérantes que parmi les employés et les classes populaires. On note aussi une dynamique de réduction de la proportion de cadres supérieurs hostiles aux Roms au cours de l'année 2016 (- 12%).

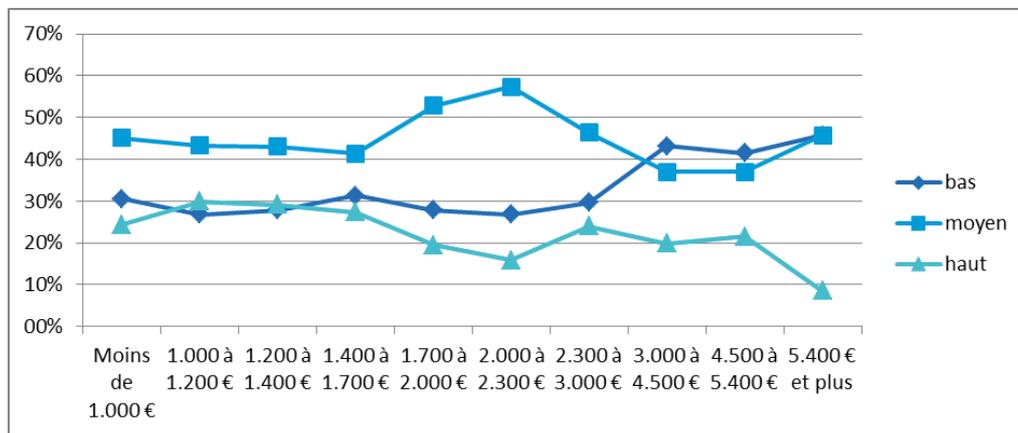
Figure 4.31. Échelle de romaphobie par catégorie socioprofessionnelle, octobre 2016 (%)



Source : Baromètre CNCDH, octobre 2016.
Retraités et chômeurs classés en fonction de leur ancienne profession.

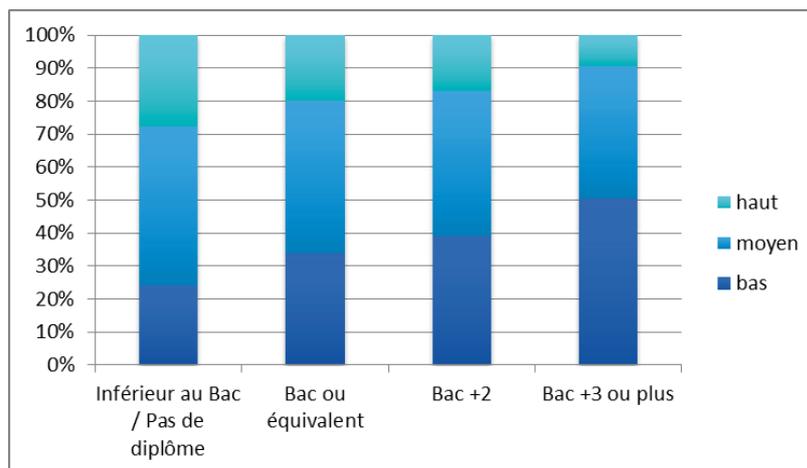
Le rapport entre niveau de revenus et hostilité demeure très fort aussi, et mérite d'être observé finement. Il fait apparaître une réduction nette de l'hostilité chez les titulaires de revenus supérieurs à 3 000 €, et l'importance du niveau moyen d'hostilité chez les titulaires de revenus moyens, entre 1 700 € et 3 000 €.

Figure 4.32. Échelle de romaphobie par niveau de revenu, octobre 2016 (%)



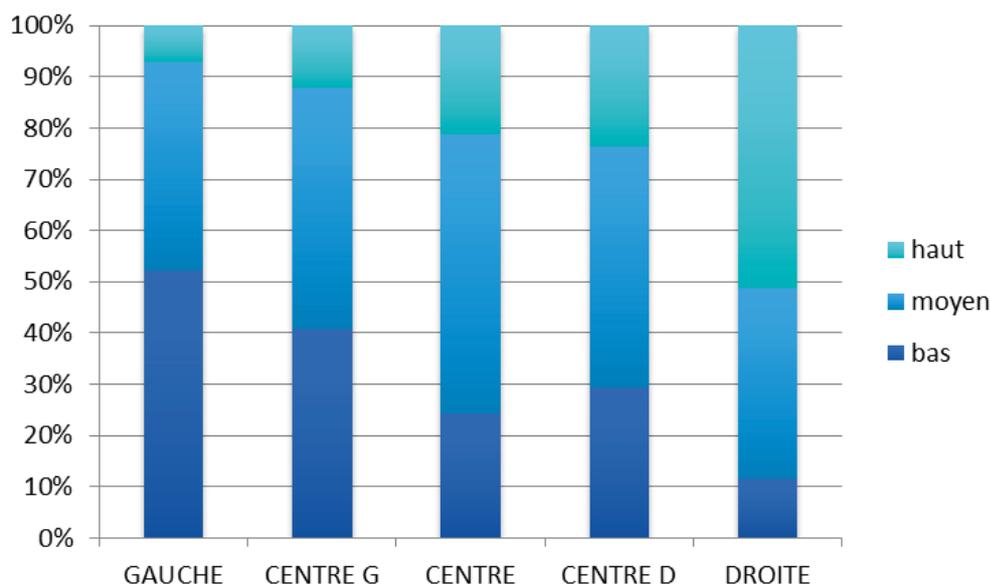
Source : Baromètre CNCDH octobre 2016.

Comme le montrent tous les travaux sur le racisme, la tolérance augmente avec le diplôme. Le cas des Roms en France ne fait pas exception à cette règle (figure ci-contre).

Figure 4.33. Échelle de romaphobie par diplôme, octobre 2016 (%)

Source : Baromètre CNCDH, octobre 2016.
Dernier diplôme obtenu.

Ces préjugés envers les Roms sont beaucoup moins fréquents à gauche qu'à droite de l'échiquier politique : 93% des sympathisants du Front national, 80% des proches du parti Les Républicains sont hostiles aux Roms. Ils sont plus nombreux parmi les sympathisants du Parti socialiste que parmi ceux qui soutiennent la « gauche de la gauche » (65% contre 45% chez les partisans du Front de gauche, des communistes, des trotskistes). Les sympathisants d'Europe Écologie Les Verts se positionnent entre les deux (55%). La figure 4.34 montre la répartition des scores par rapport à l'autopositionnement politique (en cinq positions). Elle rend visible une différence de profils entre le centre et le centre droit.

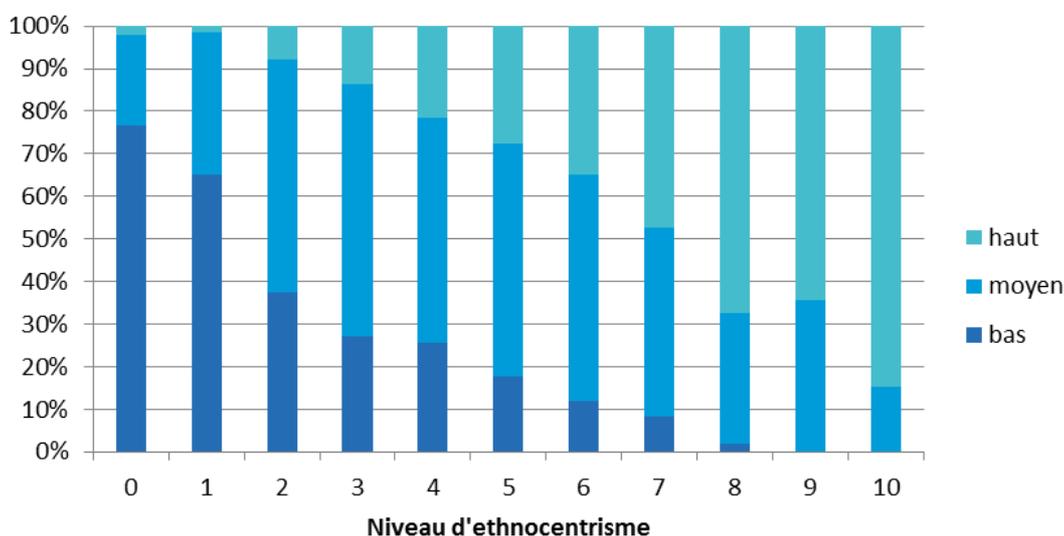
Figure 4.34. Échelle de romaphobie par autopositionnement politique, octobre 2016 (%)

Source : Baromètre CNCDH, octobre 2016.

Surtout, il est intéressant de croiser l'échelle de romaphobie avec l'échelle d'ethnocentrisme déjà utilisée (voir section 3 de ce chapitre) (figure 4.35). Plus le niveau d'ethnocentrisme augmente, plus les scores de romaphobie progressent, témoignant d'une représentation stéréotypée et cohérente de cette minorité. Aversion aux Roms et ethnocentrisme vont de pair, le résultat mérite d'être souligné. En analysant en détail la figure, on voit que ce sont surtout les personnes les moins ethnocentriques qui manifestent une ouverture d'esprit face à cette minorité.

Nos analyses permettent aussi de voir une très forte corrélation entre la peur de l'avenir et l'hostilité contre les Roms. Au-delà des attitudes et de l'état d'esprit face à la dynamique sociale, cette année on a pu mesurer aussi le poids de l'ouverture au monde, du transnationalisme. On a mesuré celui-ci à partir d'un indicateur construit sur la base des expériences de voyage et de travail à l'étranger. Une première question posée à l'ensemble des sondés était : « À quelle fréquence voyagez-vous dans un autre pays pour des motifs professionnels ou personnels (tourisme, visites de famille ou amis, soin, loisir) ? », la deuxième était : « Vous est-il arrivé de vivre dans un autre pays que la France pour au moins trois mois sans interruption ? » On observe un fort lien entre intensité du comportement transnational et échelle de romaphobie⁹². Les différences entre ceux qui ne sont jamais allés à l'étranger et ceux qui y vont régulièrement sont très nettes : le niveau le plus bas de romaphobie passe de 23 % à 40 % (32 % pour ceux qui ont un comportement transnational « moyen »), signe d'une attitude bien plus tolérante face aux minorités tziganes de ceux qui ont vécu et/ou travaillé à l'étranger.

Figure 4.35. Scores sur l'échelle de romaphobie par niveau d'ethnocentrisme, 2016 (%)



Source : Baromètre CNCDH, octobre 2016.

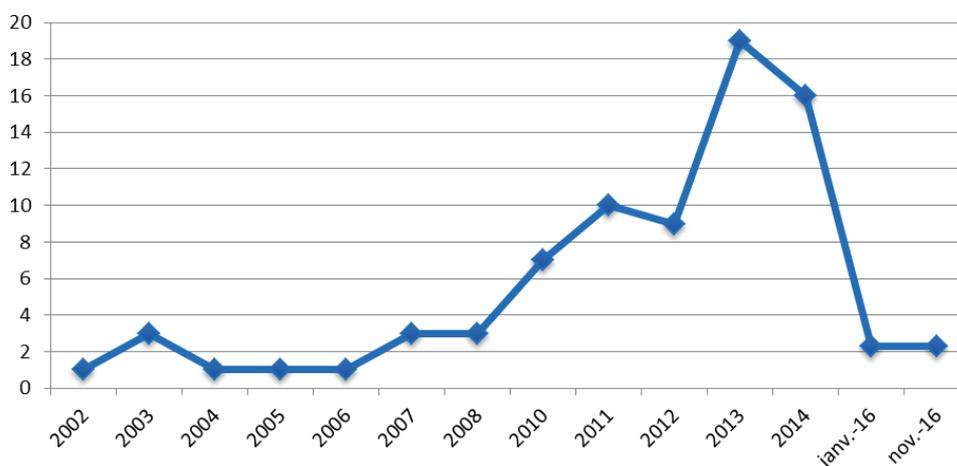
92. Irina Ciornei, Ettore Recchi, « At the Source of European Solidarity : Assessing the Effects of Cross-border Practices and Political Attitude », in *JCMS : Journal of Common Market Studies*, 2017, DOI : 10.1111/jcms.12507.

Comme on l'a déjà vu pour l'antisémitisme et l'islamophobie, ces corrélations aident à définir le profil des personnes les plus hostiles aux Roms, et les changements au cours de dernières années. Mais il faut pouvoir faire la part respective des effets de chaque variable. Ainsi, est-ce la catégorie socioprofessionnelle qui structure le rapport aux Roms, ou le niveau d'éducation ou le revenu familial ? Ou les variables significatives sont-elles relatives à des processus de socialisation structurants, comme les expériences d'études et de travail à l'étranger ? Est-ce que le niveau d'éducation reste significatif même si on prend en compte l'auto-positionnement politique et la région de provenance ? Nous avons ainsi contrôlé l'effet propre de chaque variable sur la romaphobie avec plusieurs modèles de régression logistique. À partir des variables sociodémographiques (l'âge, le sexe, le parcours migratoire familial éventuel, le niveau d'éducation), on a introduit des indicateurs « pas à pas » (*stepwise*) : la catégorie socioprofessionnelle, le positionnement politique, l'indicateur de comportement transnational. Ce genre d'analyse permet de mesurer la « probabilité » de développer des sentiments hostiles aux Roms et d'atteindre des scores moyens ou élevés sur l'échelle de romaphobie. Elle montre que seuls la position politique, le niveau d'éducation et le comportement transnational restent statistiquement significatifs, c'est-à-dire qu'ils ont une influence réelle sur la probabilité d'éprouver ou non un sentiment négatif à l'encontre des Roms. Plus la personne se situe à droite, plus augmente la probabilité d'attitudes négatives envers les Roms, tandis que le niveau d'éducation et l'intensité d'un comportement transnational (expériences de voyage ou de travail à l'étranger) réduisent cette probabilité.

VI. Moins à la mode, moins d'attention, moins de romaphobie ?

On remarque aussi que de moins en moins de personnes considèrent que les Tziganes, les Roms et les gens du voyage sont les groupes les plus discriminés en France. Elles étaient 19% en 2013, contre 2,3% d'aujourd'hui (pourcentage qui reste stable en janvier comme à l'automne 2016).

Figure 4.36. Les Roms vus comme principales victimes de racisme en France (%)



Source : Baromètres CNCDH 2002-2016.

De même, le pourcentage de celles estimant qu'on ne parle pas assez de l'extermination des Roms pendant la Seconde Guerre mondiale est monté de 35 % en 2013 à 40 % en 2014, mais retombée à 19 % en octobre 2016.

Dans l'ensemble, le sondage confirme l'évolution dans le rapport de la société française aux minorités roms entamée depuis un an. Les Roms étaient hyper-visibles depuis des années, présents dans la presse quotidienne des grandes et moyennes villes, d'habitude présentés comme posant problème. Mais même si on en parlait beaucoup, ces discours n'entraînaient pas de réflexion ni de connaissance critique, pas de possibilités d'interaction ni de connaissance interpersonnelle. Aujourd'hui, on parle moins des Roms, ils sont pour ainsi dire moins à la mode. Mais on commence à en parler mieux, avec plus de mobilisations de la part des associations et des leaders roms dans l'espace public, une prise de conscience de l'absence de réflexions systématiques à propos de l'histoire des Roms et des effets pervers des sentiments d'aversion à leur égard. La baisse de certains préjugés à l'encontre des Roms montre que l'opinion publique commence à les connaître un peu mieux. Mais beaucoup reste à faire.

On en tirera quatre conclusions. Le racisme anti-Roms n'est ni uniforme, ni universel, ni immuable. Sa présence reste forte et dominante, mais elle est variable, non seulement dans l'espace – d'une région à l'autre – mais aussi dans le temps. Et les attitudes envers les Roms suivent l'évolution générale de l'opinion ; quand la tolérance augmente envers les autres minorités, la situation s'améliore pour les groupes tziganes aussi, et la baisse de l'ethnocentrisme observé depuis deux ans réduit le risque de voir se développer des sentiments hostiles aux Roms. Mais, troisième point, la dynamique de la romaphobie ne dépend pas seulement de la dynamique générale de l'hostilité, elle a des caractéristiques spécifiques. En témoignent des changements importants de niveau de rejet dans certains groupes d'âge et certaines catégories socioprofessionnelles, même dans le court terme. Enfin, si la romaphobie est bien structurée par le niveau d'éducation et le positionnement politique, les expériences de socialisation liées à des pratiques transnationales, l'ouverture sur d'autres pays, d'autres cultures apparaissent comme un facteur significatif de réduction des sentiments d'hostilité à leur égard. Au cours des prochaines années l'évolution à la baisse pourrait donc se stabiliser, à moins que des « entrepreneurs politiques » s'engagent dans une nouvelle campagne d'hostilité contre ces groupes⁹³.

93. Encore plus que les « événements de focalisation » et les « moments critiques », l'interaction entre médias et partis politiques est très importante pour la production des stéréotypes : Pietro Castelli Gattinara, Laura Morales, « The Politicization and Securitization of Migration in Europe : Public Opinion, Political Parties and the Immigration Issue », in Philippe Bourbeau, *Handbook on Migration and Security*, Edward Elgar Publishing, 2017.